

N°8

périodique
parution:
2.10.90

150 FB
25 FF

OCTOBRE-DECEMBRE '90

CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES



TEXTES POUR LE DEBAT DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro: «Parti et guérilla» de la Commune Karl Marx (Espagne) - «Deux lignes» de la Commune Karl Marx - «La critique contemplative» du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) - «Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen», extrait du n°1 de la revue «Pour le Parti» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (Italie) - «Sur le Parti Combattant (une divergence avec les camarades espagnols)» de Pierre Carette, Didier Chevolet, Pascale Vandegeerde & Bertrand Sassoie, militants et militante des Cellules Communistes Combattantes (Belgique) - «La guerre de partisans» de Lénine - Hommage à José Manuel Sevillano Martin.

APPEL AUX TRADUCTEURS

Vous qui lisez régulièrement Correspondances Révolutionnaires, avez certainement constaté que la grande majorité des documents que nous publions proviennent de camarades italiens, espagnols, ou même plus lointains.

D'autre part, nous avons toujours l'espoir de publier un jour une revue pour le débat dans le mouvement révolutionnaire en langue néerlandaise.

Depuis la naissance de notre revue, c'est une - trop - petite équipe qui effectue le travail de traduction.

C'est pourquoi nous faisons appel à vos connaissances, à vos capacités, à vos bonnes volontés, pour nous aider à réaliser des traductions des langues italienne, espagnole, néerlandaise et allemande vers la langue française, et du français vers le néerlandais.

Toute collaboration sera la bienvenue.

Merci de vous adresser à Correspondances Révolutionnaires, B.P. 1310 à 1000 Bruxelles 1 pour nous faire part de votre disponibilité.

EDITORIAL

Les plus anciens lecteurs de Correspondances Révolutionnaires se souviennent sans doute qu'à l'occasion de l'éditorial du premier numéro, nous présentions à grands traits l'objet et l'esprit de la démarche de publication: développement du débat, amélioration de l'élaboration théorico-politique au sein du mouvement communiste, lutte politique pour le triomphe des principes et théories matérialistes historiques - le Marxisme-Léninisme - sur les insuffisances et les égarements qui caractérisent la réflexion d'une part importante des forces révolutionnaires en Europe de l'ouest. D'une certaine façon, on peut dire que ce numéro 8 remplit plus directement ce double objectif que s'est fixé la revue, et cela du fait que chaque texte publié consiste en un dialogue direct, confrontant les positions de ses auteurs et celles, défendues par d'autres, qui s'y trouvent critiquées.

Le débat se doit surtout d'être une polémique qui prend expressément en considération l'opinion opposée, qui vise à sa transformation par son amélioration, par la démonstration de ses erreurs. Et de la capacité des forces révolutionnaires à faire vivre, à dynamiser sans cesse ce type de rapports, découle la capacité véritable à progresser vers l'unité, et à garantir la justesse théorique et politique de celle-ci.

Certains adeptes du subjectivisme, au nom de "l'auto-détermination des pôles de lutte", préconisent d'ignorer de prime abord les divergences et de chercher l'unité malgré elles, *par-delà elles*. Il s'agit là d'une attitude irresponsable, ne pouvant déboucher que sur la paralysie politique, sur des alliances boiteuses, entachées de quiproquo, effroyablement vulnérables, et en tout état de cause incapables d'animer un projet historique déterminé et conséquent. La prétention d'unité qui n'est fondée sur la rigoureuse communauté de vue théorique, politique et stratégique, qui ne traduit pas la richesse et l'autorité de la raison collective, n'est jamais rien d'autre qu'une variante de la vieille et éculée mystique anarchiste. Objectivement, elle est toujours l'ennemie de l'unité des communistes, - et par-là du succès de leur cause.

Donc, ce numéro de Correspondances Révolutionnaires est instrument de critique, de débat direct entre forces et courants révolutionnaires.

Très naturellement, il aborde en premier lieu la principale fracture qui divise les forces révolutionnaires en Europe occidentale, c'est-à-dire, schématiquement récapitulé, la contradiction insoluble entre d'un côté les positions dites "anti-impérialistes" ou "frontistes" et, de l'autre, les positions marxistes-léninistes. Deux textes des P.C.E.(r) et G.R.A.P.O., «Parti et guérilla» et «Deux lignes» qui présentent des approches distinctes mais toujours sévèrement critiques des thèses et manifestations "frontistes". Ces documents, qui datent de 1986 et 1987, ne se contentent bien évidemment pas de stigmatiser les concepts faux, les visions erronées, les directives nocives des subjectivistes et des militaristes du "front", ils leur opposent les positions et analyses théorico-stratégiques d'une organisation communiste marxiste-léniniste.

Le troisième document des camarades espagnols s'intitule «La critique contemplative» et est une réponse argumentée aux ritournelles geignardes de l'extrême ou ultra gauche, dont un article de l'auto-proclamé "Mouvement Révolutionnaire Internationaliste" offrait en 1985 un surprenant concentré sous le titre sententieux «La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe occidentale» (sic!).

Le débat se poursuit ensuite en s'appuyant sur la réflexion même des militants du P.C.E.(r)

EDITORIAL

et des G.R.A.P.O. Les deux textes suivants, «Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (Italie) et «Sur le Parti Combattant» des militant(e)s prisonniers des Cellules Communistes Combattantes (Belgique), tout en ralliant respectivement le rejet des positions «frontistes» et «ultra gauchistes», prolongent la discussion à partir de diverses positions exposées et défendues par les camarades espagnols. Ainsi, des questions d'importance, tel le contenu de la pratique politico-militaire ou le rapport de celle-ci au Parti, etc., sont-elles posées sous un éclairage nouveau, renforcé.

Il ne faut pas s'étonner de trouver le P.C.E.(r) et les G.R.A.P.O. au centre de ce numéro consacré au débat dans le mouvement révolutionnaire européen, et cela tant comme critiques que comme objet de la critique. Au moment où le mouvement révolutionnaire italien apparaît sous la forme d'une nébuleuse sans cesse changeante aux yeux de l'observateur étranger perplexe, où le mouvement révolutionnaire allemand semble avoir toutes les peines du monde - malgré d'indéniables signes encourageants - à se débarrasser du subjectivisme croupissant, et au moment où, - nos lecteurs sont «bien» placés pour le savoir -, le courant révolutionnaire en France et en Belgique fait montre de toute sa tragique faiblesse, la constance et la détermination de la lutte des organisations espagnoles, leur capacité à surmonter de terribles revers militaires (comme la reprise de l'action combattante vient de le démontrer), leur déjà longue et riche histoire et d'autres mérites encore leur confèrent une valeur de référence pour l'ensemble du mouvement. Cette référence est aussi une responsabilité, et c'est bien conscient de celle-ci qu'il y a quelques années déjà, le P.C.E.(r) a pris l'initiative d'amorcer le débat critique au sein des forces révolutionnaires à l'échelle internationale. A toutes ces forces maintenant de contribuer à ses progrès et son succès entier!

Le «classique» choisi pour ce numéro est «La guerre de partisans» de Lénine, à savoir le principal document qui expose sa réflexion sur l'usage de la lutte armée dans le cadre de la lutte révolutionnaire. Indépendamment de ses qualités intrinsèques, nous avons retenu ce texte parce que le problème de la lutte armée et du Parti de classe est abordé de façon contradictoire dans plusieurs documents au sommaire, - et que la connaissance de l'analyse léniniste sur ce sujet (même dans le cadre particulier de la Russie en 1906) est utile pour la bonne compréhension de l'argumentation du débat. Mais, d'autre part, cette publication est aussi l'occasion d'apporter quelques précisions qui ne sont pas sans importance.

C'est justement parce qu'il concentre la position du grand révolutionnaire bolchévik sur le sujet, que cet écrit fut toujours tiré à hue et à dia par les partisans et les adversaires de la pratique de la lutte armée - et tout particulièrement depuis sa réémergence dans les centres impérialistes il y a deux décennies. D'aucuns ne voulant voir dans ces pages que la reconnaissance systématique par Lénine de la légitimité des actions de guérilla dans la lutte révolutionnaire, d'autre n'en retenant que les caractéristiques d'époque (principalement la nature autocratique du pouvoir) et en rejetant de fait toute adéquation d'actualité; les uns comme les autres brandissant avec beaucoup d'entrain quelques passages et citations favorables à leurs thèses respectives.

Il est temps de liquider cette querelle réductrice, cette bataille stérile à coups de

EDITORIAL

citations (comme toute autre du même genre): il est aussi malhonnête d'escamoter le fait que Lénine a défendu, face aux opportunistes de tout style, la validité et la légitimité de la lutte armée dans le cadre de la lutte révolutionnaire que de nier qu'il fondait son analyse politique sur une situation aux caractères fort différents de la nôtre. La question ne pourra être correctement résolue - et jusque dans les détails - qu'à travers une analyse considérant objectivement tant le patrimoine d'expérience du mouvement communiste international (et donc notamment celle des partisans bolchéviks) que les conditions contemporaines dans les métropoles impérialistes.

Il nous semble que cette analyse connaît depuis quelque temps d'incontestables progrès: les expériences concrètes et les réflexions théoriques et stratégiques ont élevé la pratique de la lutte armée d'une simple - mais à son heure, ô combien salutaire! - et expression de rupture d'avec le révisionnisme, le réformisme et l'opportunisme au début des années 70, à la cohérence d'élément stratégique central de toute politique révolutionnaire communiste authentique, cohérence sans cesse plus maîtrisée au sein de lignes et projets toujours plus élaborés et affermis.

Il ne faut d'ailleurs pas s'étonner qu'un tel progrès ait vu le jour ces dernières années, alors même que le mouvement révolutionnaire européen dans son ensemble est, pour diverses raisons (pression idéologique anti-communiste ravivée par l'effondrement des régimes révisionnistes, séquelles de dures défaites militaires subies par toutes les organisations, légère décontraction économique allégeant provisoirement le poids de la crise générale du mode de production capitaliste, etc.), et quoi qu'en disent parfois certains textes des camarades espagnols qui manifestent une nette tendance au triomphalisme, au creux de la vague. Il n'y a pas de véritable contradiction entre ce "tassement" stratégique et ce développement politico-théorique (dont, profitons-en pour le rappeler, les remarquables contributions de la revue «Rapports Sociaux» sont une illustration) que nous traversons et connaissons actuellement. Nous ne serions pas les premiers à remarquer combien toute l'histoire du Parti bolchévik fut rythmée de pulsations qui le voyait s'ouvrir aux masses et s'engager dans l'affrontement direct en période favorable à la politique révolutionnaire pour ensuite se replier sur lui-même en période défavorable à cette politique, se fermer au déviation réformiste et tendances capitulardes qui prospèrent alors, s'épurer et se renforcer qualitativement. Il serait bien entendu politiquement absurde de se complaire dans les "délices" du minoritarisme - c'est là une tare que nous disputons pas aux ultra-gauchistes - mais nous pensons que la conjoncture présente défavorable au travail révolutionnaire (sans oublier, certes, les propres incapacités du mouvement révolutionnaire lui-même) qui a provoqué une indiscutable perte d'influence du mouvement et de son discours auprès des masses n'a pas (eu) que des effets négatifs. Elle a permis aux, elle oblige les forces révolutionnaires européennes d'entreprendre, développer, et dans certains cas déjà mener à bien diverses recherches, remises en question et discussions dont elles ne pouvaient plus faire l'économie.

C'est de cela aussi que témoigne, même modestement, ce numéro.

Le collectif de Correspondances Révolutionnaires
août 1990

Erratum

Suite à notre dernier éditorial, «Contre le révisionnisme, réaffirmons les principes du marxisme-léninisme», nous avons reçu une lettre critique de la part de Rapporti Sociali - Edition Giuseppe Maj. Dans cet envoi, les camarades italiens nous exposent leurs désaccords, à plusieurs niveaux, avec les analyses que nous avons présentées dans cet éditorial. Nous n'allons pas évoquer ici ces divergences (nous allons d'abord y réfléchir et répondre à Rapporti Sociali!), mais nous pensons absolument nécessaire de rectifier sans attendre une traduction maladroite - dont la responsabilité entière nous incombe - qui peut prêter à Rapporti Sociali une position que ce collectif réfute entièrement. Page 6, second paragraphe (du numéro 7 de Correspondances Révolutionnaires), nous imprimions: «Ils ont développé l'intérêt et l'enrichissement individuel jusqu'à devoir restaurer ouvertement la propriété individuelle des principales forces productives...» en place de: «Ils ont développé l'intérêt individuel et l'enrichissement individuel jusqu'au seuil de compatibilité avec l'absence de propriété individuelle des principales forces productives...». Nous présentons nos excuses les plus sincères tant à Rapporti Sociali qu'aux lecteurs de Correspondances Révolutionnaires, nous nous engageons à renforcer notre vigilance politique, à améliorer nos méthodes de travail, afin de ne pas répéter une erreur aussi grave.

Le collectif de Correspondances Révolutionnaires
août 1990

Textos para el debate en el movimiento revolucionario europeo

Presentación

I

La crítica contemplativa

Resistencia nº4 - P.C.E.(r) - noviembre 1986

Hacia la revolución socialista a través de la Guerra Popular Prolongada
Comuna Carlos Marx - marzo 1985

Partido y guerrilla

Comuna Carlos Marx - febrero 1986

II

El ultraimperialismo y el falso concepto del frente
Resistencia nº5 - febrero 1987

Dos líneas

Comuna Carlos Marx - febrero 1987

Acerca del internacionalismo proletario

Comuna Carlos Marx - agosto 1985

III

La lucha armada en la estrategia revolucionaria
Frédéric Oriach - mayo 1985

A propósito de la lucha armada

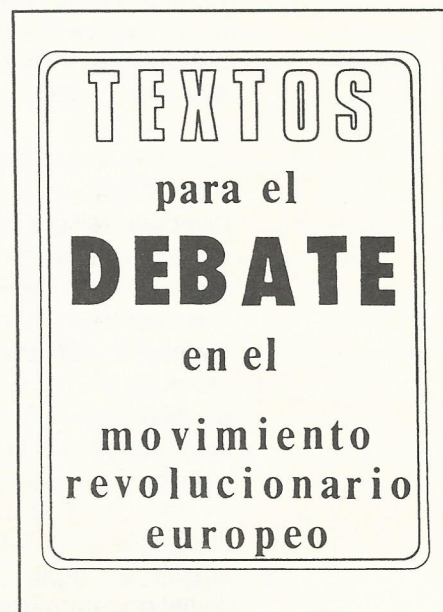
Células Comunistas Combatientes - mayo 1985

Desmistificar la lucha armada.

Observaciones acerca del texto de las Células Comunistas Combatientes: a propósito de la lucha armada
Acción Proletaria - diciembre 1985

No hay fronteras en esta lucha a muerte (Che)

Acción Proletaria - junio 1986



Selección y traducciones:
PCE(r)
Partido Comunista de España
(reconstituido)
Marzo, 1987

Los camaradas que quieren conseguir este libro pueden escribir a la revista. El libro cuesta 200 FB.
Ce livre est disponible auprès de la revue au prix de 200 FB.

Parti et guérilla

Commune Karl Marx des militants emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. (février 1986)

En mars 1987, le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) a publié un important ouvrage sous le titre «Textos para el debate en el movimiento revolucionario europeo». Il s'agit d'un recueil de documents d'origines diverses, bien sûr avant tout du Parti et de ses militants emprisonnés, mais aussi de France, Belgique et Allemagne Fédérale (voir le sommaire ci-contre, et la présentation française page 15).

«Parti et guérilla» de la Commune Karl Marx (*) constitue, à notre avis, un des documents essentiels du recueil. Son intérêt majeur réside dans le fait que, au-delà de sa portée polémique contre le spontanéisme et le militarisme, il expose d'une façon fort complète l'analyse des camarades espagnols sur la stratégie révolutionnaire et les principes organisationnels qui lui sont liés. C'est d'ailleurs principalement sur cette dimension remarquable de «Parti et guérilla» que le débat s'est ouvert au niveau international, comme en témoignent les contributions d'Italie et de Belgique que nous présentons dans ce même numéro.

Il est amplement démontré, du moins pour nous, que dans les pays européens - pays à capital monopoliste d'Etat et pays impérialistes - la forme supérieure d'organisation politique du prolétariat révolutionnaire reste le Parti Communiste. A un autre niveau, on trouve l'organisation militaire qui, sous sa forme actuelle de guérilla urbaine, joue un rôle de première importance au sein du Mouvement Politique de Résistance des larges masses ouvrières et populaires. Il va de soi que ces deux formes d'organisation et de lutte politique et militaire ne s'excluent pas mutuellement. Au contraire, elles sont toutes deux complémentaires, l'une s'appuyant sur l'autre. Ainsi, la lutte armée de guérilla sert à dégager la voie aux organisations politiques de masse et au Parti, tandis que pour sa part le Parti éclaire politiquement le prolétariat, lui indique les objectifs immédiats et à plus long terme, et organise ses forces; de plus, le Parti dote la guérilla d'un

programme d'action clair, et arrête ses objectifs politiques.

Pour toutes ces raisons, on ne doit à aucun moment permettre à la guérilla de dominer et de commander le Parti, ni permettre à l'organisation et à l'activité militaires de supplanter l'organisation et l'activité politiques de parti. Il s'agit là d'un principe léniniste clé qui conserve sa validité en toutes circonstances de la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans tous les pays. C'est toujours la politique - et dans ce cas la politique du Parti Prolétarien - qui doit commander au fusil. Penser différemment serait désarmer le prolétariat.

En conséquence, parmi les tâches les plus importantes auxquelles sont confrontés les révolutionnaires européens, on trouve:

- 1.- établir les bases politiques minimales comme le programme et la stratégie, la ligne d'action révolutionnaire;

- 2.- la prise en charge pratique et vivante dans la vie du Parti des principes idéologiques du marxisme-léninisme, du communisme;

- 3.- l'établissement du centralisme démocratique dans les relations organisationnelles: la liberté de discussion et l'unité d'action, la soumission de la minorité à la majorité, la pratique de la critique et de l'autocritique, etc.

(*) Commune de militants du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. emprisonnés, formée en 1981 à la prison de Herrera de la Mancha, après la grève de la faim qui a coûté la vie à Crespo Galende. Transférée ensuite à la prison de Soria, elle a été dissoute par la dispersion des prisonniers à travers toute l'Espagne dans le courant de 1989. Pour obtenir le regroupement, les militants emprisonnés ont entamé le 30 novembre 1989 une grève de la faim qui se prolonge encore à ce jour.

Il est clair que rien de cela ne peut être fait sans maintenir des liens minimaux avec les masses et sans participer aux luttes ouvrières et populaires les plus marquantes.

L'intervention quotidienne du Parti dans les luttes de classe de son pays implique aussi l'exacerbation des contradictions internes. Cette opportunité doit être exploitée afin de combattre les pratiques et les conceptions nocives et étrangères au prolétariat, pour repérer et isoler les éléments opportunistes et arrivistes. Pour cela, il est nécessaire de mener une lutte idéologique et politique opiniâtre. Les résultats de cette lutte sont toujours l'indice du degré de développement organique et du degré de maturité idéologique et politique atteints par le Parti Communiste.

Dans le contexte européen actuel, les communistes sont confrontés à l'importante tâche de reconstruction du Parti marxiste-léniniste. La réalisation de cet objectif, indispensable au développement de la révolution, ne peut être obtenue que par la lutte acharnée contre la réaction et le révisionnisme, mais aussi, et nous tenons à le souligner, contre les tendances qui veulent substituer des organisations interclassistes floues au travail politique, théorique et pratique, et d'organisation du Parti Communiste. Une des conditions requises et incontournables pour que triomphe la révolution socialiste dans un pays est l'existence d'une avant-garde communiste qui ait atteint sa maturité. L'existence d'un parti de type bolchévique, aguerri et trempé, qui ait passé avec succès l'épreuve du feu de la lutte des classes de son pays et qui en soit sorti renforcé, est une condition indispensable pour pouvoir même simplement penser faire la révolution.

Les luttes de Lénine et du Parti Bolchévik contre les menchéviks et les renégats de la Deuxième Internationale, celles de Mao et du P.C.Ch. contre les "dogmatiques" et les positions erronées de la Troisième Internationale à l'égard de la révolution chinoise, sont deux expériences historiques qui, bien que différentes et particulières, recèlent pour nous une importance clarificatrice particulière. Sans la lutte opiniâtre contre l'opportunisme menchévique - qui prétendait mettre le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie libérale dans la révolution démocratique - et contre les liquidateurs et les réformistes de la Deuxième Internationale - qui voulaient lier le prolétariat au dessein chauviniste de leur bourgeoisie impérialiste nationale -, la Révolution d'Octobre ne se serait pas produite. De la même manière, sans la lutte que Mao et les communistes chinois menèrent à contre-courant contre les "dogmatiques" - qui prétendaient continuer à imposer, en dépit des expériences douloureuses de plusieurs années de lutte, d'abord les thèses classiques de l'insurrection, et ensuite la poursuite de la recherche d'unité à tout prix avec le Kuomintang -, sans cette lutte donc qu'ils livrèrent en

maintenant leurs positions indépendantes et en développant la guerre de guérilla, ils n'auraient pas fait non plus la révolution chinoise, comme ils le reconnurent eux-mêmes par la suite.

Aujourd'hui, alors que cette tendance à la révolution s'accroît partout, alors que le rôle du prolétariat se renforce sur tous les terrains et que la bourgeoisie est dans une phase de décadence et de recul, la nécessité du Parti prolétarien se fait impérieuse.

Selon nous, l'absence d'un véritable Parti Communiste marxiste-léniniste est la cause principale de la faiblesse politique et du manque relatif de débouchés et de perspectives dans lesquels se trouve plongée une grande partie du mouvement révolutionnaire des pays européens. Pour cette même raison, on ne pourra pas dépasser cet écueil ou cette impasse tant que l'on n'affrontera pas avec courage et décision, sans craindre de se tromper, les tâches théoriques et pratiques que requiert la reconstruction du Parti Communiste. Nous devons nous rappeler que s'il est souhaitable d'apprendre des autres et de tirer des leçons de leurs expériences, il n'y a rien qui puisse se substituer à la propre expérience directe. C'est pourquoi il faut travailler, travailler principalement dans la classe ouvrière et le prolétariat d'usine, réorganiser le Parti et créer les bases politiques et idéologiques minimales requises.

La stratégie des communistes: combiner l'insurrection armée de masse et la guerre prolongée de guérilla.

Analyser les formes et méthodes de lutte dans une perspective historique et en accord avec les principes du marxisme-léninisme établis et confirmés par l'histoire, est une tâche incontournable des communistes. Il est bien connu que les raisons pour lesquelles les marxistes pratiquèrent dans certaines occasions l'insurrection et dans d'autres la lutte parlementaire obéissaient aux circonstances concrètes du développement du capitalisme et de son Etat. Ainsi, à l'époque de la libre concurrence, la lutte prédominante était la lutte parlementaire puisqu'il existait des conditions qui permettaient, comme le disait Engels, de retourner contre la bourgeoisie ses propres lois. Mais avec le développement du monopolisme - dont la règle générale est la tendance à la réaction, à la guerre et au fascisme - ces conditions ont disparu. Les démocraties européennes actuelles (véritables dictatures fascistes approuvées corps et âme par les sociaux-démocrates, eurocommunistes et réformistes de tout poil) souffrent, depuis déjà de nombreuses années, d'une crise économique sans précédent, de l'instabilité constante de leurs régimes, et sont de plus en plus menacées par les peuples

qu'elles oppriment et par un nouveau mouvement révolutionnaire qui, bien que jeune et peu expérimenté, obtient chaque jour des succès plus grands. L'aspect le plus caractéristique de ce nouveau mouvement révolutionnaire qui s'étend sur toute l'Europe est de recouvrir la forme d'un Mouvement Politique de Résistance: une combinaison originale de mouvement de masse et d'actions de guérilla qui se complètent et convergent chaque jour un peu plus.

Tout d'abord, ce Mouvement Politique de Résistance a rompu avec les méthodes de lutte pacifiques et parlementaires exaltées dans l'après-guerre, en imposant au contraire des méthodes violentes de lutte: grèves dures, manifestations hors du contrôle des syndicats et des partis réformistes, piquets pour étendre les luttes, sabotages et désobéissance civile, et d'autres types de résistance. Ensuite, il refuse les différentes variantes du révisionnisme moderne ou de l'eurocommunisme. Ce Mouvement croît dans le feu de la crise économique galopante et du recul de l'impérialisme mondial. En Espagne, à ces facteurs, il faut ajouter la crise politique aiguë dont souffre le régime né du soulèvement fasciste devant une poussée importante des luttes des masses ouvrières et populaires. C'est dans cette situation générale que se développe la lutte armée sous la forme d'une guerre de guérilla, de petits groupes ou détachements de combattants qui ont mis en échec plus d'une fois le puissant Etat des monopoles.

L'activité croissante de la guérilla, l'envergure de ses actions, les différents objectifs atteints et son extraordinaire influence sur la lutte de classe dans les sociétés capitalistes modernes, témoignent de son importance exceptionnelle. Il existe une différence radicale entre l'ancien cadre de luttes pacifiques et le nouveau cadre de luttes violentes, mouvements de masse radicalisés, désenchantement et opposition à la démocratie bourgeoise. Un tel changement ne peut se comprendre sans prendre en compte les activités de la guérilla et des groupements politiques révolutionnaires qui sont nés à son contact. Les partis et organisations qui soutiennent la guérilla jouent chaque jour un rôle plus important, et les nouvelles attentes et préoccupations révolutionnaires qui apparaissent au sein des masses sont en grande partie impulsées par des nouvelles générations de révolutionnaires communistes.

On dit souvent que les actions de la guérilla contribuent à élever le niveau de conscience politique et l'organisation des masses ouvrières et populaires parce qu'elles démasquent la réaction et le révisionnisme. Mais on ne donne pas habituellement l'importance voulue au fait que cette conscience et cette organisation sont les objectifs prioritaires que se fixe la guérilla dirigée par le Parti Communiste. Il s'agit d'accumuler des forces révolutionnaires et de

créer toutes les conditions qui permettent d'abattre l'Etat capitaliste. Et, dans les conditions matérielles et subjectives de nos pays, on ne peut accumuler des forces et les sauvegarder des attaques de l'ennemi sans l'appui de la guérilla. Pour cette raison même, le rôle de la guérilla à l'heure actuelle ne se trouve pas défini dans toute son étendue par le texte de Lénine, «La guerre de partisans». Il insiste surtout sur la récolte de fonds pour le Parti, sur la nécessité de frapper l'ennemi et de s'autofinancer. Aujourd'hui, et sans amoindrir les indications de Lénine, l'objectif principal de la guérilla est de favoriser l'accumulation de forces pour tout le Mouvement Politique de Résistance, de contribuer à l'organisation des ouvriers et des autres secteurs populaires, d'aiguiser la crise du régime, de se renforcer et de se développer.

De plus, il est certain qu'il n'y a pas d'autre chemin pour faire la révolution que celui qui passe par le développement de la lutte armée prolétarienne. C'est tellement évident aux yeux de n'importe quel révolutionnaire que c'est ce qui distingue la lutte révolutionnaire de celle qui ne l'est pas.

Il est clair que le Parti Communiste de chaque pays a pour tâche d'apprendre à établir un rapport correct entre la lutte armée et les autres méthodes de lutte. On ne doit pas surestimer son efficacité politique au-delà de ses possibilités réelles en cherchant à en faire l'unique méthode de lutte et d'organisation valable. Il ne faut pas non plus la sous-estimer au point de la réduire à un rôle de simple figuration ou à une activité syndicale armée de la politique communiste. En tant que marxistes-léninistes, nous devons situer au premier plan le Parti Communiste comme dirigeant de tout le mouvement révolutionnaire - y compris de la guérilla urbaine - conscients qu'en fin de compte, c'est la ligne politique qui décide de tout.

Bien entendu, nous nous référons à la guérilla urbaine qui a pour objectif stratégique la révolution socialiste, qui s'appuie sur la classe la plus nombreuse et la plus révolutionnaire de notre société, le prolétariat, et qui se rallie à ses traditions révolutionnaires, aux expériences du mouvement communiste international, et aux principes du marxisme-léninisme. Nous sommes conscients qu'une révolution européenne qui ne partirait pas du prolétariat, qui ne se baserait pas sur lui et ne plongerait pas en lui de profondes racines organiques politiques et idéologiques serait vouée à l'échec. Cela parce que la classe ouvrière est la classe la plus nombreuse, la mieux organisée et la plus avancée et disciplinée de la société capitaliste de par le rôle même qu'elle joue dans la production. Et aussi parce que l'Etat capitaliste moderne est fondé sur l'exploitation des grandes masses prolétariennes, dirigeant tous ses efforts et toutes ses forces organisées contre l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière,

contre la révolution socialiste.

Le nouveau mouvement révolutionnaire des pays capitalistes ne tombe pas du ciel; il tire au contraire ses racines du vieux mouvement de la classe ouvrière européenne et, en particulier, de la glorieuse Révolution d'Octobre, mais aussi des révolutions de type nouveau des peuples des colonies et semi-colonies. En outre, nous devons prendre en compte les nouvelles expériences que le mouvement acquiert de lui-même. Il se doit de tirer des enseignements de ces deux types de révolution puisque tous deux ont largement influencé la nouvelle situation. Pour ces raisons, nous pouvons autant parler de continuité que de rupture à propos du caractère du mouvement révolutionnaire en Europe. Continuité parce que la période que nous vivons se caractérise toujours, tel que l'affirmait Lénine, comme la phase suprême du capitalisme, l'impérialisme: antichambre de la révolution socialiste (avec l'importante particularité de l'existence du camp socialiste, de la libération des colonies et de la déroute du fascisme nazi sur le champ de bataille).

La rupture ne réside pas dans l'originalité de ce mouvement qui consisterait en l'apparition de nouvelles formes de lutte - la plupart d'entre elles sont déjà connues et ont été utilisées antérieurement - mais bien dans l'usage et la combinaison que l'on fait de ces formes de lutte. Ainsi, la lutte armée occupe une place importante: elle se conçoit non seulement tactiquement en accord avec des situations insurrectionnelles déterminées - comme il en allait en d'autres temps - ou dans des conditions momentanées ou locales, mais surtout elle se conçoit en accord avec les conditions générales du monopolisme et de l'impérialisme, c'est-à-dire stratégiquement. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de considérer non seulement la situation révolutionnaire en référence aux objectifs insurrectionnels, mais aussi l'armée de guérilla par rapport aux caractéristiques de la Guerre Populaire Prolongée (G.P.P.) que, par ailleurs, on ne peut concevoir uniquement de manière militaire dans nos pays, mais plutôt en relation avec les autres fronts de la lutte révolutionnaire.

En conclusion, nous pouvons dire qu'à notre avis, notre révolution passera par deux phases: la phase défensive stratégique du développement de la G.P.P. et la phase de l'insurrection.

Depuis quelque temps, les révolutionnaires européens débattent précisément d'importantes questions relatives à la stratégie de la révolution. En prenant par exemple le débat amorcé dans les Brigades Rouges (*), nous croyons que "guerre

prolongée" et "insurrection" sont deux concepts complémentaires et non pas exclusifs l'un de l'autre. Ce n'est qu'à partir des principes que nous pouvons comprendre la portée et les significations réelles que recouvrent dans nos pays ces deux concepts. Il s'agit de deux idées que nous, communistes espagnols, après une analyse détaillée de notre histoire récente, de nos expériences sur les champs de bataille et de la situation politique et économique de notre pays, combinons dans notre stratégie révolutionnaire pour la révolution socialiste en Espagne. Néanmoins, si l'on fait abstraction des différences secondaires entre nos pays, les similitudes sont tellement marquées en ce qui concerne le développement économique, les politiques impérialistes et pro-impérialistes, le régime politique, et y compris de nombreux aspects de l'histoire récente que, comme le montre le débat en cours en Italie, nous pouvons dire que la stratégie en Europe est pour l'essentiel une seule et même stratégie. Ce qui n'est nullement nouveau si l'on considère de plus que toute l'Europe est, à de rares exceptions près, depuis déjà le siècle dernier, un creuset de nations étroitement ressemblantes et qui s'influencent mutuellement.

Mais les difficultés apparaissent dans le débat au sein des Brigades Rouges lorsqu'il s'agit d'unir de manière créatrice le concept léniniste de situation révolutionnaire au concept forgé par Mao Tsé Toung de "guerre populaire prolongée". Réunir ces deux concepts tels qu'ils furent énoncés, mais dans le cadre moderne que connaissent les pays capitalistes monopolistes d'Etat, conduit pour le moins à de véritables casse-tête. On ne peut extraire de son contexte l'analyse léniniste de la situation révolutionnaire formulée dans «La faillite de la 11^{ème} Internationale» et l'appliquer telle quelle aux conditions actuelles. Il en va de même pour les textes de Mao sur la stratégie de la G.P.P., conçus dans les conditions de la Chine des années trente et quarante.

En tenant compte des caractéristiques actuelles de notre société, nous considérons que l'objectif de la première phase de la stratégie communiste est de créer les conditions subjectives et de favoriser le développement des conditions objectives nécessaires pour que se crée une situation révolutionnaire insurrectionnelle. Cette phase correspond à l'étape défensive de la G.P.P. Ce n'est que lorsque toutes ces conditions seront réunies que pourra intervenir la phase insurrectionnelle. Nous devons nous rappeler que nos pays présentent une population principalement urbaine (les pays à plus de 10% de population rurale sont rares, la moyenne de la CEE est de 8,2%). Pour ces raisons, il n'est pas possible de créer des zones rouges libérées, ni de harceler les villes à partir des campagnes. Il est donc erroné d'identifier la G.P.P. en Europe aux zones ou territoires rouges libérés à la campagne, ou à un

(*) Les auteurs font référence au débat de 1985 au sein des B.R.-P.C.C., débat connu des "deux positions", qui s'est conclu par l'exclusion de la seconde qui donna ensuite naissance à l'Union des Communistes Combattants

quelconque type concret de guérilla rurale ou de guerre de mouvement.

La combinaison originale des stratégies révolutionnaires les plus remarquables de l'histoire du prolétariat correspond parfaitement à la situation des pays européens. Il ne suffit pas de reconnaître l'opportunité et la nécessité de la lutte armée même dans une situation que l'on ne juge pas révolutionnaire, comme nous l'observons dans le débat au sein des Brigades Rouges. Nous devons en premier lieu reconnaître avec clarté quelles sont les causes objectives et subjectives qui engendrent et justifient la lutte armée prolétarienne. En second lieu, nous devons étudier de près le caractère de la situation politique actuelle: est-elle ou non révolutionnaire et quels sont les traits qui la définissent? Pour finir, nous devons discerner quel est le rôle joué par la guérilla urbaine dans l'ensemble du Mouvement Politique de Résistance et étudier en particulier ses relations avec le Parti Prolétarien. Ce dernier point, nous l'aborderons minutieusement dans un autre paragraphe.

Ainsi, en raison de l'existence en Espagne d'un régime politique aux caractéristiques fascistes, la lutte dans notre pays suit et suivra des voies révolutionnaires non pacifiques. Et bien que la situation politique des pays qui nous entourent ne soit pas exactement la même qu'en Espagne, les conséquences - la tendance des masses à rejoindre la lutte révolutionnaire - sont sans aucun doute identiques. Dans ces pays aussi, nous avons la fascisation croissante d'Etats policiers des monopoles, la réduction des libertés et des droits bourgeois conquis par les masses, la persécution et la mise hors-la-loi de quiconque sort de l'étroite marge constitutionnelle (comme dans le cas d'une lutte réelle pour des objectifs socialistes et pour la destruction de l'Etat bourgeois).

En Espagne, du fait de nos particularités historiques, nous croyons que les expériences des masses à ce sujet sont plus avancées que dans d'autres pays européens. Chose naturelle si nous tenons compte du fait qu'au soulèvement fasciste et à la déroute des forces populaires de notre "guerre nationale révolutionnaire" succédèrent la grande et héroïque guérilla de l'après-guerre et de plus de quarante années de fascisme ouvert, ce à quoi il faut ajouter les revers récemment subis par la réaction avec l'échec de la "Réforme" (*).

Tous ces faits sont présents dans l'esprit des masses et démontrent avec évidence que le socialisme ne peut être atteint qu'en détruisant par les armes l'odieux régime fasciste des monopoles. Dans les autres pays où, après la seconde guerre mon-

diale et au prix de bains de sang et de sacrifices élevés, furent obtenus certaines libertés et droits démocratiques, l'expérience des masses est un peu différente. Mais cela n'empêche pas qu'aujourd'hui, aucun gouvernement n'est assuré des jours prochains et n'est protégé ni de la banqueroute financière ni de la crise économique permanente. N'appellent-ils pas les masses aux sacrifices et à supporter héroïquement la pénurie? Nous pouvons parler d'une situation politique qui, apparemment contrôlée, se trouve au contraire en développement du point de vue révolutionnaire.

Ainsi, on commet une grave erreur en tirant comme conclusion de l'histoire des révolutions européennes qu'une situation révolutionnaire ne peut découler que d'une guerre inter-impérialiste et que seul ce type de guerre peut créer une telle situation. Ne fonder les espérances d'une situation révolutionnaire que sur le déclenchement d'une guerre inter-impérialiste est un mauvais service à rendre à la stratégie communiste. Dans la situation internationale actuelle, il n'y a pas de gros risques de guerre ou d'agression contre les pays socialistes, quoiqu'une possibilité de ce type ne puisse jamais être totalement exclue. Mais le risque de guerre entre les pays impérialistes est encore moins grand. En tout cas, la camp impérialiste y a tout à perdre. Pour ces motifs, les pays capitalistes alliés, bien qu'ils s'arment et développent une course aux armements, peuvent difficilement être intéressés par une guerre de ce type (dans la situation de crise économique, politique et morale irréversible dans laquelle ils se débattent). Les funestes expériences que furent pour eux les deux grandes guerres mondiales, ainsi que les défaites ultérieures que leur infligèrent les mouvements de libération des colonies et les pays socialistes les retiennent.

Si nous vivons aujourd'hui, dans les pays capitalistes, une situation révolutionnaire plus ou moins ouverte, une guerre civile larvée, rien ne s'oppose à ce que les communistes commencent à travailler à la révolution. En premier lieu, parce qu'il n'est pas impossible que la révolution se produise dans un ou plusieurs pays à partir de la guerre civile qui est en train de s'y développer, et cela sans que l'on doive nécessairement penser à une guerre mondiale (contre le socialisme, sans doute). Et en second lieu, parce que dans le cas où celle-ci se produirait, nous y serions déjà préparés. Et nous serons préparés à partir du moment où nous ferons notre devoir de communistes qui est de travailler dès maintenant à la révolution prolétarienne sous tous ses aspects, en expliquant l'amplitude et la profondeur de la crise économique et de la décomposition du régime, en éveillant la conscience et la détermination révolutionnaire des masses et en les incitant à s'organiser politiquement ou à rejoindre la guérilla. Comme cela a été maintes fois démontré, l'Etat

(*) Programme gouvernemental mis en place après la mort de Franco et qui prétendait «démocratiser» les institutions étatiques espagnoles.

moderne, en vertu des expériences qu'il a acquises dans sa lutte contre le mouvement ouvrier et communiste international et contre le socialisme, ne permettra pas au mouvement révolutionnaire de concentrer ses forces et de s'organiser de manière pacifique. Il ne se laissera pas non plus surprendre par une insurrection qui éclatera à un moment donné, même au cas où celle-ci serait provoquée par une "guerre inter-impérialiste", puisque cet Etat est la contre-révolution organisée et permanente. L'insurrection, lorsqu'elle éclatera, devra avoir été préparée par de longues années de lutte du Mouvement Politique de Résistance, une période durant laquelle celui-ci vivra de nombreux avancées et reculs, où il devra apprendre à utiliser toutes les méthodes de lutte, où il devra avancer en accumulant les forces révolutionnaires pour l'assaut final, et durant laquelle le politique et le militaire devront se combiner de manière adéquate. Et seul le Parti Communiste peut donner cette direction politique et militaire.

Le «Projet de Programme - Manuel du guerillero» édité par les Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre le dit justement: «Etant donné la situation dans laquelle se trouvent les masses et leurs organisations d'avant-garde dans les pays capitalistes, leurs forces organisées sont actuellement inférieures aux forces de la réaction et de l'impérialisme. Cette infériorité est principalement due à la misère, à la répression qu'elles subissent et aux difficultés que leur impose l'Etat. Dans de telles circonstances, seule la lutte politique de résistance et la stratégie de la guerre prolongée de guérilla pourront transformer ce rapport défavorable en un rapport favorable; seules la lutte de résistance et la lutte armée révolutionnaire pourront permettre l'accumulation de forces...».

C'est là le chemin qui permet d'accumuler des forces révolutionnaires dans la guérilla et dans les autres organisations de parti, démocratiques et antifascistes. Et cette accumulation, pour être réelle, ne peut se faire que dans la clandestinité et en s'appuyant sur la situation favorable que crée la lutte armée.

Dans les conditions actuelles, alors que les formes légales et semi-légales de lutte ont cessé d'être déterminantes pour le développement du mouvement révolutionnaire, le principe léniniste selon lequel on doit utiliser la légalité, la semi-légalité, la semi-clandestinité pour favoriser le renforcement et le développement de l'appareil clandestin du Parti, de l'organisation des révolutionnaires professionnels, reste valable. De cette manière, le Parti plonge ses racines dans les masses et s'unit à elles, rompant ainsi l'isolement auquel l'ennemi tente de l'acculer, et c'est là la meilleure garantie de sa sécurité. Pour cette raison, on ne peut jamais rompre avec la spécificité des fonctions du Parti; tout au contraire, il faut tirer bénéfice de leurs relations

récioproques par rapport à ce qui est fondamental: la clandestinité. Les actions et le développement de la guérilla urbaine servent cette clandestinité, tout comme la légalité imposée au mouvement de résistance des masses.

De tout cela découle l'extrême importance que revêt une juste combinaison des différentes formes de lutte et le rôle décisif du Parti dans l'organisation des phases générales de la stratégie et de la tactique correspondant à chaque tournant de la lutte et du combat politique et militaire.

Une fois éclaircie la question relative à la stratégie communiste qui, selon Staline, décide des neuf dixièmes du sort de toute guerre, nous pouvons porter toute notre attention sur les tâches, les objectifs et les activités du Mouvement Politique de Résistance.

Les tâches du Parti communiste et de la guérilla

La guerre de guérilla est une forme de guerre civile qui, bien que larvée, existe déjà et mûrit. Effectivement, parce qu'il s'agit d'une guerre, une analyse militaire est nécessaire. Là-dessus, il n'y a pas de doute possible. Mais il ne faut pas perdre de vue que la guerre de guérilla dans les pays capitalistes, parce qu'elle est la continuation de la politique prolétarienne par d'autres moyens (les moyens violents), doit être dirigée à tout moment par la politique, par le Parti. Aujourd'hui comme hier, le mot d'ordre selon lequel c'est le Parti qui commande au fusil reste valable. Et, comme la lutte armée joue un rôle décisif dans les pays capitalistes modernes, il est nécessaire que le Parti Communiste prenne *fermement* le contrôle de la direction politique et, par conséquent, dans une certaine mesure, de la direction militaire du mouvement de guérilla.

Ceux qui s'obstinent à conduire la guérilla selon des critères *exclusivement* militaires commettent une grossière erreur. La mener ainsi produit l'effet contraire, puisque même les lois de la guerre, et particulièrement les lois de la guerre de guérilla, obéissent à de profondes raisons économiques, politiques et historiques. Ces raisons, le Parti Communiste les analyse à la lumière du marxisme-léninisme, déduisant de son étude les lois générales de cette guerre populaire, c'est-à-dire la stratégie et la tactique du prolétariat révolutionnaire. Et cette tâche, seul le Parti Communiste peut la réaliser du fait qu'il est plongé au sein des masses ouvrières et populaires, et qu'il compte sur leur appui et leur confiance. Ni l'élaboration du programme ni la stratégie ne sont à la portée de l'organisation armée en tant que telle. Elles ne sont à la portée que du Parti, et ces tâches sont principalement les siennes. Maintenir une position "militariste" nous conduirait implacablement et rapidement dans les courants de

l'opportunisme, tombant dans les pièges tendus par la bourgeoisie.

La conception d'un Parti-guérilla, ou encore la militarisation totale du Parti, ne correspondent ni à la situation de la lutte des classes de nos pays ni par conséquent aux tâches qui se posent au prolétariat révolutionnaire.

En premier lieu, parce que l'idée du Parti-guérilla, ou une autre idée semblable, dissimule le projet d'une organisation exclusivement militaire, c'est-à-dire l'armée comme unique forme d'organisation du prolétariat révolutionnaire moderne. Ce qui aurait pour conséquence de concevoir l'encadrement militaire comme seule forme d'encadrement dans la période actuelle, de même que les tâches seraient principalement militaires, les organismes, les fonctions et les rapports seraient militaires et les objectifs, fondamentalement militaires. Cette structure organisationnelle pourrait mieux convenir aux nécessités des pays coloniaux et semi-coloniaux. Pourtant, cela est faux, y compris dans ces pays où, en dépit du fait que les masses s'organisent dans l'armée et que la guerre est la forme principale de lutte, l'organisation politique a toujours dirigé l'organisation militaire. Rappelons-nous que la plus importante déroute subie récemment par l'impérialisme sur le champ de bataille fut celle que lui infligea le F.N.L. et le peuple vietnamien dirigés par le Parti Communiste Vietnamien.

Les communistes doivent toujours veiller à diriger toutes les formes de lutte du prolétariat aussi diversifiées soient-elles, ce qui n'est possible qu'à partir de l'organisation de parti. Si, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le recrutement s'est surtout effectué vers l'armée, ce fait ne s'est pas trouvé en contradiction avec la direction communiste. Dans notre pays, nous avons compris que l'encadrement du prolétariat conscient sera pour assez longtemps principalement réalisé par le Parti, sans négliger à aucun moment la guérilla. De cette manière, nous ouvrons la voie de la guérilla à tous les travailleurs et révolutionnaires qui veulent combattre les armes à la main.

En second lieu, l'idée du Parti-guérilla est erronée parce que le Mouvement Politique de Résistance a, en plus des tâches militaires, de multiples autres tâches qui ne peuvent en aucune manière entrer dans le cadre rigide d'un Parti militarisé. Les luttes des larges masses des ouvriers et des travailleurs nécessitent la direction politique du Parti Communiste. Celui-ci donne une direction à leur ardeur et à leur détermination révolutionnaire, en synthétisant les expériences des luttes et en les généralisant. En outre, il forme les cadres dont aura besoin tout le Mouvement, en tendant ses filets organiques parmi les différentes organisations sur la base des principes idéologiques et politiques minimaux. Il diffuse et fait la propagande de la ligne

politique qu'il défend, il avertit les ouvriers des manœuvres de la bourgeoisie, menant à bien une lutte puissante et résolue contre l'idéologie bourgeoise; et, dans ce sens, il démasque sans leur laisser de répit les proclamations, consignes et tactiques de diversion du révisionnisme moderne.

Ces tâches *indispensables* au mouvement révolutionnaire des pays capitalistes, ledit Parti-guérilla ne peut les réaliser, bien qu'il se le propose, puisqu'elles sortent de sa sphère d'intervention, de sa capacité politique et de ses possibilités organisationnelles. Rappelons-nous que les formes d'organisation *s'adaptent* toujours aux formes de lutte. Il en découle donc que le guerillero et la guérilla, de par leur nature essentiellement militaire, ne peuvent assumer ces tâches politiques et idéologiques au niveau exigé par l'ensemble du mouvement. Cela n'empêche, bien sûr, qu'il existe des tâches précises de type politique et idéologique qui sont aussi indispensables dans la guérilla. Ces tâches ont pour but d'obtenir la cohésion politique et idéologique des membres de la guérilla, de maintenir des liens étroits avec les masses et de ne pas perdre la perspective des objectifs politiques du prolétariat. On doit donc promouvoir la discussion des problèmes politiques, de préférence ceux qui concernent le mouvement de résistance populaire, en plus de ceux qui sont de l'unique ressort de l'organisation armée. On doit aussi analyser les expériences et les échanger avec celles des autres organisations. Pour conclure, une tâche plus spécifique de la guérilla doit être de discuter de l'opportunité ou non de certaines tactiques militaires, du choix des objectifs et de la planification de l'action militaire. Du reste, il doit être suffisamment clair que la guérilla sans le Parti ne pourra que s'égarer.

Le Parti, en tant que détachement d'avant-garde et noyau dirigeant du prolétariat, est le mieux placé pour mener à terme les tâches de type fondamentalement politique, et c'est son devoir de s'en acquitter. Dans le cas contraire, le mouvement des larges masses et leurs luttes seraient facilement désorientés et déviés, sombrant dans la démoralisation. Le Parti assure aussi de solides liens constructifs entre la guérilla et le mouvement politique des larges masses. L'établissement de ces liens permet au Parti de donner une continuité à l'activité de guérilla, en enrichissant les rangs de celle-ci de communistes expérimentés et aguerris. De même, le Parti coordonne les différentes tâches et activités, il établit la juste répartition des forces organisées en indiquant les objectifs immédiats et les objectifs à plus long terme. C'est là le seul moyen de renforcer l'organisation armée et le mouvement de résistance populaire.

La répartition des forces organisées dans l'ensemble du Mouvement de Résistance est une tâche dont le Parti Communiste s'acquitte avec

attention et soin. Pour cela, il doit s'en tenir à la situation politique de chaque moment, à l'état d'esprit des masses et au niveau d'acceptation de la ligne politique révolutionnaire, en portant particulièrement son attention sur l'accueil que réservent les masses aux actions de la guérilla. A cela, il faut ajouter une connaissance exhaustive du niveau des forces disponibles (étendue, capacité de combat, détermination révolutionnaire, moral, expérience accumulée, etc.). Dans cette répartition des forces, le Parti assume un rôle fondamental pour ce qui se rapporte à la reprise et au renforcement de l'organisation de guérilla.

Il ne fait aucun doute que l'armée de guérilla peut aussi effectuer certaines formes de recrutement; c'est un fait vérifié. Mais l'expérience acquise par le P.C.E.(r) et les G.R.A.P.O. en Espagne montre que c'est difficile, sporadique et que cela obéit plus à des circonstances fortuites qui ne sont pas toujours les conséquences d'un travail conçu dans ce but. Il faut ajouter que ces formes de recrutement sont très difficiles à réaliser dans certaines situations de harcèlement ennemi. En ce sens, notre expérience est décisive.

Jusqu'à maintenant, le plus grand nombre d'intégrations à la guérilla est venu des rangs du P.C.E.(r) et, pour une moindre part, d'autres organisations démocratiques antifascistes. Cela a assuré une grande solidité à la direction de la guérilla, et c'est pour cette raison que la police, consciente de cette relation, a agi sans ménagement à l'égard de notre Parti et des autres organisations anti-fascistes. Ce n'est bien évidemment en aucune manière une raison pour que nous transformions cette fraternelle relation de solidarité en une autre, "plus sûre", de toute façon, ce dont il s'agit, c'est de la perfectionner puisque c'est justement cette relation qui nous a permis de nous remettre de coups policiers parfois rudes. Grâce à elle, nous avons dépassé les situations les plus difficiles et nous avons traversé avec succès l'une des étapes les plus décisives de notre histoire. Ce fut précisément dans ces moments que nous nous sommes remis des pertes subies dans nos rangs et avons jeté de solides racines dans de larges secteurs populaires. Enfin, nous avons pu vérifier dans la pratique la justesse de notre ligne politique, de notre tactique et de notre stratégie, en les améliorant et en les définissant avec plus de précision.

«Le mouvement de masse - dit le "Projet de Programme" des G.R.A.P.O. déjà cité - détache «le Parti et la guérilla et les nourrit continuellement «des hommes et des femmes les plus résolus. Il leur «apporte aussi des expériences innombrables et «précieuses. Le Parti à son tour organise la lutte, la «dote d'objectifs et d'un programme clair, et forme «les cadres dirigeants dont ont besoin (et en nombre «de plus en plus grand) le mouvement de masse et

«ses organisations, parmi lesquelles la guérilla elle-même. Ce travail général du Parti et la lutte armée «de la guérilla stimulent continuellement le mouvement populaire à aller de l'avant, l'orientent et lui «donnent l'exemple de la fermeté, de l'audace et de «la résolution, lui déblaient le terrain pour ses «conquêtes et lui ouvrent une voie chaque jour plus «large et prometteuse. A la fin de ce processus se «produira la grande convergence entre les masses et «leurs organisations, le Parti et l'armée populaire. Ce «sera le moment de l'insurrection générale qui mettra «fin au régime d'ignominie que nous avons subi jusque-là».

C'est pour cela que la seule guérilla, la seule armée populaire, aussi bien organisée soit-elle, ne peut pas d'elle-même assurer la victoire, par le simple fait qu'elle ne peut pas accumuler la force militaire nécessaire et suffisante pour abattre et anéantir l'armée ennemie. En cela, nous devons toujours avoir à l'esprit les expériences du mouvement révolutionnaire du monde entier. Celles-ci nous disent que la guérilla *urbaine* peut difficilement accumuler un grand nombre de combattants, alors que le Parti peut le faire. De cela découle que pendant beaucoup de temps encore, la guérilla urbaine européenne ne devra se maintenir qu'avec une petite armée de combattants qui soutient, renforce et favorise l'accumulation de forces pour tout le Mouvement Politique de Résistance. Le développement de cette petite armée correspond à des phases bien précises de la lutte des classes, au fur et à mesure de la consolidation du mouvement révolutionnaire.

En définitive, si nous nous assurons que le Parti Communiste dirige la guérilla et l'armée populaire, nous pourrions alors être certains de la victoire, puisque ce n'est pas l'armée qui fait la révolution mais c'est elle qui pousse les masses à la faire.

-:-

Insurrection et guerre populaire prolongée sont donc deux concepts inséparables et complémentaires, indispensables à la stratégie communiste dans les pays européens. C'est le travail des communistes de les combiner intelligemment en adéquation aux conditions de nos pays. On ne peut pas opposer l'une à l'autre en recourant à des exemples historiques qui, pris *isolément* sont différents de la réalité actuelle de l'Europe.

«La révolution - dit le Secrétaire Général du «P.C.E.(r), F. Arenas - a ses caractéristiques spécifiques dans chaque pays, et cela exige de nous, «communistes - qui nous proposons de l'organiser, «d'en prendre la tête et de la diriger -, la réalisation «d'efforts importants pour les découvrir. En ce sens, «les expériences et les enseignements qui nous «proviennent des révolutions des autres pays sont

«très précieux, mais nous ne devons pas les copier
«ni les imiter aveuglément, sans distinguer ce qui est
«valable pour nous et ce qu'il nous faut rejeter. Rien
«ne peut remplacer nos analyses et notre expérience
«propres, réalisées selon les principes du marxisme-
«léninisme, selon son contenu créatif et vivant et non
«selon sa lettre morte» (1).

De sorte qu'en raison des caractéristiques particulières, économiques et politiques de l'Espagne, les formes de lutte et d'organisation ne peuvent y être principalement militaires. «... l'accumulation de «forces révolutionnaires, leur éducation et leur «encadrement, à la différence de la Chine et d'autres «pays agraires (...) doivent être réalisés d'une autre «manière, c'est-à-dire (...): au moyen du Mouvement «de Résistance Populaire, dans lequel se combinent «la lutte politique des masses, les grèves, les «manifestations, etc., et la lutte armée de guérilla «pratiquée par de petits groupes, l'ensemble organisé et dirigé par le Parti prolétarien» (2).

La guérilla, à son stade actuel de lutte politico-militaire, a pour objectif principal «l'accumulation de «forces révolutionnaires et la préparation de conditions générales (politiques, organisationnelles, «économiques, militaires, etc.) qui favorisent l'extension et le renforcement du mouvement révolutionnaire», puisque les coups de la guérilla donnent du souffle aux masses, favorisent leur encadrement et gagnent du terrain pour l'organisation des ouvriers, en préparant en même temps les conditions pour le déclenchement de coups plus décisifs. A la fin de ce processus, comme nous le disions précédemment, «il se produira la grande convergence entre les «masses et leurs organisations, le Parti et l'armée «populaire. Ce sera le moment de l'insurrection générale».

Commune Karl Marx,
février 1986

(1) F. Arenas: "Entre deux feux".

(2) Idem.

Un dossier disponible auprès de Correspondances Révolutionnaires rassemble les traductions françaises de «Vers la révolution socialiste à travers la guerre populaire prolongée», «L'ultra-impérialisme et le faux concept de front» et «A propos de l'internationalisme prolétarien», textes de la Commune Karl Marx et du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué).

Ces textes, publiés dans «Textos para el debate en el movimiento revolucionario europeo», n'ont pu, faute de place, être repris dans ce numéro.

Les documents de Frédéric Oriach et des Cellules Communistes Combattantes sont accessibles - dans leur intégralité - soit dans le livre «Textes de lutte», soit dans la brochure qui en est extraite (s'adresser à la revue).

Pour ce qui est des documents signés «Action Prolétarienne», une traduction (médiocre) a circulé en Belgique en 1986, mais la prudence nous impose de signaler qu'aujourd'hui encore, nous ignorons tout de ce groupe, de ses autres thèses et de sa pratique.

Prix du dossier: 80 FB, 13FF (frais de port compris).

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Dossier Correspondances Révolutionnaires

Trois textes extraits
de

«Textos para el debate en el
movimiento revolucionario europeo»

Vers la révolution socialiste
à travers la guerre populaire prolongée

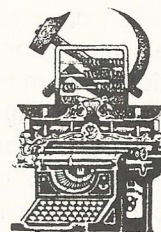
Commune Karl Marx, mars 1985

L'ultra-impérialisme et le faux concept de front

Resistencia n°5, P.C.E.(r), février 1987

A propos de l'internationalisme prolétarien

Commune Karl Marx, août 1985



Deux lignes

Commune Karl Marx des militants emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. (février 1987)

«Deux lignes» est un autre texte de la Commune Karl Marx repris au sommaire du livre «Textos para el debate...», et sans doute est-il celui dont la diffusion internationale a entraîné le plus de remous... sans pour autant, jusqu'à présent, porter les fruits que l'on était en droit d'espérer.

«Deux lignes» a l'immense mérite du courage et de la vérité. Les auteurs constatent un problème, un problème gênant mais bien réel, et au lieu de continuer à l'ignorer par confort opportuniste, ils le posent ouvertement sur la table: oui, il existe des orientations politiques, principes/théories/stratégies & tactiques, inconciliables au sein des forces prétendant objectivement à l'action révolutionnaire en Europe de l'ouest; non, le partage de la pratique armée contre le pouvoir bourgeois n'est pas en soi un déterminant authentique d'unité. C'est d'ailleurs justement dans le cadre de ce devoir de base des communistes, la recherche d'unité, que «Deux lignes» trouve toute sa raison. Parce que la critique la plus entière et inflexible du Marxisme-Léninisme est l'unique pratique par laquelle les idées justes peuvent triompher des idées fausses, et que la seule unité qui ait un sens pour les communistes est celle qui voit le ralliement de tous à celles-là.

Nous disions que «Deux lignes» n'a pas encore porté les fruits attendus, c'est vrai en ce sens que ce document n'a reçu aucune réponse constructive directe - même contradictoire - de la part de ceux qu'il interpelle prioritairement, mais cela doit être relativisé dans la mesure où il a rencontré (et continue d'alimenter) un important écho à la base du mouvement militant, principalement en République Fédérale et aux Pays-Bas, et que par là, il atteint malgré tout son objectif.

Il nous semble nécessaire de clôturer cette présentation par une petite précision concrète. Chronologiquement, «Deux lignes» a connu deux versions. La première a circulé tant bien que mal via le réseau militant, la seconde, définitive, est éditée dans le livre «Textos para el debate...». C'est bien sûr cette dernière, qui a ôté toute valeur à la première, que nous publions.

Il serait absurde de ne considérer le problème qui se pose au mouvement révolutionnaire européen, à savoir l'existence de deux courants divergents en son sein, qu'en termes de "nécessité ou non du Parti", ou de l'envisager seulement sous l'angle d'une adhésion ou non-adhésion à une "mode" qui serait celle de la reconstruction du Parti Communiste, le Parti de la classe ouvrière.

Car, au fond, il s'agit de divergences considérables dans l'appréciation du caractère de la révolution européenne, de l'internationalisme prolétarien, de l'organisation politique des masses, du rôle et des objectifs de la lutte armée de guérilla, de la stratégie et de la tactique, etc. Dans ce document, nous nous proposons d'examiner du mieux possible les racines économiques et les origines de classe de la politique que poursuivent les "anti-impérialistes", de leurs

idées et concepts de base, et enfin, la relation existant entre leur "projet" politique, leur tactique et leur stratégie, et les événements historiques les plus récents qui se sont déroulés en Europe, particulièrement les événements en rapport avec le mouvement ouvrier et communiste.

Cet examen nous permettra de démontrer que les "anti-impérialistes" n'ont pas de programme politique communiste, que toute leur tactique repose sur l'activité "anti-impérialiste", anti-USA, anti-OTAN, et que leurs objectifs et positions idéologiques, au lieu de représenter ceux de la classe ouvrière, correspondent plutôt aux positions de classe d'importants secteurs de la petite-bourgeoisie. Devant la progression des monopoles des multinationales et l'extension de leur domination à tous les secteurs et groupes sociaux bourgeois, ces mêmes secteurs ont

vu s'amenuiser leurs anciens privilèges et leur influence dans la société, et se trouvent souvent ruinés et dépossédés, ce qui explique fort bien leur radicalisme. C'est le phénomène connu de la prolétarianisation des couches basses de la petite-bourgeoisie, des couches qui subissent, de façon caractéristique, une forte pression des monopoles. Il est indéniable que le mouvement gauchiste fortement radicalisé - et, au fond, réformiste - garde d'importants liens idéologiques avec ces couches en voie de prolétarianisation et - si l'on veut être francs - que leur proposition "d'unité" anti-impérialiste et leur concept d'attaque contre l'Etat, contre les secteurs de pointe des monopoles et contre l'OTAN, sont fortement liés à ce processus de prolétarianisation.

Un des plus importants succès du mouvement de guérilla apparu au début des années 70 en Europe est celui d'avoir brisé la fausse paix bourgeoise-réformiste des institutions capitalistes européennes, et d'avoir ainsi attiré l'attention des masses sur la perspective révolutionnaire. Mais quelques groupes, trop obnubilés par les succès remportés par l'activité de guérilla, continuent leurs activités comme si rien n'avait changé depuis ce temps. Ils ne considèrent pas plus qu'aujourd'hui, on ne peut ajourner l'accomplissement de tâches révolutionnaires historiquement abandonnées, qu'il faut intégrer l'activité de guérilla dans l'important mouvement politique, militaire et organisationnel qui naît et s'étend partout. Il est vrai que, comme les événements l'ont démontré dans la période qui va du début des années 70 aux années 80, cette forme-là d'activité armée s'imposait, en grande partie, comme le moyen de faire de la politique révolutionnaire dans les pays impérialistes. Mais aujourd'hui, les conditions ont suffisamment mûri, et si nous poursuivons la lutte de la même manière, nous poursuivons, de façon injustifiée, une pratique unilatérale et même préjudiciable pour le mouvement révolutionnaire européen.

Pour sortir de cette impasse, il faut réunifier les forces révolutionnaires sur la base du marxisme-léninisme, commencer à élaborer le programme prolétarien de la révolution socialiste et édifier un Parti léniniste solide et de haute cohésion idéologique. Il est certain qu'avec une vision politique et militaire plus large, basée sur une position de classe prolétarienne, et fonction des objectifs - des plus immédiats aux plus lointains - qu'impose au prolétariat la révolution socialiste, nous pourrions plus adroitement définir nos tâches politiques et militaires. La tâche politique la plus immédiate est celle qui concerne le renforcement du Parti Communiste et l'élaboration du Programme Minimum de la révolution socialiste, l'organisation et l'éducation des ouvriers aux idées communistes, la dénonciation de la politique de la bourgeoisie et de ses alliés réformistes et révisionnistes, etc. Dans le domaine

militaire, il faudra nous concentrer autour des tâches concernant la formation d'une petite armée de combattants prolétaires qui apprennent à maîtriser l'art de la guerre populaire prolongée et les techniques militaires modernes ainsi qu'à synthétiser, dans des tâches militaires, la ligne politique du mouvement politique de résistance, etc.

Bien que nous nous trouvions dans la première phase de la guerre révolutionnaire, nous ne devons pas oublier que nos objectifs à plus long terme sont l'insurrection populaire et l'armement du peuple. Actuellement, étant donné le rapport de force, la direction de la guérilla doit sélectionner rigoureusement et adroitement ses activités militaires de telle sorte qu'elles facilitent l'accumulation de forces révolutionnaires et qu'elles encouragent la réalisation des tâches politiques dont sont chargées d'autres forces organisées dans le mouvement de résistance. A grands traits, en guise d'esquisse, nous pourrions dire que ce sont là les objectifs fondamentaux de la guérilla, son programme militaire minimum. Aujourd'hui, il nous faut donc aborder sans tarder - le retard est nuisible - les tâches que nous venons de décrire. Plus nous perdons de temps à comprendre et à entreprendre ces tâches politiques et militaires, plus le chemin de la révolution socialiste devient difficile et accidenté.

Elaborer le programme de la révolution est une tâche qui demande du temps et la synthèse de nombreuses expériences de lutte. Mais il serait très nuisible, et ce serait une grande erreur, de refuser ou de reporter cette élaboration. Ceux qui adoptent cette attitude démontrent leur peu d'intérêt ou leur manque total d'intérêt pour une réelle transformation de la société actuelle.

Pour notre part, nous voulons attirer l'attention des révolutionnaires européens sur l'important processus politique qui se déroule actuellement dans toute l'Europe: la convergence croissante entre les communistes et les secteurs et éléments les plus avancés du prolétariat. Notre devoir consiste en ce que ce processus semi-spontané se réalise consciemment et s'effectue de la manière la plus organisée et la plus dirigée possible. Les conditions objectives existent déjà en grande partie: de larges secteurs de la classe ouvrière, les plus combattifs et avancés, ont besoin d'une organisation prolétarienne et communiste qui les dirige et d'un Programme révolutionnaire pour lequel lutter. En même temps, l'actuelle dépression économique capitaliste, les réductions budgétaires des programmes sociaux bourgeois, le chômage et la misère d'amples secteurs populaires, les licenciements continuels d'un grand nombre d'ouvriers, dus aux plans de restructuration des monopoles, etc. provoquent le réveil à la lutte de milliers et milliers d'ouvriers prêts à combattre pour le socialisme. Ils sont de plus en plus conscients de leur responsabilité historique, ils se

sont identifiés à leur classe et sont décidés aux plus grands sacrifices pour faire progresser la cause du prolétariat. Les entraves et préjugés réformistes favorisés par la société du "bien-être" ou "post-industrielle", vieilles reliques idéologiques du monopole d'après-guerre, sont aujourd'hui dépassés.

Notre conception internationaliste

Face à ceux qui pensent que la pratique de l'internationalisme prolétarien réside actuellement dans le fait de créer de petites organisations militaires supranationales, comme une pâle copie de l'OTAN, nous réaffirmons la validité de la conception qui impose aux communistes le devoir de s'engager à faire la révolution dans leur propre pays et de contribuer à son triomphe partout.

Compte tenu des circonstances particulières qui sont les nôtres actuellement, nous pensons que la contribution de chacun doit reposer fondamentalement sur ce qui suit:

1. Participer activement à la discussion idéologique et au débat, sur les principes, la stratégie et la tactique, et sur les tâches les plus immédiates des communistes, discussion et débat qui se développent partout. Dans les limites de notre situation matérielle, nous participons depuis longtemps à cette discussion, apportant nos expériences, défendant nos positions de principe et critiquant fraternellement les positions des autres. Ainsi, nous sommes intervenus dans le débat sur l'internationalisme, et sur les tâches que nous pensons être, dès aujourd'hui et sans délai, celles qui s'imposent aux communistes (construire le Parti, dénoncer et démasquer toute sorte d'opportunisme). Nous avons aussi donné notre avis sur le rôle que doit remplir et la configuration que doit prendre le Parti à l'heure actuelle, le rôle et la fonction de l'activité armée de la guérilla, le caractère qu'acquiert aujourd'hui les contradictions inter-impérialistes, etc. Nous avons écrit plusieurs articles sur ces questions.

2. Appuyer moralement et matériellement la lutte idéologique et politique que livrent nos camarades d'autres pays. Nous croyons que l'appui moral le meilleur est la critique franche et ouverte: signaler les faiblesses des autres et leur origine, faire nôtre leur juste défense des positions communistes, défendre et appuyer leur lutte contre les positions opportunistes et militaristes, et plus spécialement, appuyer le combat juste et résolu face à la bourgeoisie et son Etat, et face à l'impérialisme même si parfois nous ne partageons pas entièrement les objectifs recherchés.

L'internationalisme dont nous parlons dépasse les différences existant entre les deux lignes. Il facilite les rapports, le rapprochement, l'échange d'expériences et la collaboration sur des sujets

généraux ainsi que la lutte commune contre les ennemis communs: l'Etat bourgeois et l'impérialisme. La collaboration et l'entraide fructueuse ne pourront reposer que sur la critique franche, ouverte et sans réserve, reconnaissant les positions de chacun et acceptant les critiques justes.

Pour cela, et étant donné la situation dans laquelle se trouve le mouvement révolutionnaire européen, nous ne pouvons pas manquer de signaler avec toute la clarté et la fermeté requises les différences de fond existant entre les deux lignes qui se profilent. Si nous ne le faisons pas, nous courrions le risque de voir nos positions mal interprétées avec le grand tort que cela pourrait causer. Notre consigne est donc: avancer résolument dans la construction du Parti, dans l'organisation de la classe ouvrière vers la guerre populaire prolongée; combattre, au moyen de la critique, la tendance militariste et le militarisme pan-européiste; lutter pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat en Europe, en forgeant petit à petit l'alliance et la fraternité de tous les prolétaires du continent, et en comptant avant tout sur nos propres forces, sur l'immense force de tous les ouvriers qui combattent le capitalisme dans chaque pays.

Etant donné le tour radical que prennent les luttes et les grèves ouvrières partout (contre les projets de revitalisation du capitalisme décadent), la tendance communiste révolutionnaire du mouvement commence à trouver un soutien et un appui importants. On peut donc prévoir le renforcement, l'enracinement et le développement de cette tendance.

On comprend le désarroi des "anti-impérialistes" devant l'énoncé et la défense des véritables positions internationalistes et devant le programme communiste de la classe ouvrière. Et ce désarroi ne pourra que croître tant qu'il leur manquera un vrai programme de classe, prolétarien. Leur soi-disant "internationalisme" du "Front" n'est qu'un pan-européisme usé, sans autre objectif apparent qu'une Europe dénucléarisée, démilitarisée, verte et sans OTAN. Objectif utopique et irréalisable en dehors d'un monde entièrement communiste, objectif qui représente l'idéal et l'illusion petite-bourgeoise d'une société capitaliste pacifique, humaine et prospère. Ces tendances petites-bourgeoises, poussées à l'extrême, seraient conservatrices et réactionnaires malgré leur ferme et combative position anti-OTAN.

Marxisme et idéalisme

Les composants du courant "anti-impérialiste" ont coutume de se proclamer marxistes, mais leur "marxisme" a peu à voir avec les principes fondamentaux défendus par Marx, Engels et Lénine, et ne tient en outre aucun compte du matérialisme historique et dialectique.

Que nous sachions, les marxistes partent de l'analyse économique et sociale des classes en lutte dans la société, du mode de production et de l'étape historique, pour ensuite élaborer le programme prolétarien et leur stratégie communiste. Pour réaliser cette tâche, ils différencient ces conditions objectives (celles qui sont données d'avance au prolétariat et à son avant-garde communiste) des subjectives (celles où le prolétariat peut déterminer quelles doivent être sa tactique et stratégie, etc.). Lorsqu'on étudie les documents de la Rote Armee Fraktion, on y remarque l'absence de toute analyse de ce type.

Dans les analyses que fait la Rote Armee Fraktion, nous voulons particulièrement signaler ce qui est erroné dans ses concepts de prolétarisation et de prolétariat international.

Par exemple, elle affirme que les classes sociales «ne peuvent plus se définir par la position qu'elles occupent dans le processus de production». Il suffit de rappeler que, pour Marx et Engels, et spécialement pour Lénine, dans leurs analyses des classes et de la lutte des classes de la société capitaliste, cette définition des classes a toujours été une forteresse inexpugnable du marxisme, du matérialisme. Et ils ont souvent signalé que s'en écarter mène au marais de l'idéalisme, à l'opportunisme et au chauvinisme.

Il est clair que, derrière des concepts comme la "prolétarisation militante", "l'aliénation et l'embourgeoisement des ouvriers", les "processus à la base", etc. se cache une dénaturation du marxisme. Ainsi les "anti-impérialistes" proclament que "la classe" - considérée par eux de façon abstraite - ce sont «ceux qui ont compris le caractère destructeur du système», et que «ce fondement de la prolétarisation «est la raison pour laquelle les personnes présentes «dans les processus à la base, dans la résistance, «etc., proviennent de tous les secteurs du peuple».

Comme nous le voyons, les conceptions de la Rote Armee Fraktion s'écartent du léninisme. Nous devons donc nous demander quelles sont les circonstances qui ont rendu possible la stagnation idéologique du courant "anti-impérialiste". Nous croyons que ce sont les suivantes: en premier lieu, la désorganisation et la désorientation de la classe ouvrière (au moment où sont apparus ces groupes), qui furent surtout le produit des théories révisionnistes apparues au XX^{ème} Congrès du P.C.U.S.; il faut aussi tenir compte du fait que cela s'est accompli pendant une période de relative paix sociale et même d'expansion économique capitaliste. En second lieu, l'absence de vrais partis communistes pour affronter la nouvelle situation créée, a fait surgir de nombreux groupes révolutionnaires, pour la plupart ignorants des traditions et des expériences révolutionnaires du marxisme-léninisme. Ces groupes s'affrontent à l'Etat avec la méthode la plus

efficace qui se trouve à leur portée pour initier le combat: la lutte armée. Mais ils se trouvent tout à fait désarmés idéologiquement. Leur manque d'esprit léniniste ferme et l'incompréhension chez eux de la nécessité de construire un parti capable de rassembler, d'organiser, d'éduquer et de diriger les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, les mène, tôt ou tard, vers des positions opportunistes et bourgeoises: les conceptions idéologiques qu'ils assument finalement sont plus proches de Proudhon ou de Bakounine que du marxisme.

Il ne fait aucun doute que cela est dû, en grande partie, aux progrès et à l'extension des monopoles et des trusts dans tous les secteurs économiques de la société capitaliste, qui en écrasant ou rognant les intérêts de la petite-bourgeoisie, ont provoqué un important mécontentement général dans ces secteurs. Bien que cela soit très clair, on ne peut pas admettre pour autant que ce seraient ces secteurs, brusquement radicalisés par leur situation spéciale, qui défendent les intérêts du prolétariat, ses objectifs ou ses positions de classe. C'est des ouvriers, c'est de la classe la plus exploitée et la plus spoliée de la société capitaliste, que sortiront les éléments les plus avancés des masses, la force la plus puissante capable de renverser le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste. Et la tâche qui revient aux communistes est celle d'attirer les couches qui se trouvent en voie de prolétarisation vers le programme prolétarien, de leur faire comprendre qu'il n'y a pas d'autre issue que la dictature du prolétariat et le socialisme, de critiquer leur désespoir et leur opportunisme, leur manque de clairvoyance et leur étroitesse de vue, etc. ou, au moins, de les neutraliser!

D'ailleurs, conformément à la description que nous avons faite d'eux, les camarades "anti-impérialistes", abondant dans leurs positions de confusion idéaliste, essaient de nous convaincre que la contradiction Etat-société est la contradiction principale dans les métropoles.

Que nous sachions, jamais le marxisme n'a parlé de contradiction entre Etat et société, mais, à partir de l'analyse des classes, il a établi la contradiction existant entre d'une part la bourgeoisie et son Etat et d'autre part le prolétariat, etc. Et le marxisme a toujours considéré l'Etat comme un appareil d'oppression d'une classe sur une autre; un appareil militaire répressif - par nature -, organisé et dirigé - spécialement - contre la classe exploitée et opprimée, le prolétariat. L'Etat est l'organe le plus important que détient la bourgeoisie au pouvoir comme instrument de la lutte des classes contre le prolétariat. C'est l'essence de l'Etat. C'est pourquoi le prolétariat doit diriger ses efforts pour renverser l'Etat de la bourgeoisie et pour le remplacer par un autre de type nouveau, l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat.

Opposer l'Etat à la "société", comme le font les

“anti-impérialistes”, c’est placer l’Etat en dehors de la société, tel un phénomène supérieur transcendant celle-ci; c’est nier le caractère de classe de l’Etat. En même temps, cela revient à le considérer comme un phénomène pervers et superflu; et à dire que l’objectif des révolutionnaires serait donc de détruire tout vestige de l’Etat, comme le concevait autrefois Bakounine. De sorte que, outre leurs dispositions anti-Etat et l’absence d’un programme communiste, de classe, les “anti-impérialistes” nous proposent, en accord avec cette contradiction Etat-société, une alliance interclassiste pour combattre l’Etat qui, à leurs yeux, est la seule cause de tous les maux que subit la “société” capitaliste.

Même si, dans un de leurs documents, ils affirment que leur politique révolutionnaire dans les métropoles «n’a rien à voir avec une conception du monde», nous voyons que cela n’est pas vrai. Nous croyons qu’il est plus exact, au regard des faits, d’admettre que leur conception du monde obéit à la situation dans laquelle se trouve la petite-bourgeoisie qui, écrasée par les multinationales et désespérant de l’avenir, concentre toutes ses attaques contre l’Etat impérialiste, spécialement contre ses appareils militaires et ses alliances. Attaques qui n’ont d’autres perspectives que la lutte qui est menée et évoquent en tout cas celles des ouvriers lorsqu’ils cassaient les machines croyant ainsi mettre un terme à l’exploitation du prolétariat: c’était surtout d’anciens secteurs ruinés de l’artisanat et du petit commerce qui s’étaient vu éjectés de leurs ateliers et de leurs petites boutiques par la grande mécanisation.

La lutte des réformistes se différencie radicalement de la lutte des communistes, ces derniers essayant d’organiser par leur lutte les forces ouvrières, de les organiser dans l’esprit du communisme et de la stratégie de la guerre populaire prolongée, au travers des objectifs stratégiques les plus immédiats à atteindre.

La même conclusion s’impose lorsque les “anti-impérialistes” considèrent que le prolétariat n’est pas un fait objectif de la société capitaliste, mais un acte de conscience. Ils affirment que l’élément subjectif est l’élément essentiel et l’élément «décisif pour la lutte dans les centres impérialistes», les centres impérialistes «ne produisant spontanément - à partir «des contradictions objectives et des conditions «existantes... - aucune condition révolutionnaire mais «seulement destruction et pourriture».

C’est une grave erreur subjectiviste, propre au volontarisme, que d’affirmer et de maintenir ces positions car, pour que triomphe la révolution, certaines conditions révolutionnaires doivent exister et ce sont, en premier lieu, des conditions objectives. Bien que les conditions révolutionnaires objectives ne soient pas suffisantes en elles-mêmes pour renverser un régime et un gouvernement (qui, si on ne les fait pas tomber, ne tomberont jamais), elles

sont indispensables. C’est pourquoi il faut aussi développer ces conditions objectives en s’appuyant sur les ouvriers, la classe la plus nombreuse et exploitée, la plus avancée, disciplinée et résolue de la société capitaliste. Pour cela il est indispensable de créer un parti prolétarien sûr et discipliné, intimement lié au mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et populaires, un parti qui les organise, élève leur conscience et les prépare à la révolution. Et ce n’est pas de cela dont nous parlent les “anti-impérialistes”. Pour eux, le prolétariat n’existe pas objectivement. Ils nous disent que les individus ne deviennent des prolétaires que grâce à un acte de conscience, qu’en assumant les positions du prolétariat international.

Pourtant, Marx liait le concept de prolétaire au processus même de la production de marchandises sous le capitalisme, à l’extorsion que subit l’ouvrier-producteur exproprié de ses produits. Ceci est réellement ce qui intéresse l’ouvrier en tant que classe, dont le mot d’ordre est donc: *expropriation des expropriateurs*. Et cette contradiction présente dans chaque cellule de production capitaliste est aussi le germe qui donne naissance à la conscience prolétarienne, à la puissante force combattante du prolétariat. Quelque chose de très différent de ce que défend la Rote Armee Fraktion.

Si, en révolutionnaires voulant transformer la société, nous comprenons les circonstances du retard de quelques secteurs de la classe ouvrière, le rôle de l’aristocratie ouvrière face à la grande masse d’ouvriers surexploités, de semi-prolétaires, de chômeurs, etc., alors, nous devons comprendre aussi que la transformation de la “classe en soi” en “classe pour soi” ne se fera qu’au moyen du parti ouvrier. La “classe en soi” est la classe ouvrière telle qu’elle apparaît dans le processus de production capitaliste, dispersée, désunie et sans conscience de sa situation. L’histoire nous a maintes fois démontré que c’est uniquement au moyen du parti prolétarien que l’on réussira à organiser et à unir la classe ouvrière pour qu’elle participe politiquement, comme force indépendante, aux luttes des classes de son pays, consciente de son rôle historique et des objectifs du socialisme et du communisme; celle-ci est la “classe pour soi”. Mais, contrairement à ce que nous venons d’exprimer, les “anti-impérialistes” substituent unilatéralement aux conditions économiques et politiques du pays, et à la nécessité du Parti communiste, la considération subjectiviste de la haine et de la colère, très importante par ailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie, mais de toute évidence insuffisante. Sur cette base - celle de la haine et de la colère - ils disent que «se développe «actuellement le front révolutionnaire dans le centre»... Et non sur les épaules du prolétariat, appelé, selon Marx et tous les marxistes, à renverser la société capitaliste, et à être le fossoyeur de la

société capitaliste!

Pour les "anti-impérialistes", «ceux qui combattent l'impérialisme» constituent le prolétariat. Dans ce contexte de combat militaire, les ouvriers opposés aujourd'hui aux plans de surexploitation capitaliste ne sont pas, à leurs yeux, des prolétaires et ne méritent aucun intérêt. A moins que les grèves dans les entreprises «n'abandonnent le terrain institutionnalisé et méprisable de la simple opposition». Nous reléguerions ainsi à un plan très secondaire l'importante tâche des communistes qui consiste à se joindre aux ouvriers les plus avancés, à les organiser, et à profiter des conflits réels dans les entreprises pour les éduquer à l'arme du marxisme et les faire avancer sur le chemin de la révolution.

Il semble néanmoins que la Rote Armee Fraktion prétend seulement s'appuyer sur les luttes ouvrières quand celles-ci échappent à leur cours normal - chose courante actuellement si nous tenons compte de la profonde crise capitaliste - ... pour les transformer en une arme contre l'OTAN. Ce qui est bien différent de ce que font les communistes, qui essaient de transformer chaque usine en une forteresse du parti prolétarien et la lutte contre l'OTAN en un autre front de la lutte contre le capitalisme et contre l'impérialisme pour la dictature du prolétariat.

La lutte économique des ouvriers, plus encore qu'un conflit inévitable dans le capitalisme, est une arme indispensable pour améliorer leurs conditions de vie, et, en même temps, une arme du communisme très utile pour renforcer la combativité ouvrière et la conscience révolutionnaire, pour répandre le programme prolétarien, etc.

Le parti prolétarien doit centrer ses activités sur les grandes usines du pays, non pas pour constituer des syndicats ou décrire les méchancetés de l'impérialisme et de l'OTAN, mais pour organiser les ouvriers sur base des principes du communisme, pour renforcer leur solidarité prolétarienne, pour faire connaître le programme de la révolution socialiste, pour appuyer leurs luttes, etc. Il doit combattre de toutes ses forces les révisionnistes et toute sorte de réformisme et d'opportunisme, dénoncer les plans de restructuration des monopoles, forger dans la lutte des organisations ouvrières indépendantes de la bourgeoisie et des réformistes, étendre le mouvement d'appui populaire et les piquets, chercher la solidarité d'autres secteurs de masses, organiser les grèves et les manifestations, appuyer la lutte de guérilla et encourager l'incorporation des ouvriers à la lutte armée.

L'histoire a démontré que la révolution a triomphé là où les révolutionnaires ont compté sur leurs propres forces, en développant la lutte révolutionnaire dans leur pays. Dans notre cas, ceci signifie travailler au renforcement du mouvement ouvrier révolutionnaire et donc mener à bien toutes les tâches signalées précédemment. Les autres pays

révolutionnaires, socialistes et progressistes, du monde ont toujours soutenu tout pays menant sa révolution, mais si l'on ne compte pas sur ses propres forces, il n'y a rien à faire. Et compter sur ses propres forces en Europe, cela signifie s'appuyer sur la puissante capacité combative du prolétariat, force principale et dirigeante de la révolution. La classe ouvrière est la classe qui lutte avec le plus de détermination et de dévouement contre la société capitaliste, elle est donc la seule qui peut la renverser et construire le socialisme. Penser autrement, c'est s'écarter de l'A.B.C. du marxisme.

Parti communiste ou Front de Libération Nationale?

Quelles coïncidences existe-t-il, dans le mouvement révolutionnaire européen, entre la tendance "anti-impérialiste" et la tendance communiste? A grands traits, nous pourrions résumer ces coïncidences par le combat contre la bourgeoisie et l'impérialisme et l'adoption de la lutte armée. Les stratégies, les façons de concevoir la révolution et ses objectifs, et les rapports de chaque courant à la lutte politique révolutionnaire du prolétariat sont des aspects qui les différencient.

Le courant "anti-impérialiste" centre fondamentalement sa lutte autour de la préparation et l'exécution d'actions armées de toutes sortes contre les installations et les intérêts de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN. Ces actions sont menées dans le cadre de ce qu'ils appellent «la stratégie contre leur stratégie» et «l'unité» supranationale des organisations de guérilla révolutionnaire - une interprétation fautive de l'internationalisme. Même dans les cas où ces attaques ont visé des hommes d'affaires et des politiciens en vue, elles l'ont fait en fonction de leur rapport avec l'OTAN, la course aux armements, ou la guerre.

Mais de quelle stratégie peut-on parler quand on se met à la remorque de la stratégie impérialiste? Les actions armées de la Rote Armee Fraktion et d'Action Directe, dépourvues d'un programme politique prolétarien, se caractérisent par leur spontanéisme et n'ont d'autre but que le militaire lui-même. Vu la situation du mouvement révolutionnaire européen, les positions défendues par les "anti-impérialistes" créent la confusion au sein d'un important secteur des forces révolutionnaires, en l'écartant de ses véritables objectifs et en retardant ainsi son nécessaire développement.

Bien sûr, l'Allemagne étant aujourd'hui le lieu de rencontre de deux camps antagoniques irréconciliables, le socialisme et le capitalisme, on peut y observer mieux que nulle part ailleurs le rôle que jouent dans le monde actuel les organisations militaires de l'alliance anti-communiste. Il est donc

Supposer un antagonisme entre l'impérialisme et la "libération" n'est pas correct. Il faudrait parler d'antagonisme entre le capitalisme et le socialisme, entre la "bourgeoisie nationale" impérialiste et le prolétariat national révolutionnaire, entre l'Etat de la bourgeoisie monopoliste et le prolétariat qui lutte pour imposer sa dictature et son Etat. La proposition

A notre époque, les communistes de chaque pays doivent aider consciemment le prolétariat de leur pays à lutter contre sa bourgeoisie, à démasquer la ligne politique bourgeoise (l'opportunisme bourgeois) et ses plans d'exploitation et d'oppression, à organiser la classe ouvrière indépendamment de la bourgeoisie et des syndicats corrompus et intégrés au système, à dénoncer la collaboration de classe des partis réformistes et révisionnistes et à lutter contre eux, etc. Les communistes doivent donc commencer à forger un puissant parti marxiste-léniniste qui puisse diriger le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire contre l'oligarchie monopoliste, financière et foncière et contre son Etat. Sans ce parti prolétarien, la révolution court droit à la défaite la plus fracassante. Sans ce parti, toutes les tentatives d'organiser la lutte armée pour le communisme seront vaines. En plus d'appuyer au mieux de nos possibilités les mouvements de libération nationale des colonies et la lutte contre l'impérialisme, nous devons faire la révolution dans notre pays en comptant sur les puissantes forces du prolétariat et du peuple.

[illegible]

Directeur de publication: Frédéric ORIACH

La critique contemplative

Parti Communiste d'Espagne
(reconstitué)

«Resistencia» n°4, novembre 1986

Ceux qui connaissent les œuvres polémiques de Marx, Engels, Lénine savent que ceux-ci désignent souvent les ignorants imbus d'eux-mêmes par un mot peu usité aujourd'hui: philistin! Selon la définition exacte du terme: «Personne étrangère à un milieu, à un mouvement, et incapable de le comprendre», il est flagrant qu'il s'adresse encore avec une rare pertinence à Mr Becker, petit magouilleur de l'ultra-gauchisme, lorsqu'il s'autorise à pérorer sur le combat révolutionnaire.

Selon une autre expression connue, «il est inutile de jeter des perles aux cochons». Elle est certainement judicieuse à l'égard du texte «La voie erronée...». Ce ramassis de falsifications et de tirades diverses - d'étranges constructions alliant le dogmatisme le plus blindé à l'opportunisme le plus envieux - ne mérite en lui-même finalement que le mépris.

Les camarades du P.C.E.(r) ont cependant jugé utile de porter une critique aux positions véhiculées par l'article de Mr Becker. Parce que ces positions, sous mille variantes, sont bien plus répandues et néfastes qu'à première vue: en fait on les retrouve à la base de la grande majorité de "l'extrême gauche" légaliste. Et quand on sait que celle-ci n'est plus aujourd'hui que "le dernier garde-fou de la contre-révolution", la dénonciation ferme de son poison retrouve tout son intérêt.

La polémique entamée au sein des milieux révolutionnaires en Europe Occidentale, à propos des expériences les plus importantes de la lutte des classes de ces dernières années, dépasse largement ce cadre pour se transformer en un débat beaucoup plus général. Un nombre toujours plus grand d'ouvriers, d'étudiants et d'autres démocrates s'intéressent à la discussion ouverte, et y participent même activement. Différentes raisons motivent cet intérêt croissant, mais la principale d'entre elles - celle qu'il faut retenir - n'est autre que la persistance et l'élargissement qu'acquiert le mal dénommé "phénomène terroriste", c'est-à-dire l'incapacité des Etats impérialistes d'anéantir le mouvement de résistance populaire qui se soulève partout contre les mesures d'exploitation et d'oppression, et cela malgré l'arsenal de lois et de corps spéciaux dont ils se dotent.

C'est dans ce climat général et au milieu des attentes qu'il crée, que l'ample débat dont nous venons de parler se déroule. Naturellement, parmi la quantité de propositions, d'auto-critiques et de critiques plus ou moins sévères, de vieilles et de nouvelles idées, d'intentions sincères de redressement, etc. apparaît aussi de temps en temps, comme

une voix étrangère, la critique de quelques intellectuels oiseux et infatués - de véritables pédants - qui n'ont fait et ne feront jamais autre chose que critiquer, en même temps qu'ils s'arrogent le droit d'enseigner aux autres ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire.

Une de ces voix grinçantes, celle d'un certain P. Becker, est descendue dans l'arène avec un article intitulé «La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe Occidentale», qui est paru dans le quatrième numéro de la revue «Un monde à gagner» - l'organe de l'auto-proclamé «Mouvement Révolutionnaire Internationaliste». Il serait long et ennuyeux d'aborder ici les abondantes interprétations tendancieuses (*), les omissions, et tous les lieux communs du répertoire de la presse bourgeoise la plus réactionnaire que ce texte renferme. Voilà pourquoi nous ne

(*) ndr: En ce qui concerne les références faites par Becker à la lutte des Cellules Communistes Combattantes, que nous connaissons bien, il n'est même plus permis de parler d'interprétations tendancieuses: élucubrations et falsifications sont bien trop entières et systématiques pour encore prétendre à la dignité d'erreurs! La morale communiste impose d'enquêter avant de prétendre à la parole, et elle exige le respect rigoureux de la Vérité; Becker a la plus grande haine de notre morale.

nous arrêterons que sur les questions d'une grande actualité, que sur celles qui, à notre avis, revêtent un grand intérêt.

P. Becker commence son article en avouant son intention de mener «une critique décisive», destructrice, et cela à partir d'une prétendue position «scientifique» marxiste-léniniste, de ce qu'il n'hésite pas à qualifier de «continuelles déviations révisionnistes et réformistes» dans le mouvement révolutionnaire des pays d'Europe Occidentale. Voyons comment il s'y prend:

«L'année dernière, en Europe Occidentale ont «été commis une série d'actes de sabotage et «d'assassinat, de l'explosion de bombes contre des «objectifs de l'O.T.A.N. et contre des compagnies «ayant des rapports avec l'Afrique du Sud, jusqu'à «des épisodes plus dramatiques: l'élimination d'un «général français et d'un fabricant d'armes ouest-allemand pendant l'hiver 1985».

Telles sont les «déviations révisionnistes et réformistes» (les «dramatiques» épisodes, les «sabotages et les assassinats») qui provoquent les réactions les plus incontrôlées de monsieur Becker. On pourrait certainement supposer, ne fût-ce qu'un instant, qu'il s'agit seulement là d'un lapsus, d'un de ces mauvais tours que «les démons de l'inconscient» jouent souvent aux individus en son genre; cependant, le passage que nous venons de citer traduit l'expression la plus achevée de sa véritable position de classe.

Cette même position se manifeste, au fil de son long article, de multiples autres manières. Mais poursuivons son exposé:

«Dans certains pays - insiste plus loin Becker en «citant une déclaration du M.R.I. - un petit nombre «d'individus est passé au terrorisme, une ligne «politique et idéologique qui ne s'appuie pas sur les «masses révolutionnaires et qui n'a pas une perspective correcte du renversement révolutionnaire de «l'impérialisme. Tandis qu'ils aiment apparaître «comme très «révolutionnaires», ces mouvements «terroristes ont intégré dans la plupart des cas, toute «une série de déviations révisionnistes et réformistes, telle que «la lutte de libération» dans les «pays impérialistes, la défense de l'U.R.S.S. impérialiste, et ainsi de suite. Ces mouvements partagent «avec l'économisme l'incapacité fondamentale de «comprendre la centralité de la tâche d'élever la «conscience politique des masses et de les guider à «la lutte politique comme préparation pour la révolution.»

Voilà la synthèse de la critique portée au «terrorisme» par Becker, ainsi que la conception sur laquelle elle est fondée, et son programme politique. Mais il y a plus, d'après lui:

«(...) dans les pays impérialistes les situations «révolutionnaires ne sont pas habituelles: elles se «présentent très rarement».

Dans de telles conditions de paix, de stabilité politique et de progrès général, Becker interroge:

«(...) Comment une stratégie de guerre d'usure «peut-elle mobiliser les masses pour la guerre révolutionnaire?»

Comme on peut le constater aisément, la réponse se trouve dans la question elle-même, et pour cette raison nous pensons que tout autre commentaire à ce sujet serait superflu. Ce qu'il importe de souligner, c'est que cette vision idyllique de l'actuelle société bourgeoise, - vision qui, nous aurons l'occasion de le vérifier, se changera immédiatement en vision catastrophiste -, n'empêche pas Becker de reconnaître que, dans les pays impérialistes, «(...) émergeront inévitablement des situations révolutionnaires.»

Le propre fonctionnement du système, pontifie Becker,

«(...) y compris les dynamiques qui le conduisent «vers une guerre inter-impérialiste mondiale (...) «précipiteront des milliers d'individus sur la scène de l'histoire.»

C'est à ce moment-là que les conditions pour l'insurrection seront créées, et que l'heure tant attendue aura sonné pour faire «un bond à l'instant précis».

Pour écrire ce que nous venons de présenter, Becker a dû laisser de côté une donnée aussi flagrante et essentielle que la crise générale dans laquelle le monde capitaliste se débat actuellement; il a dû escamoter les préparatifs bellicistes que les impérialistes développent, ainsi que la montée des vagues de lutte révolutionnaire que l'on observe partout dans le monde. Becker soutient que dans les pays capitalistes il n'y a pas de situation révolutionnaire, pour reconnaître aussitôt après que ces conditions «émergeront inévitablement». Il est clair que dans tous les cas il fait dépendre ces conditions du déclenchement - et nous supposons également du développement -, d'une troisième guerre mondiale. Toutes les idées de Becker tournent autour de cette conception. Celle-ci relève-t-elle du marxisme? Becker le prétend. Mao écrit: «Ou bien la révolution «empêche la guerre, ou bien la guerre fera éclater la révolution».

Et Becker, lui, écarte toute possibilité de révolution avant que n'éclate la guerre, et il nous laisse nus et impuissants face aux forces aveugles déchaînées par le capitalisme. On pourrait objecter à la conclusion que nous venons d'exprimer, que Mao faisait allusion à la révolution dans des pays arriérés ou du Tiers-Monde; néanmoins, nous ne savons pas très bien comment ces derniers pourraient éviter la guerre sans l'alliance et l'appui des pays du «deuxième monde», comme le soutiennent les actuels dirigeants chinois.

Comme on peut l'apprécier, cette thèse archi-révisionniste renferme tout au moins une certaine

logique.

La conception du monde que nous désignons comme «catastrophiste», (un seul et indivisible monde, se dirigeant inéluctablement vers les abîmes de son auto-destruction), constitue la base idéologique des positions politiques de Becker. D'après cette conception, il n'y a actuellement dans le monde qu'un seul système économico-social (le système impérialiste), et celui-ci s'achemine, poussé par la force d'inertie de ses contradictions internes, vers une nouvelle conflagration générale. D'après cette même conception, les masses populaires des différents pays n'ont aucun rôle à jouer ici: les «millions d'individus» auxquels fait allusion Becker n'ayant pas encore été poussés «sur la scène de l'histoire» par la tendance historique (par la crise, l'impérialisme et les convulsions que celui-ci provoque). A ce qu'il paraît, les deux guerres mondiales et les révolutions qu'elles ont engendrées ont été des jeux d'enfants. De plus, toujours selon Becker, la crise générale du système que ces deux guerres ont engendrée ne méritent même pas d'être prise en considération; et quant à la prochaine guerre que les milieux impérialistes les plus agressifs préparent, elle ne traduit pas plus une situation de crise aiguë du système et, en tout cas, les masses «révolutionnaires» devront attendre, tranquillement assises, que l'éclatement des bombes les pousse jusqu'à «la scène». Et donc, aux dires de Becker, quand celles-là dégringoleront sur les pauvres têtes de celles-ci, le moment suprême (l'heure de l'insurrection) sonnera; mais entretemps, les travailleurs de tous les pays, et en particulier ceux de l'Europe Occidentale - puisque c'est d'elle qu'il s'agit - ne peuvent rien faire pour empêcher cette guerre, ni en fomentant la révolution partout, ni en opposant la guerre révolutionnaire à la guerre impérialiste.

En réalité, ce que Becker et ceux de son espèce poursuivent, n'est autre que lier les mains des travailleurs et assurer l'arrière-garde de l'impérialisme, car si cet objectif n'était pas atteint, l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes et progressistes se trouveraient dans de meilleures conditions pour affronter l'agression. En «théorie» la position défendue par Becker appelle à la lutte contre les deux super-puissances et à se maintenir équidistants de celles-ci afin de pouvoir faire la révolution, mais, même en supposant que cette manière de penser contienne un dessein révolutionnaire sincère, la force des événements pousse souvent vers une des deux parties, précisément du côté des capitalistes, et cela, non seulement contre l'U.R.S.S. «impérialiste», mais aussi contre tous les pays et mouvements révolutionnaires.

Il n'est pas surprenant du tout de voir monsieur Becker couronner son article par une attaque furieuse dirigée contre la guérilla urbaine en Europe Occidentale, qualifiant celle-ci de «troupes de choc

de Gorbatchev».

Que pourrait-on dire de lui et de ceux qui comme lui apportent continuellement de l'eau au moulin de l'impérialisme yankee?

La théologie de l'insurrection

Son mépris de la lutte armée organisée et l'apologie que Becker fait des explosions spontanées de la lutte des masses (qu'il considère lui-même comme «authentiquement révolutionnaires»), nous alerte - déjà depuis le début de son article - sur ses véritables idées politiques:

«Un jour de révolte à Birmingham inflige aux «impérialistes cent fois plus de dommages matériels «que des années de leur guérilla urbaine - mais le «dommage le plus important est sans doute le fait «d'avoir porté des coups politiques et idéologiques à «la bourgeoisie et ses prétentions à une société juste «et satisfaisante - à côté desquels les actions des «terroristes font pâle figure.»

Notre héros se place à une distance prudente du champ de bataille et d'un promontoire, il harangue les révolutionnaires organisés et les masses révoltées; il leur déclare: Abandonnez votre engagement, déposez les armes! Est-ce que vous ignorez que «le dommage le plus important» que l'on peut causer à la bourgeoisie est de lui porter «des coups politiques et idéologiques»? D'un côté, les luttes spontanées, et de l'autre les «coups» politiques et idéologiques, telle est la plate-forme de l'économisme que Becker veut faire passer en contrebande comme le dernier cri du marxisme révolutionnaire. Certes, toutes ces bagatelles nous font pâlir.

Ce qui nous laisse vraiment étonnés et perplexes, c'est cette constante préoccupation qui semble faire perdre le sommeil à monsieur Becker, et qui l'amène à critiquer de la façon la plus hargneuse et démagogique une ligne politique qui, selon lui, «remplace la lutte révolutionnaire des masses par des attaques armées d'un petit groupe». Or, à la lumière de ce que nous venons de lire, à la lumière de la conception de la «lutte révolutionnaire» des masses exposée par Becker, ne sommes-nous pas en droit d'affirmer que ce qui le préoccupe réellement, c'est justement tout le contraire de ce qu'il affirme? C'est-à-dire que la lutte armée de la guérilla urbaine, dirigée par un véritable détachement communiste, non seulement ne «remplace» pas (comment pourrait-elle le faire?) la lutte des masses mais, au contraire - comme nous le soutenons -, qu'elle la stimule, qu'elle contribue à sa meilleure organisation, qu'elle lui fraie le chemin et qu'elle lui permet de se doter d'un programme et d'objectifs clairs. De notre côté, aucun doute n'est permis à ce propos, mais si nous en avons, si nous manquons de conviction, la seule apparition de la critique portée

par Becker au "terrorisme" suffirait à nous convaincre définitivement.

Les opportunistes ont peur d'être démasqués par le développement de la lutte des classes. C'est pour cela que leur travail le plus saillant consiste à s'attaquer à ceux qui se soulèvent les armes à la main pour combattre l'impérialisme, en prétextant continuellement que ceux-là réalisent leurs actions «en marge» de la lutte des masses, qu'ils «la remplacent», qu'ils «retardent» ou «désarticulent» leur mouvement, etc. Les opportunistes disent cela tandis que, d'un autre côté, ils prêchent la soumission et le respect superstitieux devant la légalité imposée par les fusils de la bourgeoisie, ils prêchent le pacifisme et le réformisme; et quand, malgré ce travail de trahison, des ouvriers et d'autres travailleurs se lancent dans le combat franc et résolu, alors, afin d'éviter d'être complètement démasqués, ils fouillent dans les classiques pour «argumenter» sur «l'inopportunité du moment», sur «le rapport de force défavorable», ou «le manque de préparation de la lutte armée», et autres choses du même acabit; quand ils ne se retranchent pas derrière les secteurs les plus arriérés afin d'isoler et de contraindre à reculer ceux qui marchent en avant, ceux qui sont vraiment prêts à lutter et à donner l'exemple aux autres.

Que nous enseigne l'expérience dans notre pays? Pendant des années, les carrillistes et autres ruffians ont axé leur activité sur la liquidation du mouvement ouvrier révolutionnaire, en s'appuyant sur l'argument suprême selon lequel «les conditions de crise du système n'étaient pas réunies» et, en même temps qu'ils appelaient les ouvriers à «conquérir» le syndicat fasciste et qu'ils se réunissaient en tables rondes avec les secteurs «évolutionnistes» de l'oligarchie, ils se livraient à la persécution des communistes, (de tous ceux qui s'opposaient et dénonçaient leurs manèges anti-ouvriers), en nous taxant «d'impatience», de vouloir faire de la politique «rien qu'avec une mitraillette», de «revanchisme», de «provocation», etc. De telle sorte que, lorsque la crise économique et politique du régime se déchaîna - et que ce dernier déclencha ses plans de réforme - nous ne fûmes absolument pas surpris de voir surgir ces mêmes individus proclamant l'urgente nécessité de «sortir le pays de la crise» afin de sauver «la démocratie» et les miettes du grand festin que la bourgeoisie financière avait laissé tomber de la table pour les tenir contents.

Bon, nous découvrons maintenant dans l'article de Becker - et sans pouvoir retenir une moue de mépris - la même rengaine démagogique avec laquelle toute la meute de «la gauche» («communistes», «marxistes-léninistes», et même «maoïstes») nous a cassé les oreilles ces dernières années. Car il s'agit du même discours, même s'il diffère dans quelques détails. Ce qu'il y a de neuf

chez Becker - et c'est cela qui a retenu notre attention - c'est l'animosité et l'acharnement qui le saisissent dans son délire de persécution. Écoutons-le encore une fois:

«Les regards de ceux qui brûlent d'impatience, «dans l'attente du jour où ils pourront régler leurs comptes avec la bourgeoisie, doivent s'élever un peu plus haut, au-delà de la pure et simple soif de vengeance, jusqu'à l'horizon où se dessine la perspective d'engager la lutte armée pour faire avancer le genre humain jusqu'à une époque entièrement nouvelle dans l'histoire de l'espèce.»

Et Becker complète cette position béate par un appel désolé à remplacer la critique des armes portée contre la société bourgeoise putride par «l'arme» de la critique, ou, comme il le précise, «par l'arme de la science de la révolution».

Les bigots, eux aussi, ont toujours voulu présenter la théologie comme une «science». Le fait que, dans ce cas, Becker appelle sa théologie «science de la révolution», ne change en rien les fondements de l'affaire. Dans les deux cas, la pratique n'intervient pas. Toute la différence réside en ceci: le marxisme est une doctrine pour l'action, tandis que le «marxisme» usé de Becker n'est rien d'autre - en imaginant le meilleur - qu'un doctrinarisme inopérant et contemplatif. C'est d'ailleurs à partir de cette position contemplative - très satisfaite d'elle-même - que Becker nous invite à «élever le regard» (par-dessus les choses du monde), «un peu plus haut», afin de «faire avancer le genre humain» et de le tirer hors des ténèbres qui l'entourent. Pas question de «règlements de comptes»!, prêche-t-il: Laissez de côté la «pure et simple soif de vengeance»! Regardez «vers l'horizon où se dessine la perspective»!!

Un faux dilemme: la violence de quelques-uns ou la violence de beaucoup

En fait, la violence n'est pas la question centrale dans la critique faite par Becker à la guérilla urbaine. Sa tentative a pour objet de poser le faux dilemme de savoir si ce sont les masses ou un «petit groupe» qui doivent l'exercer. Mais, que nous sachions, personne ici n'a dit que la révolution puisse être l'affaire de quelques élus, si héroïques, ardents ou disposés au sacrifice qu'ils se montrent. Ce que nous soutenons, c'est la nécessité absolue d'incorporer la lutte armée dans la stratégie révolutionnaire, en la concevant comme une partie essentielle, comme quelque chose qui découle de tout le développement historique et des conditions matérielles objectives dans lesquelles se livre aujourd'hui la lutte des classes au sein des États impérialistes, de leur nature fasciste et spoliatrice, profondément réactionnaire. Dans ces conditions, que monsieur Becker se

garde bien de mentionner, la lutte armée naît de façon inévitable du fait de la crise, du renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière et des autres travailleurs, des brutalités et de l'oppression subies de la part de l'Etat; elle naît de la résistance que les masses opposent, consciemment, au système de la bourgeoisie en processus de ruine et de désagrégation. Au moment venu - qu'il est impossible de fixer dès maintenant - cette forme de lutte devra devenir principale, et toutes les autres devront y être subordonnées.

Est-ce que cette conception exclut le travail d'un parti, la lutte idéologique et politique, le travail d'organisation, etc? Nous, nous soutenons que non seulement cette conception n'exclut pas tout cela, mais, au contraire, qu'elle le présuppose et le renforce; elle le rend nécessaire de la façon la plus évidente. Nous ne nions pas qu'il existe de «petits groupes» qui s'obstinent à refuser la nécessité du parti prolétarien, armé de la théorie marxiste-léniniste, des groupes dont l'activité armée, dans la plupart des cas, ne revient qu'à leur porter préjudice. Mais cela est une autre question qui n'a rien ou très peu à voir avec ce dont nous traitons ici. Ce que nous soutenons, encore une fois, c'est que la propagande et la «critique», la lutte politique et la lutte idéologique telles qu'elles étaient conçues dans la phase précédente du développement du système capitaliste, ne suffisent plus en elles-mêmes pour élever les masses jusqu'à la compréhension de leurs objectifs historiques, et encore moins pour les mener au combat pour le pouvoir.

Nos idées à ce sujet sont bien connues, car nous avons analysé ce problème maintes fois et, par là, les nombreuses interprétations fausses faites par monsieur Becker dans son article ne lui serviront à rien. Par exemple: Quand aurions-nous nié que la guerre révolutionnaire soit une guerre de classe? Cependant, nous ne nous bornons pas à répéter une vérité aussi simple que des perroquets. Notre attention se concentre sur la recherche des voies qui permettront aux masses d'approcher leur but, en abandonnant les voies de garage et les chemins battus (qui, comme cela est déjà parfaitement démontré, ne mènent nulle part). N'est-ce pas là, précisément, la mission de tout parti authentiquement communiste? Selon les «bolchéviks chinois» et le Komintern qui les soutenait, la ligne défendue par Mao pour la révolution chinoise n'avait rien de «marxiste-léniniste»; ils la dénonçaient comme «nationaliste», «opportuniste», «petite-bourgeoise» et à peine «scientifique». On peut dire la même chose des attaques lancées par Kautsky et consorts contre Lénine et la Révolution d'Octobre, parce que cette dernière rompit avec l'orthodoxie vermoulue que Kautsky et d'autres avaient incubée pendant des dizaines d'années de développement «pacifique» du capitalisme. Dans les deux cas, de la même façon

dont s'y prend maintenant Becker en cherchant l'appui de Lénine et Mao, il s'agissait de conserver à tout prix, c'est-à-dire aux dépens du mouvement réel, une «pureté» doctrinale qui apportait de très bons résultats pour l'impérialisme. Car, comme Lénine le rappelait face aux doctrinaires de cette espèce: «la théorie est toujours grise et l'arbre de la vie toujours vert».

Notre Parti, le P.C.E.(r), ne renonce pas à l'héritage légué par les deux grandes révolutions, mais ce que nous refusons, c'est le schéma scolastique qui trahit la révolution chaque fois qu'il la promet, en la reléguant aux calendes grecques, en usant des mêmes subterfuges que ceux employés maintenant par Becker.

S'il n'est pas possible de séparer l'objectif (la libération des masses) de la façon dont on combat, pourquoi alors ne devrait-on pas appliquer ce même principe aux méthodes de lutte pour la révolution? Si ce dont il s'agit ici, c'est de préparer les conditions générales (et pas seulement celles de type idéologique) pour l'insurrection des masses, pourquoi ne pas commencer dès maintenant à les préparer dans tous les domaines? Faut-il faire confiance une fois de plus, (c'est-à-dire, après toutes les expériences vécues), aux promesses insurrectionnelles qui devront s'accomplir au dernier moment? Est-il possible d'improviser une action de cette nature? Par cette «voie», appelée de façon incorrecte «d'Octobre», on ne parviendra jamais à l'insurrection, et si celle-ci finissait malgré tout par se produire à partir d'une réaction spontanée des travailleurs, il est certain qu'elle échouerait.

Où donc se trouvent, dans notre exposé, l'étroitesse de vue, la soif de vengeance, l'exhortation morale, «le fardeau de l'homme blanc» cher à R. Kipling, et les autres amabilités que monsieur Becker nous prodigue? Quel est le marxiste qui oserait affirmer que l'intégration des masses à la lutte politique, et à la lutte armée pour le pouvoir comme expression la plus élevée, s'est produite quelque fois tout d'un coup, ou dans la première phase d'un processus révolutionnaire? Quand Mao soutient qu'une seule étincelle peut embraser la prairie, ne fait-il pas allusion à l'intégration des masses au combat qu'une petite armée mène depuis longtemps? Et n'était-ce pas les masses qui combattaient jusqu'alors? Il faudrait d'ailleurs percer l'ambiguïté et la relativité du concept même de masses afin de finir d'éclaircir cette affaire. Car même dans l'expérience de l'insurrection d'Octobre 1917, que monsieur Becker prend pour modèle, on ne peut pas parler, comme on le fait généralement, d'un acte unique ou automatique. C'est une tromperie complète de présenter l'histoire de cette façon, de déformer ainsi l'expérience de la Révolution d'Octobre pour l'opposer - de la façon la plus opportuniste - aux formes les plus avancées de la lutte des classes qui se déroule

actuellement dans les pays impérialistes, en invoquant l'absence de conditions révolutionnaires dans ces mêmes pays.

Comment expliquer le phénomène de la lutte armée? Par les élucubrations et la soif de vengeance de quelques individus? Becker veut qu'on le prenne au sérieux et qu'on considère comme «scientifique» son «marxisme-léninisme-pensée Mao», mais nous, nous ne sommes pas des poussins nés de la dernière pluie, et il y a longtemps que nous avons des ergots. Si les choses étaient telles que cet homme l'affirme, il est certain que ni lui ni toute la propagande mensongère bourgeoise ne lui consacraient tant d'espace, et ne montreraient pas une telle inquiétude à combattre «le terrorisme».

Il serait impossible de comprendre l'insurrection d'Octobre sans la révolution démocratique-bourgeoise de février qui détrôna le tsar, et ces deux révolutions sans tenir compte de celle de 1905. De plus, la guerre impérialiste avait désarticulé un Etat russe déjà corrompu et maltraité. Les masses, la plupart d'entre elles encadrées dans l'armée et la marine, étaient armées et résolues à lutter jusqu'au bout. Dans de telles conditions, il ne fut pas très difficile de réussir à ce qu'elles retournent les fusils contre leurs oppresseurs.

Une autre question se dégage de tout cela: une situation identique peut-elle se produire dans l'un ou l'autre pays de l'Europe Occidentale, de façon qu'elle offre au prolétariat la possibilité de concentrer ses forces jusqu'à s'emparer du pouvoir? Evidemment, on ne peut l'écarter absolument, même si cela nous semble bien improbable. Mais la stratégie révolutionnaire ne se confond pas avec un calcul de probabilités soumises, toutes, aux caprices du hasard; la révolution exige à chaque instant que l'on parte des conditions réelles, des expériences qui découlent quotidiennement de la lutte; elle n'est pas un ramassis d'expériences passées, ni non plus un jeu de devinettes.

Ce qui est faux et ce qui est vrai dans le nouveau mouvement révolutionnaire d'Europe Occidentale

Ce qui fait perdre la tête à monsieur Becker, c'est toute la série de perversions des principes consacrés qu'il voit dans les groupes et organisations révolutionnaires lorsque ceux-ci affirment, avec des ambitions démesurées, «qu'ils sont l'avant-garde «de la lutte des classes, guidée par le marxisme-léninisme, et que leur but est la révolution et le communisme». «En plus de cela - se plaint-il, «hystérique -, leur guérilla urbaine est définie comme «l'expression pratique d'un véritable internationalisme». Et comble des combles, ce qu'il ressent comme un véritable sacrilège, une intromission

intolérable dans les affaires de son église, c'est que quelques-uns de ces groupes ont commencé à «écrire sur la nécessité d'une nouvelle Internationale Communiste» et qu'ils voient dans le «Front de la Guérilla» une sorte de pas en avant dans cette direction.

Eh bien, pour notre part, nous n'allons pas commettre la bêtise de prendre la défense de ce mouvement dans son **ensemble**, ni celle de toutes les conceptions politiques qu'il est en train de mettre en avant, de la même façon que nous n'approuvons pas toutes et chacune de ses actions; nous savons que dans ce mouvement convergent et combattent différents courants (et non pas rien qu'un! monsieur Becker), parmi lesquels certains sont indiscutablement fort subjectivistes, anarchistes et même ouvertement nationalistes. Cela est toujours arrivé dans les mouvements en processus de formation. L'hétérogénéité et un bagage idéologique indéfini sont les caractéristiques qui définissent le mieux le mouvement d'ensemble actuel. De là découle le culte du spontanéisme et le rôle prépondérant que certains donnent à des actions armées dépourvues, bien des fois, de l'orientation politique claire que seul peut apporter un véritable parti marxiste-léniniste. C'est l'absence de tels partis dans la plupart des pays de l'Europe Occidentale qui a fait de ce mouvement un formidable bouillon de culture des idées et des conceptions bourgeoises et petites-bourgeoises les plus étranges. Mais, - à moins d'être un parfait ignorant - qui oserait aujourd'hui nier qu'en son sein œuvrent et livrent une incessante lutte politique et idéologique les seules forces saines, qui ne sont pas corrompues jusqu'à la moëlle, les militants communistes honnêtes qui ont survécu à la débâcle «pro-chinoise» et «pro-albanaise» des années 60 et 70? Qui - à moins d'être un fieffé révisionniste ou pire... (en supposant qu'il existe une chose pire que celle-là) -, oserait nier que ce mouvement, malgré son hétérogénéité, ou la rigidité que l'on y décèle d'autres fois, son romantisme exagéré, etc., ne représente pas un gigantesque pas en avant par rapport à ce mélange d'esthètes et de grimaçants?

Il est inutile que monsieur Becker s'étende en considérations au sujet de «l'échec» de la «voie terroriste», comme si les «partis» qu'il représente nous offraient tous les jours la joie d'une révolution victorieuse; il est inutile qu'il s'emballe en faisant une abondante démagogie à l'aide des repentis, comme si dans les prisons d'Italie et d'autres pays il n'y avait pas des centaines de militants «purgeant» de très longues peines, subissant d'interminables tortures, parce qu'ils n'abjurent pas leurs idées révolutionnaires. En réalité, ce que Becker propose au nom du marxisme-léninisme n'est autre que le passage en masse de tous ces révolutionnaires et nombreux communistes du côté des repentis, du côté des

délateurs et des collaborateurs de la police et de la réaction. Il essaie de cette façon de compléter le sale boulot que la bourgeoisie impérialiste, malgré tout son appareil répressif et de propagande, n'a pu et ne pourra jamais réussir.

A aucun moment Becker ne défend la position marxiste, ni devant cette importante question, ni devant n'importe quel autre problème. Selon lui, il faudrait considérer comme un miracle qu'après les trahisons réformistes, qu'après l'apostasie d'autres et l'abandon de presque tout le reste, la crème de la jeunesse d'Europe, les jeunes les plus sagaces, les plus sains et intelligents, aient opté pour le communisme et soient occupés à en chercher le chemin. Il est en tout cas inutile de dire que ce miracle-là n'est pas dû à l'église de Becker, mais qu'il obéit plutôt à des causes tout à fait étrangères à son travail évangéliste adverse, qu'il obéit - comme nous venons de le voir - à la force d'attraction que le marxisme-léninisme et le communisme exercent sur de plus en plus larges secteurs de travailleurs et de la jeunesse combative.

Sur ce point, le doctrinarisme de Becker n'indique rien d'autre qu'un subjectivisme extrême. Pour lui, comme nous avons eu l'occasion de le constater au début de son article, il n'existe dans le monde que ce qui est blanc et ce qui est noir; ceci est ceci, cela est cela, ce sont des choses totalement différentes,

sans liaison, sans rapport entre elles, et, plus important, sans qu'à l'intérieur de ceci ou de cela ne soit en train de se développer un processus de lutte, de changement ou de transformation. Les états de transition n'existent pas non plus pour monsieur Becker; c'est-à-dire que pour lui une chose est comme elle est et ne peut se transformer en une autre différente. Qu'il existe au sein du mouvement révolutionnaire une lutte de tendances, cela, il ne peut ou ne veut pas le reconnaître, car pour lui les choses et les phénomènes n'existent qu'à l'état «pur», de façon statique. Cette méthode lui épargne de rechercher les causes profondes et de séparer le bon grain de l'ivraie. Evidemment, il est beaucoup plus facile de tout fourrer dans un même sac étiqueté «terrorisme» et de le balancer par-dessus bord comme s'il s'agissait d'une meute de chiens enragés. En politique, cette conception idéaliste et sa méthode scolastique, métaphysique - dont monsieur Becker nous a déjà montré des échantillons suffisants - se traduisent par les plus grandes aberrations que l'on puisse imaginer. Mais laissons cette question et ce qui est signalé au début de ce paragraphe pour une meilleure occasion.

Parti Communiste d'Espagne (reconstitué)
«Resistencia» n°4
novembre 1986

LE "FRAP", PROVOCATION ET REPENTIR

Ecrit pour l'information du mouvement militant Janvier 1990

Bertrand Sassoie, Didier Chevolet,
Pierre Carette & Pascale Vandegerde,
militants et militante des Cellules Communistes Combattantes

Ecrit pour l'information du mouvement militant Janvier 1990

Bertrand Sassoie, Didier Chevolet,
Pierre Carette & Pascale Vandegerde,
militants et militante des Cellules Communistes Combattantes

Disponible auprès de Correspondances Révolutionnaires
 au prix de 50 FB (frais de port compris).

NUMERO 0 (juin 1989): Don Quichotte et les moulins à vent: à propos du mot d'ordre de «Lutte contre le plan de la bourgeoisie pour sortir de la crise» - La crise actuelle: crise de surproduction de capital - Le socialisme: transition du capitalisme au communisme.

NUMERO 1 (octobre 1989): Le rapport de valeur - Krach de Bourse et capital financier - La vérité est révolutionnaire: toute chose est infiniment connaissable.

NUMERO 2 (mai 1990): Lutte politique et mouvement économique de la société. Réflexions autour de deux objections - Le rapport de capital: 1. Le développement de la production de marchandise - L'époque impérialiste - Argent et matières de l'argent.

Abonnement ordinaire (4 numéros): 70 FF; abonnement de soutien: 250 FF, à verser au C.C.P. n° 27018209 - MILANO.

Pour tous contacts, s'adresser à Rapports Sociaux c/o Octobre, BP 781 à 75124 Paris Cedex 03.

Rapports Sociaux



Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen

Extrait du numéro 1
de la revue «Pour le Parti»
de la Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
(avril 1989)

Rédigée, comme son titre l'indique, dans la volonté d'une participation directe au débat dans le mouvement révolutionnaire, et consacrée particulièrement à une analyse critique des documents espagnols rassemblés dans le livre «Textos para el debate...», cette contribution des camarades italiens de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant trouve naturellement sa place dans ce numéro. Elle forme un chapitre du premier numéro de la revue «Per il Partito».

Lorsque l'on considère l'esprit général, la raison d'être de la revue «Per il Partito», qui est d'établir un bilan critique du passé et d'élaborer un contenu théorico-politique d'avenir au sein du mouvement révolutionnaire en Italie, on ne peut qu'apprécier le souci de ses animateurs de consacrer une part de leurs efforts à la dimension internationale de la lutte.

Nous nous permettons cependant de faire un commentaire de prudence sur une affirmation figurant au début de ce texte. On peut y lire que «les camarades espagnols estiment [les documents de Frédéric Oriach et des Cellules Communistes Combattantes du Premier Mai 1985] en substantiel accord avec leur position (...) sur les questions du Parti et de la lutte armée [ainsi que dans la] polémique dirigée contre la politique dudit "Front anti-impérialiste"». Pour notre part, nous ne savons pas si l'initiative de publication collective prise par le P.C.E.(r) traduisait pour lui une telle conception d'unité, mais nous en doutons, les camarades du P.C.E.(r) étant sans nul doute aussi capables que nous de constater les points de divergence qui apparaissent dans ces divers documents (il suffit de considérer par exemple la discussion engagée dans les pages qui suivent!). Nous sommes donc plus tentés de croire que les militants espagnols ont réuni divers documents participant d'une même tendance, de mêmes principes, dont l'éventail traduit la critique aux positions anti-marxistes des chantres du "Front" militaro-subjectiviste, tout en s'en remettant aux progrès du débat (d'un autre débat) pour porter plus loin la clarification de cette réunion.

En mars 1987, le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) a publié une brochure intitulée «Textos para el debate en el movimiento revolucionario europeo», (Textes pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen), brochure qui nous fournit une bonne occasion pour exposer notre point de vue

sur quelques questions importantes, pour éviter des confusions avec les lignes et pratiques politiques d'autres organisations européennes et pour fournir des éléments de débat au mouvement en Italie et en Europe, en vue d'une reprise de l'initiative révolutionnaire dans la situation présente.

1. Le contenu de la brochure

La brochure se divise en trois parties. Dans la première (en trois articles de 1985/86), le P.C.E.(r) exprime son point de vue sur les questions du Parti et de la lutte armée. Dans la seconde (en trois articles de 1985/87), il poursuit une polémique dirigée contre la politique dudit "front anti-impérialiste" et en particulier contre la R.A.F. Dans la troisième partie sont publiés un article de F. Oriach (1985), un article des C.C.C. belges (1985) et deux articles d'Action Proletarienne (Allemagne Occidentale) de 1985 et 1986, articles que les camarades espagnols estiment en substantiel accord avec leur position.

Nous nous arrêtons sur la première partie, car les deux autres présentent pour nous un intérêt mineur pour le but de notre exposé ici. Donc nous chercherons à développer le plus clairement possible notre point de vue.

A la lecture de la préface (*), il apparaît que pour les camarades espagnols la *stratégie de la guerre prolongée* constitue un des axes portants autour duquel réaliser des moments essentiels d'unité au sein du mouvement révolutionnaire en Europe.

Toujours selon la préface, il est clair que de l'avis des camarades espagnols, il faut inscrire l'objectif de l'insurrection dans la stratégie de la guerre populaire prolongée. Nous concentrerons essentiellement notre attention sur ces thèmes. Le premier article (**), de novembre 1986, est constitué par une attaque contre l'article d'un certain P. Becker, publié dans l'organe du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste (***) et qui porte le titre: «La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe occidentale». Nous examinerons particulièrement l'argumentation contre Becker au point 2 de cet article. Ce qui nous intéresse maintenant, c'est de mettre en évidence ce qui ressort de cet article quant à la conception de la lutte armée des camarades espagnols.

A la première page, on affirme que le débat polémique en cours dans les milieux révolutionnaires de l'Europe Occidentale rassemble de manière croissante ouvriers, étudiants, et autres *démocrates* du fait de la persistance et de la large extension dudit «phénomène terroriste», du fait donc de l'incapacité des Etats impérialistes à anéantir le mouvement de résistance populaire qui s'élève de

toutes parts contre leurs méthodes d'exploitation et d'oppression.

Cela voudrait dire que de toutes parts se développait (en novembre 1986) la lutte armée (ledit «phénomène terroriste») comme manifestation de résistance populaire à l'exploitation et à l'oppression, entraînant l'intérêt croissant d'ouvriers, étudiants et autres démocrates. Développement de la lutte armée que les Etats impérialistes ne réussiraient pas à anéantir.

Deux observations: affirmer que la lutte armée en Europe Occidentale a pris (après la fin de la résistance antifasciste) le caractère d'une résistance démocratique à l'exploitation et à l'oppression, est une pure invention; affirmer ensuite que la lutte armée en Europe Occidentale, en novembre 1986 et encore aujourd'hui, est en train de s'élever de toutes parts, est de la pure fantaisie. Si la seconde affirmation (celle du développement de toutes parts de la lutte armée de nos jours) fait partie d'une rhétorique triomphaliste bien connue, sur laquelle il n'est pas utile de s'arrêter, la première affirmation (celle du caractère de la lutte armée en Europe comme lutte d'ouvriers, étudiants et autres démocrates contre l'exploitation et l'oppression), nous semble importante parce qu'extrêmement caractéristique des positions des camarades espagnols qui assurent, comme nous le verrons confirmé par la suite, que la lutte armée en Europe Occidentale est une continuation de la résistance antifasciste (qui a des objectifs propres, des nécessités distinctes du parti communiste).

Dans le second article, «Vers la révolution socialiste à travers la guerre populaire prolongée» (*), on affirme explicitement que (dans le contexte particulier de l'Espagne) le conflit d'aujourd'hui entre masses populaires et Etat est la continuation de la destruction par le fascisme du pouvoir populaire en 1936 et que la stratégie de la guerre populaire prolongée (inaugurée en Espagne dans les années 70) est une continuation de l'expérience de la lutte quotidienne du mouvement révolutionnaire depuis que le fascisme s'est imposé par les armes. Dans l'Italie du second après-guerre, on aurait parlé d'une vision politique du type de celle du Volant Rouge ou, dans les années 70, d'une vision politique du type de celle des Groupes d'Actions Partisanes de Feltrinelli (**).

(*) Texte disponible auprès de Correspondances Révolutionnaires. Voir page 15.

(**) «La critique contemplative», voir page 23.

(***) Le Mouvement Révolutionnaire Internationaliste se présente comme réunissant divers groupes ou partis communistes à travers le monde. Totalement inconnu en Belgique, nous ignorons tout de ses thèses ou de son activité... Et ce n'est sûrement pas la lecture de sa brochure «La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe Occidentale» qui nous pousserait à un effort d'enquête.

(*) Texte disponible auprès de Correspondances Révolutionnaires. Voir page 15.

(**) Volante Rossa: petite formation qui a œuvré dans l'immédiat après-guerre en Italie. Elle était constituée d'ex-partisans, et répondait surtout à un sentiment antifasciste (de nombreux fascistes avaient récupéré leurs postes à responsabilités dans les administrations, très vite après la guerre, grâce aux Etats-Unis et à la démocratie chrétienne).

La disparition de la Volante Rossa est due surtout à la pression du

Cette conclusion est cohérente avec ce qui est dit du «*bloc social*» sur lequel s'appuyait aujourd'hui le processus révolutionnaire en Espagne: «tous ces secteurs de la population qui aujourd'hui «s'affrontent au fascisme et à l'exploitation monopoliste, en défendant leurs propres intérêts face au «fascisme et au monopolisme... les paysans, les «petits commerçants, les secteurs populaires des «nationalités opprimées par l'Etat espagnol, les «intellectuels démocrates et progressistes et la «jeunesse travailleuse et étudiante, les femmes «travailleuses et les grandes masses populaires, «avec la classe ouvrière...»

La contradiction principale ayant aujourd'hui pour les camarades espagnols ce caractère, il est naturel pour eux que ce soit sur ce terrain que se légitime le plus haut niveau d'antagonisme, celui exprimé par la lutte armée: «En Espagne le caractère fasciste du régime monopoliste, imposé par les «armes au peuple en 1939 et maintenu par la terreur «pendant plus de quarante années, a légitimé «l'usage de la lutte armée révolutionnaire comme «complément essentiel du mouvement de masse; «grâce à cette lutte violente, le mouvement populaire «a pu et peut se développer et avancer vers la «conquête de ses objectifs». Cela vaut la peine de signaler que récemment, même en Italie, spécialement venant de l'U.C.C., une thèse sur le «*bloc social*» et sur le caractère «inférieur aux attentes» de l'initiative politique «révolutionnaire» dans notre pays, a été plus ou moins clairement avancée. Dans l'article précédent (*), nous avons cherché à esquisser le cadre politique général dans lequel ces positions sont venues se placer.

Enfin dans le troisième article, «Parti et guérilla», c'est la question du rapport entre politique et militaire qui est affrontée.

Dès les premières lignes de l'article, apparaît le concept fondamental, pleinement cohérent avec tout ce qui est exposé: «la forme supérieure d'organisation politique du prolétariat révolutionnaire reste le «Parti Communiste. *A un autre niveau* (**) on trouve «l'organisation militaire qui, sous sa forme actuelle «de guérilla urbaine, joue un rôle de première «importance au sein du *Mouvement Politique de «Résistance des larges masses ouvrières et populaires* (**)). Juste après, il est ajouté que le

parti doit exercer un rôle de direction politique sur la guérilla. D'où dérive une nette distinction entre le politique (rôle du parti) et le militaire (rôle des organisations du Mouvement Politique de Résistance).

Mais qu'est-ce que le Mouvement Politique de Résistance? Ici l'analyse des camarades espagnols étend à toute l'Europe Occidentale les caractéristiques déjà signalées pour l'Espagne. En fait, «L'aspect le plus caractéristique de ce nouveau «mouvement révolutionnaire qui s'étend sur toute «l'Europe est de recouvrir la forme d'un Mouvement «Politique de Résistance: une combinaison originale «de mouvement de masse et d'actions de guérilla qui «se complètent et qui convergent chaque jour un peu plus...» Ce Mouvement a imposé «des méthodes «violentes de lutte, des grèves dures, des manifestations hors du contrôle des syndicats et des partis «réformistes, des piquets pour étendre les luttes, des «sabotages, la désobéissance civile et d'autres types «de résistance...». «C'est dans cette situation «générale que se développe la lutte armée sous la «forme d'une guerre de guérilla, de petits groupes ou «détachements de combattants qui ont mis en échec «plus d'une fois le puissant Etat des monopoles». La thèse de la continuité entre les formes de violence de masse et la lutte armée est manifeste et étendue à toute l'Europe Occidentale.

Plus loin: «*Guerre prolongée*» et «*insurrection*» «sont deux concepts complémentaires et non pas «exclusifs l'un de l'autre». «Nous pouvons dire que «notre révolution passera par deux phases: la phase «défensive stratégique du développement de la «guerre populaire prolongée, et la phase de l'insurrection». Puisque, «la guerre de guérilla est une «forme de guerre civile qui, bien que larvée, existe «déjà et mûrit». Donc, la guerre civile est en cours - une guerre civile antifasciste, dans toute l'Europe. Cela serait l'analyse de l'état actuel du conflit de classe. De l'exemple espagnol (P.C.E.(r)-G.R.A.P.O.) on pourrait donc extraire la règle générale disant que le parti doit diriger politiquement (et, dans une certaine mesure, militairement) les organisations de guérilla qui se constituent au niveau des masses, qui expriment la contradiction entre le peuple et le fascisme et (on l'espère) se fixent à l'horizon l'objectif du Gouvernement Démocratique Révolutionnaire (comme prévu dans le programme minimum du parti en 1975). La distinction entre le politique et le militaire n'est donc pas *seulement* une question de fonctions, mais de *niveaux politiques différents* sur lesquels se placent d'une part le parti, d'autre part les organisations de guérilla. Il s'agit de beaucoup plus qu'une théorisation de la distinction entre le parti et son «bras armé», vu que l'organisation armée se constitue sur des objectifs politiques qui lui sont propres et ne s'identifient pas avec ceux du parti. Que cette «théorie» corresponde peu à la

P.c.i.

Gruppi d'Azione Partigiana: une des premières formations combattantes des années 70. Elle est née en continuation de la tradition partisane et en réponse aux rumeurs quasi continues de coup d'Etat qui couraient à cette époque en Italie. Ses actions se sont pratiquement limitées au dynamitage de poteaux d'électricité. Cette organisation disparaît avec la mort de Feltrinelli.

(*) «L'amnistie «de gauche» et les nouvelles influences révisionnistes dans le mouvement révolutionnaire italien», Correspondances Révolutionnaires n°6, page 34).

(**) Ce sont les camarades de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant qui soulignent.

réalité, les camarades le reconnaissent eux-mêmes quand ils disent: «Jusqu'à maintenant, le plus grand «nombre d'intégrations à la guérilla est provenu des «rangs du P.C.E.(r) et, pour une moindre mesure, «d'autres organisations démocratiques antifascistes». Et cela, alors que cette théorie devrait guider le mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe.

Voilà le contenu de la partie principale de la brochure.

2. La question fondamentale

Les documents du P.C.E.(r) polémiquent essentiellement contre deux positions différentes. **D'une part** contre la position du «emmelisme» le plus rance qui n'attribue une signification stratégique à la lutte armée dans les pays du centre impérialiste qu'à travers la seule forme de l'insurrection dans la situation révolutionnaire, ou seulement dans la succession «lutte armée des masses - insurrection» dans les pays de la périphérie, et dénie par conséquent tout rôle à la lutte armée dans la situation non encore révolutionnaire. Ils font ici référence au M.R.I. (plus qu'au Parti Communiste Communiste du Pérou (P.C.P.) dont le M.R.I. se prétend le porte-parole, on ne sait de quel droit). **D'autre part**, à l'égard des «anti-impérialistes» européens, pour lesquels la lutte armée a une valeur stratégique également dans la phase non révolutionnaire, comme expression d'une contradiction qui n'est plus et ne sera probablement plus jamais celle de classe. Ici les documents font principalement allusion à la Rote Armee Fraktion.

Le P.C.E.(r) entend affirmer (en faisant référence aux positions d'Oriach, des Cellules Communistes Combattantes et d'Action Proletarienne):

1. que la lutte armée a actuellement en Europe une signification stratégique dans la phase non encore révolutionnaire, comme expression d'une contradiction qui tend à s'identifier à la contradiction de classe,

2. qu'elle se manifeste de fait depuis plusieurs décennies comme moment avancé de la *lutte contre le fascisme*, lutte dont le conflit de classe est le moment central, bien qu'entraînant des couches populaires plus larges que le prolétariat au sens strict.

A notre avis, sur ce point, tant les positions du P.C.E.(r) que celles du type M.R.I. ou du type R.A.F. sont erronées. Notre position sur ce thème est, à plusieurs points de vue importants, différente, et l'occasion fournie par la publication des «Textos» nous semble utile pour la clarifier. C'est très justement que les camarades du P.C.E.(r) attaquent durement l'article de Becker publié par la revue du M.R.I. en 1985. La position «emmeliste rance» (en admettant l'honnêteté politique et intellectuelle de

Becker) s'est caractérisée de manière nette depuis désormais vingt ans, et ses caractéristiques typiques sont bien reflétées dans l'article en question:

a) opposition *correcte* à la propagande révisionniste à l'égard des masses, en relation avec la possibilité/nécessité de l'instauration du socialisme; caractère nécessairement violent du processus révolutionnaire; nécessaire implication et entraînement des grandes masses prolétariennes dans ce processus;

b) mais d'autre part, abandon implicite ou explicite - cause de graves violations de questions de principe et de dramatiques inefficacités - de l'enseignement léniniste de la nécessité pour le parti communiste de faire de la politique en premier lieu (et à faire abstraction du travail indispensable de propagande, agitation et organisation parmi les masses) même dans la phase qui précède la situation révolutionnaire où l'affrontement de classe aura tendance à prendre la forme insurrectionnelle. Puisque, de fait, les initiatives de caractère offensif (mais aussi défensif) des communistes révolutionnaires en Europe, dans cette phase historique, ont pris la forme de la lutte armée, cet abandon a signifié, de la part des «emmelistes» rances, essentiellement le refus de la lutte armée et de l'organisation clandestine du parti. Nous ne sommes pas là pour discuter quel lien il peut y avoir entre la position «emmeliste rance» du M.R.I. et la théorie et la pratique du P.C.P. auquel il se réfère. Cela est un problème qui regarde essentiellement le P.C.P., et qui vivra verra.

Nous entendons clarifier qu'à notre avis, les camarades du P.C.E.(r) critiquent l'article de Becker (et cette position «emmeliste» rance du M.R.I.) de manière détournée. Becker affirme que la lutte armée en Europe dans les années 70 n'a pas été l'expression des masses prolétariennes, mais de groupes de la petite-bourgeoisie, et place cette «constatation» à la base de la condamnation de cette expérience (se référant encore plus aux années 80). Les camarades du P.C.E.(r) répondent en soutenant que la lutte armée des années 70 (et d'aujourd'hui) en Europe a été l'expression des masses populaires (avec au centre les masses prolétariennes), contre la continuité fasciste des régimes de la bourgeoisie européenne, après la seconde guerre mondiale. Naturellement leur référence particulière est l'Espagne, mais comme nous l'avons vu, ils étendent cette interprétation à toute l'Europe Occidentale. Nous estimons que cette interprétation est erronée. Il est sans doute vrai que la résistance antifasciste armée en Europe, jusqu'à la seconde guerre mondiale, a été d'expression populaire, et principalement prolétarienne, et que cette réalité dans l'Espagne franquiste a eu sa continuité propre jusqu'à la moitié des années 70 (ainsi qu'en Grèce et au Portugal). Il est également vrai que les dissensions internes aux

partis communistes quant au problème de la portée de la lutte armée antifasciste et à la suite à donner à la politique des «fronts populaires» après le VII^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, ont été des éléments importants dans le débat pour la formation des avant-gardes communistes combattantes dans les années 70 en Europe. Mais il est arbitraire d'établir une continuité entre la lutte armée antifasciste (la résistance) et la lutte armée des avant-gardes communistes combattantes des années 70 en Europe. Et cela de manière particulière en ce qui concerne l'Italie. Avant tout en ce qui concerne les objectifs. Les avant-gardes communistes armées des années 70 en Italie ont eu dès le début devant elles l'objectif clair du renversement de l'Etat bourgeois et se sont qualifiées comme organisations révolutionnaires communistes et non génériquement antifascistes, dans les composantes les plus importantes (Brigades Rouges) explicitement orientées vers leur constitution en parti communiste et combattant. L'on ne peut mettre en discussion la participation de couches significatives des masses, il suffit de faire référence à la quantité et la qualité sociale des prisonniers. Evidemment, la question du nombre dans l'absolu n'est pas particulièrement significative pour le problème qui nous intéresse. La thèse du caractère «antifasciste» (ou non) de ce cycle de lutte ne se résoud pas en lui attribuant (ou non) un caractère plus ou moins large de masse. Ce qui nous intéresse, c'est de mettre en évidence la qualité politique offensive exprimée par les avant-gardes révolutionnaires et par les avant-gardes communistes, comme partie intégrante de la lutte politique du parti des communistes. Becker ne se trompe pas (de bonne ou mauvaise foi), pas dans son jugement sur le caractère plus ou moins de masse de la lutte armée des années 70, mais dans la non-reconnaissance de son caractère de partie intégrante de la lutte politique du parti des communistes, ou au moins de partie des avant-gardes communistes qui se sont placées dans une perspective offensive, en opposition à l'immobilisme impuissant de la position «emmeliste rance» dont Becker se fait le porte-parole. Dans les exemples, non seulement de l'Espagne, mais aussi de la Grèce et du Portugal, où la lutte armée «de résistance» antifasciste s'est prolongée jusqu'à la moitié des années 70, après la chute des régimes de Franco, Caetano et Papadopoulos, les forces combattantes antifascistes ont eu la plus grande difficulté à se reconverter au niveau de leurs objectifs politiques ainsi que dans leurs méthodes de lutte. En Italie, et ce n'est pas un hasard, des expériences comme celles des G.A.P. des années 70, se sont dissoutes en tant que propositions politiques, face à la maturation des nouvelles expériences des avant-gardes révolutionnaires qui étaient en formation. La solution simpliste des camarades espagnols, pour

lesquels rien n'a changé depuis Franco et tout continue comme avant, nous semble inacceptable et incapable de donner des fruits concrets. Il n'est pas vraisemblable de dire que González et Franco, Soarez et Caetano, Papandreou et Papadopoulos, c'est la même chose. Comme il était absurde dans l'immédiat après-guerre de dire que Adenauer et Hitler, De Gasperi et Mussolini, c'était la même chose. Les instruments des gouvernements contre les masses, bien entendu dans les intérêts de classe de toujours, changent (de la plus pure répression à la manipulation du consensus, la dépolitisation de masse, etc.) et par conséquent les formes politiques de la domination de classe, et celles de la résistance de classe, de l'offensive révolutionnaire de classe, changent elles aussi. Après la chute des régimes fascistes en Europe, la résistance armée antifasciste a perdu son sens, et la lutte armée a pris un sens nouveau, comme instrument décisif (non comme unique expression de l'activité de parti, mais comme discriminante fondamentale entre révolutionnaires et opportunistes) des petits partis des communistes révolutionnaires, dans la lutte pour le socialisme et le communisme. Cette différence est aujourd'hui essentielle. Milagros Caballero Carbonell des G.R.A.P.O. (l'organisation qui mène la lutte armée aujourd'hui en Espagne sous la direction du P.C.E.(r)), a déclaré au procès à Paris le 21 mai 1987: «L'organisation «(G.R.A.P.O.) n'a pas une idéologie définie. Elle est «composée de communistes, d'anarchistes, de «démocrates, d'antifascistes» (*)». Attribuer à la lutte armée cette dimension politique (ce qui ne veut pas dire évidemment désarmer les masses) veut dire la priver aujourd'hui de son rôle décisif d'instrument de la lutte politique de parti. Une autre question est celle posée par la lutte armée de l'E.T.A. et de l'I.R.A., qui dans un cadre de lutte de libération nationale, a effectivement un caractère de masse, et qui pose des problèmes qui ne peuvent pas être développés ici et pour lesquels nous renvoyons à une autre occasion.

Plus incisifs sont les camarades du P.C.E.(r) dans leur polémique avec le front «anti-impérialiste» et de manière particulière avec la R.A.F. Dans l'ensemble, la critique du concept de «système unifié» (gesamtsystem) de l'impérialisme, qui caractérise la R.A.F., nous semble correcte. Est de même correcte la critique à l'extrémisme subjectiviste des «anti-impérialistes», pour lesquels toute contradiction de classe dans le centre métropolitain se réduit à

(*) ndlr: naturellement, il n'appartient en aucune façon à la revue de corriger la déclaration de la camarade mais nous serions gênés de ne pas signaler ici notre perplexité: il nous semble que cette définition ne reflète pas dans le fond, sinon tout au moins dans la forme, exactement le discours organisationnel des G.R.A.P.O. (voir, par exemple, l'interview du Commandement Central publié dans le cinquième numéro de Correspondances Révolutionnaires).

l'inimitié inguérissable entre les sujets conscients (quelle que soit leur position sociale) et la machine criminelle du système unifié de l'impérialisme. Cette conception a fait aussi du chemin en Italie, après la désagrégation des principales organisations combattantes, auprès de ces militants qui n'ont pas cédé à la tentation de la reddition mais n'ont pas su redéfinir le rôle de l'avant-garde communiste dans le contexte d'une analyse de classe de l'actuel moment historique. Il est typique que cet extrémisme subjectiviste ait trouvé son origine en Allemagne (et ce n'est pas pour rien qu'il a trouvé écho en France, après la dissolution de la «Gauche Prolétarienne», naufragée précisément sur l'écueil de la lutte armée), où la tradition communiste avait été brutalement déracinée par le nazisme et le post-nazisme (communisme = danger d'agression par l'Est), et où la recherche d'une décente identité nationale occupe, dès l'après-guerre, de larges couches de la petite-bourgeoisie et du prolétariat privilégié, une position «idéaliste» plus ou moins explicite, privilégiée par rapport à la recherche d'une identité de classe. Ainsi la colère contre les éléments de continuité nazie et contre l'intégration de l'Allemagne dans le cadre de l'impérialisme américain (faits strictement liés entre eux) se constitue en «conscience révolutionnaire radicale» avec des références au conflit Nord/Sud. La lutte armée dans ce contexte se veut un exemple s'inscrivant dans le cadre d'un «front», explicitement neutre par rapport aux perspectives idéologiques plus déterminées qu'auraient éventuellement certaines de ses composantes. L'extrême simplification du mécanisme d'identification des objectifs que cette conception de la lutte armée comporte, l'absence de toute exigence de vérification dans le mouvement de classe, la variété des possibilités de formes organisationnelles qui existent (comme, dans l'ensemble, les camarades du P.C.E.(r) le notent justement) rapprochent plus ces expériences de celle de l'anarchisme révolutionnaire que de celle du communisme. Ainsi s'explique l'extension de cet exemple parmi les camarades dispersés des Organisations Communistes Combattantes en Italie après la défaite de 1982, qui ont refusé la perspective de la reddition mais ont abandonné l'analyse marxiste-léniniste de la réalité sans régler leurs comptes avec le subjectivisme. Pour nous, cette orientation est complètement déviationniste et doit être réabsorbée, dans un sens marxiste, par une réaffirmation dans les faits des perspectives d'une initiative communiste, sous peine de stagner éternellement dans l'aire de la rébellion appelée à s'étendre dans la société bourgeoise en décomposition.

3. Synthèse de notre position

Notre conception de la lutte armée est donc

différente. Pour nous, l'on ne peut parler de signification stratégique de la lutte armée en elle-même, en ce que la stratégie des communistes se définit dans l'objectif du renversement de l'Etat bourgeois, de l'établissement de l'Etat de la dictature du prolétariat pour la construction du communisme, dans un processus révolutionnaire ininterrompu par étapes, dont la première étape dans notre pays est la révolution prolétarienne conduite à travers la lutte armée des masses contre l'Etat de la bourgeoisie, dans la phase révolutionnaire. La lutte armée des avant-gardes communistes, dans la phase qui précède la situation révolutionnaire (phase qui peut durer plus ou moins longtemps) a un caractère différent très marqué, et lui attribuer un caractère stratégique ne signifie pratiquement rien. Il ne s'agit pas de la lutte armée des masses prolétariennes (toujours non pas dans le sens de la quantité, mais du niveau politique), bien que personne n'ignore qu'existent des niveaux de violence spontanée des masses (que, comme nous l'avons vu, par exemple les camarades du P.C.E.(r) confondent délibérément avec la lutte armée des avant-gardes) dont l'importance ne peut être sous-évaluée. Il s'agit de la lutte armée du parti, et elle a pour objectifs propres ceux qui caractérisent *la lutte politique en général* du parti dans la phase qui précède la phase révolutionnaire. A savoir bouleverser les desseins politiques de la bourgeoisie, en rendant plus aiguës les contradictions qui la traversent au-delà de toute intervention subjective, en rendant plus ou moins inefficace l'usage de la machine étatique (ce qui ne dépend pas de la puissance de feu, mais de la qualité politique du combat); orienter, diriger et organiser le mouvement de masse en quelque forme qu'il s'exprime, et en définitive ouvrir des espaces à la croissance de l'autonomie prolétarienne. En contribuant ainsi (en même temps que l'activité de propagande, l'agitation et l'organisation parmi les masses) à la maturation de ces éléments subjectifs qui vont constituer une des composantes déterminantes de la situation révolutionnaire. Le renversement de l'Etat bourgeois, dans le sens léniniste de destruction de la machine étatique de la bourgeoisie (voir Lénine dans «L'Etat et la Révolution»), dans les pays du centre impérialiste, ne peut être réalisé, dans la phase révolutionnaire, qu'à travers la *lutte armée des masses prolétariennes* dirigée par le parti, et ne peut avoir d'autre but que celui de la substitution de l'Etat de la dictature prolétarienne à l'Etat bourgeois. La conception qui attribue une signification stratégique à la lutte armée en soi et pour soi, tend à tomber dans un véritable «terrorisme», ayant pour but de créer le désordre, avec l'inévitable résultat d'ouvrir des espaces de crédibilité aux hypothèses plus autoritaires. Les grandes masses ne demandent pas le désordre, mais une nouvelle organisation sociale. Les grandes masses,

également le prolétariat, face au pur désordre, risquent de se faire mobiliser dans un sens réactionnaire. La lutte armée du parti, dans la phase non révolutionnaire, est donc finalisée, dans les pays impérialistes, dans l'obtention d'objectifs politiques déterminés, qui naturellement changent dans le temps, selon la situation politique concrète. Cela ne peut être la répétition d'actions symboliques d'antagonisme abstrait et absolu, destinées (selon leurs auteurs) à se multiplier par la vertu de l'exemple, et à réaliser ainsi *graduellement* l'attaque contre l'Etat. Cette dernière conception rassemble paradoxalement les camarades espagnols, les camarades allemands et - comme nous l'avons vu - certains camarades italiens. La lutte armée du parti, moment central de sa lutte politique, a pour but de bouleverser les desseins politiques de la bourgeoisie, en démasquant leur signification aux yeux des masses et en en rendant problématique la réalisation, en frappant ces rapports politiques, ces cadres politiques dirigeants concrets, dans lesquels les forces contradictoires de la bourgeoisie trouvent de provisoires équilibres et connivences (ce qui a été défini par les Brigades Rouges comme le «cœur de l'Etat»). Cela met ainsi en évidence et aiguise les contradictions du front bourgeois (qui existent objectivement), cela élève la conscience des masses et en oriente le mouvement, en développant les contradictions même au niveau de la répression, et naturellement aussi par des méthodes traditionnelles du mouvement révolutionnaire, qui consistent en l'élimination des espions et des bourreaux et en la destruction des structures de la contre-révolution. Elever donc le niveau de l'autonomie prolétarienne. Il est évident que la lutte armée n'est pas l'unique instrument du travail politique du parti. Nous avons dit et nous répétons que dans cette phase historique et ici, elle est pourtant la méthode décisive. Pour comprendre la portée de cette affirmation, il faut considérer ce que Lénine appelait la différence entre action du bas et action du haut du parti. S'il est vrai que *vers le bas*, légalement et/ou clandestinement, le parti éduque par la propagande, mobilise et organise par l'agitation les masses *vers le haut*, le parti, comme tout parti, attaque le parti adverse, les partis adverses, les conditions politiques, les solidarités politiques de la bourgeoisie qui la constituent en force capable de gérer l'Etat au service de ses intérêts. Comment mener cette attaque *par le haut*? L'histoire fournit de nombreux exemples qui vont de la campagne de scandale à l'action parlementaire, au contrôle des autonomies locales, à l'infiltration dans les ganglions plus sensibles de l'Etat (par exemple les forces armées). Il n'existe pas de principes à ce propos, mais seulement des échéances concrètes. Aucune méthode n'a été, n'est ou ne sera adoptée une fois pour toutes. Le choix dépend d'une analyse de la situation historique et

sociale, menée sur la base des principes du marxisme-léninisme. L'anti-parlementarisme de la «gauche communiste» italienne a été une ligne erronée de réfutation de l'action par le haut, et comme telle critiquée par Lénine. Ici et dans cette phase historique, la méthode d'importance décisive de l'action de parti par le haut est la lutte armée. Nous n'excluons pas que d'autres méthodes puissent être utilisées simultanément, mais ce qui prime pour nous, et nous différencie, c'est que nous considérons la lutte armée comme méthode décisive, dans le sens où c'est elle qui détermine la capacité de développement de l'affrontement de classe à partir de quelque niveau offensif, et où elle a été décidée dans sa substance et dans ses formes, au-delà des flux et reflux contingents.

Dans la phase de l'impérialisme, l'affrontement de classe s'approche toujours plus de son moment décisif et, logiquement, la contre-révolution élève en conséquence le tir en cherchant à *prévenir* l'offensive prolétarienne (et seulement épisodiquement en se manifestant comme «conséquence» des attaques subies). Le moyen traditionnel de faire de la politique pour un parti communiste révolutionnaire - à travers une accumulation de forces par des méthodes «pacifiques» - trouve des espaces toujours plus exigus. Il faut en prendre acte et en tirer les conséquences.

Il ne s'agit pas seulement et principalement de répondre (c'est-à-dire de réagir à une répression sophistiquée) mais de garder ce terrain qui logiquement et inévitablement doit être gardé, vu l'actuel développement historique du conflit de classe. Il ne s'agit pas pour cela «d'espaces démocratiques» à récupérer par les armes, mais de porter encore plus haut le niveau d'affrontement qui s'est historiquement déterminé.

Notre conception de la lutte armée du parti n'a donc rien à voir avec la lutte armée spontanée des masses, avec la lutte armée des avant-gardes de masse contre le fascisme et la répression, avec la lutte armée des belles âmes contre les criminels anciens et nouveaux, l'impérialisme U.S. et/ou européen/asiatique, etc. Nous n'avons rien à voir non plus avec les conceptions qui divisent politique et militaire et qui débouchent sur des structures type parti et bras armé. Ni selon la version des camarades espagnols, où la valeur politique du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. est manifestement différente; ni selon les diverses versions qui voudraient un «bras armé» étroitement subordonné, pure fonction «technique» du parti. Nous doutons que la lutte armée puisse être considérée comme une fonction «technique» (si jamais tel genre de fonction existe en général) et nous sommes convaincus que l'expérience a suffisamment démontré (par exemple dans la résistance antifasciste, mais aussi dans les guerres de libération) que la prétention de diriger de

l'extérieur une telle «fonction», ne pourrait en définitive que conduire à son abandon au niveau le plus bas du mouvement de masse, celui qui est dominé politiquement par les réformistes et les révisionnistes. Avec l'inévitable effet de «ricochet» qui donne légitimité et force à ce niveau pour prétendre à la direction des structures politiques.

Enfin, nous n'avons évidemment rien à voir avec l'extra-parlementarisme de ces groupes qui - fatalement - soit finissent dans le parlementarisme le plus torve (voir «Democrazia Proletaria»), soit restent dans un extra-parlementarisme *acéphale*, dans lequel le refus de la lutte parlementaire n'a rien produit de différent parce que le parti non seulement peut agir *par le haut*, mais peut en définitive aussi agir de manière cohérente *par le bas* parmi les masses (voir le M.R.I. et les propositions type «Politica e classe»).

Dans le débat européen, comme présenté par le livre des camarades espagnols, notre position est différente, et nous entendons la confronter avec toutes les expériences politiques révolutionnaires en Europe et en particulier avec tous ces communistes qui aujourd'hui en Italie posent le problème de la fondation du Parti Communiste Combattant afin de réaliser le maximum d'unité dans la clarté des principes, unité qui nous permette, à travers une confrontation dialectique théorique et pratique, d'arriver d'abord à réaliser, à travers la contribution de tous ces groupes ou camarades particuliers, l'objectif commun.

**Cellule pour la constitution
du Parti Communiste Combattant
avril 1989**

Le procès de Bruxelles de septembre et octobre 1988 a opposé à la justice bourgeoise quatre militants et militante emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes. Ce fut l'occasion pour ces camarades de présenter, dans le cadre de leurs déclarations publiques, un large survol des principes fondamentaux et des choix tactiques et stratégiques de leur organisation.



Pascale Vandegeerde, Didier Chevolet,
Bertrand Sassoye & Pierre Carette,
militante et militants des
Cellules Communistes Combattantes

Déclarations au procès
(26 septembre - 21 octobre 1988)
et seconde interview
au journal «Le Peuple»
(23 septembre 1988)

En abordant clairement et simplement des questions comme celles de la légitimité de la lutte révolutionnaire, de la fidélité aux principes du Marxisme-Léninisme, de la nécessité d'une rupture d'avec l'appareil de domination de la bourgeoisie (et notamment sa justice de classe) et de la nécessité de la lutte armée, des conséquences du révisionnisme en U.R.S.S., etc. Ces déclarations présentent un intérêt certain pour le renforcement politique et idéologique du monde du Travail - surtout à un moment où la bourgeoisie, exploitant la déroute des régimes révisionnistes de l'Europe de l'Est, croit pouvoir triompher, et exerce sur la conscience sociale une propagande réactionnaire débridée.

A chaque militant communiste de relayer ces documents autour de lui, dans son usine, dans son quartier, pour qu'ainsi le plus grand nombre possible de camarades puissent y trouver à leur tour force et confiance dans la révolution prolétarienne.

Une brochure publiée par l'Association des Parents et Amis des Prisonniers Communistes rassemble les «Déclarations au procès» des quatre militants emprisonnés des Cellules Communistes Combattantes et le texte intégral de la seconde interview qu'ils ont accordée au journal «Le Peuple» le 23 septembre 1988.

Pour commander cette brochure, il faut écrire à la B.P. 6, Saint-Gilles 1, 1060 Bruxelles (sans aucune autre mention).
Format A4, 48 pages, 100 francs belges, 20 francs français.
Prix de vente en librairie: 135 FB et 25 FF.

Les adresses des quatre militants et militante emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes sont actuellement les suivantes:

Didier Chevolet
prison de Huy
rue du Palais de Justice, 4 à 4500 Huy

Bertrand Sassoye
prison de Tournai
rue du Chantier 1 à 7500 Tournai

Pierre Carette
prison de Mons
boulevard Winston Churchill 24 à 7000 Mons

Pascale Vandegeerde
prison de Lantin
rue des Aubépines 2 à 4450 Lantin

Sur le Parti Combattant une divergence avec les camarades espagnols

Pascale Vandegeerde, Bertrand
Sassoye, Pierre Carette & Didier
Chevolet, militante et militants des
Cellules Communistes Combattantes
(mai 1990)

Les auteurs de ce texte s'étant chargés eux-mêmes de le présenter, une introduction de notre part serait inutile. Nous nous limiterons donc à un bref commentaire sur la méthode: l'initiative des camarades, comme celle de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant, témoigne de la vitalité du débat. Echange direct, sans complaisance, mais fraternel. Le débat n'est pas la juxtaposition d'expressions particulières, c'est une élaboration collective, c'est un engagement responsable au sein du mouvement, pour le faire progresser. Répercuter ce débat est l'objet principal de notre revue.

1. Présentation

En février 1986, les militants du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. réunis au sein de la Commune Karl Marx à la prison de Soria ont rendu public un document intitulé «Parti et guérilla». Ce document, qui expose de manière très circonstanciée les positions des camarades espagnols sur la problématique de la relation entre parti révolutionnaire et lutte armée révolutionnaire, fut accueilli dans notre pays avec tout le respect et l'intérêt que mérite un travail sérieux, solidement argumenté (à partir d'une riche expérience pratique), franchement attentif aux principes du Marxisme-Léninisme, et consacré à un sujet aussi capital pour le mouvement communiste.

L'étude de «Parti et guérilla» nous a permis de discerner avec précision les points de convergence et les points de divergence entre la conception défendue par les militants espagnols et celle à laquelle nous adhérons. Et c'est donc naturellement

sur la base de ce document que s'est amorcé (après quelques tentatives sabotées par les censures carcérales respectives), début '89 et de prison à prison, un débat portant sur la question essentielle des rapports entre Parti et lutte armée.

Pour notre part, nous n'avons pas jusqu'à présent eu l'occasion d'exposer notre point de vue sur cette question spécifique dans un document équivalent à «Parti et guérilla». Cependant, on la trouve abordée dans plusieurs communiqués des Cellules Communistes Combattantes (de façon la plus complète dans le «Document du Premier Mai: A propos de la lutte armée»), et, d'autre part, nous nous rallions aux contenus d'autres contributions théorico-politiques qui, pour être extérieures à notre organisation, nous paraissent fort proches de nos propres positions; parmi ces contributions, bien sûr quelques documents du mouvement révolutionnaire italien mais, surtout, le remarquable manifeste du camarade Frédéric Oriach intitulé: «La lutte armée,

nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution», - auquel nous nous permettrons de faire plusieurs fois référence dans le cadre de cette intervention.

C'est dans la perspective de la publication d'un numéro consacré aux «Textos para el debate en el movimiento revolucionario europeo» des militants du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. (recueil de textes dont relève «Parti et guérilla»), que le collectif de la revue Correspondances Révolutionnaires nous a demandé de rédiger une «présentation» du débat mené avec les camarades prisonniers à Soria. Cette suggestion nous a paru heureuse dans la mesure où, en raison des conditions pratiques des échanges (à savoir une correspondance soumise aux aléas des censures pénitentiaires qui rivalisent de kleptomanie, nécessitant la traduction, imposant d'importants délais pour nous permettre la consultation, etc.), le débat progresse avec une lenteur exaspérante et au seul bénéfice d'un cercle trop restreint.

D'ailleurs, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les contacts sont à nouveau rompus: suite à la grève de la faim des militants du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O., le courrier qui leur est envoyé est systématiquement retourné à l'expéditeur. La proposition avancée par Correspondances Révolutionnaires était donc d'autant plus pertinente qu'elle permettait, sans devoir attendre un hypothétique aboutissement du débat ouvert entre quelques-uns, de mettre celui-ci à la portée d'un plus grand nombre.

Précisons qu'il faut faire attention à ne pas prendre le travail qui suit pour ce qu'il n'est pas. Notre apport ici n'est pas un compte-rendu impartial, et encore moins un bilan de la discussion en cours. C'est une intervention ouvertement partisane, dans laquelle nous défendons notre thèse, nous développons nos arguments, et nous critiquons les aspects de la thèse des camarades espagnols qui nous semblent incorrects.

La publication de «Parti et guérilla» et le fait que les colonnes de Correspondances Révolutionnaires sont largement ouvertes à une éventuelle réaction des militants espagnols nous semblent autoriser cette façon de faire.

Toutefois, notre intervention dépasse quand même le cadre d'une première critique à «Parti et guérilla»: les analyses et les arguments que nous y défendons ont déjà été éprouvés, trempés et affinés dans le débat. En d'autres termes, les réflexions que nous présentons ici sont celles qui, à notre avis (qui n'est pas celui des camarades de la Commune Karl Marx), ont triomphé jusqu'à présent des objections qui leur furent opposées dans la discussion.

Le débat n'a pas eu de résultat spectaculaire en ce que ni nous ni les militants du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. n'avons reconsidéré fondamentalement les positions que nous défendions respectivement à

l'origine. Mais ce débat (qui, rappelons-le, est loin d'être épuisé aujourd'hui) a eu l'indiscutable mérite de clarifier les positions de part et d'autre, de creuser les questions clés d'une problématique fondamentale pour le mouvement communiste, de traduire un progrès commun. C'est un peu tout cela que nous essayons de transmettre dans le document qui suit, en espérant surtout, de cette façon, susciter d'autres participations constructives. La reprise - plus forte - de l'initiative révolutionnaire ne peut en faire l'économie.

2. Du caractère stratégique de la lutte armée

Il est évident que l'on ne peut apporter de réponse correcte à la question des rapports entre Parti et lutte armée sans s'appuyer sur une vision claire du rôle et de la place de cette dernière dans la stratégie révolutionnaire et donc, a fortiori, sans maîtriser une conception claire de la stratégie révolutionnaire elle-même. Les principes tels que «le Parti commande aux fusils», aussi justes sont-ils (et aussi bienvenu est-il de les rappeler sans cesse!), restent malgré tout insuffisants parce que trop généraux: ils peuvent s'accommoder d'un trop vaste éventail de types de rapports entre Parti et lutte armée. Voilà pourquoi, avant toute autre chose, nous pensons devoir exposer même rapidement (en nous tenant à l'essentiel, c'est-à-dire à ce qui est nécessaire pour aborder sérieusement le débat avec la Commune Karl Marx), notre conception de la stratégie révolutionnaire, du rôle qu'y joue et de la place qu'y occupe la lutte armée.

A l'instar des camarades espagnols,

«Nous pouvons dire qu'à notre avis, notre «révolution passera par deux phases; la phase «défensive stratégique du développement de la «Guerre Populaire Prolongée (1) et la phase de «l'insurrection. (...) En prenant par exemple le débat «amorcé dans les Brigades Rouges, nous croyons «que «guerre prolongée» et «insurrection» sont deux «concepts complémentaires et non pas exclusifs l'un «de l'autre. Ce n'est qu'à partir des principes que «nous pouvons comprendre la portée et les significations réelles que recouvrent dans nos pays ces «deux concepts». (2)

C'est cette réflexion globale qui nous amène à rejeter comme déviation droitière (opportuniste) la position refusant l'emploi stratégique de la lutte armée dans des situations non insurrectionnelles, et comme déviation gauchiste (volontariste) la position prétendant à l'aboutissement révolutionnaire au seul

(1) Voir note A, page 53.

(2) «Parti et guérilla», page 10.

bon soin d'une pratique politico-militaire soutenue.

On lit encore dans «Parti et guérilla»:

«En tenant compte des caractéristiques «actuelles de notre société, nous considérons que «l'objectif de la première phase de la stratégie «communiste est de créer les conditions subjectives «et de favoriser le développement des conditions «objectives nécessaires pour que se crée une «situation révolutionnaire insurrectionnelle. Cette «phase correspond à l'étape défensive de la G.P.P. «Ce n'est que lorsque toutes ces conditions seront «réunies que pourra intervenir la phase insurrectionnelle».(1)

Tout le problème réside donc dans la distinction entre facteurs objectifs (qui relèvent des contradictions propres au mode de production - ici capitaliste - et s'expriment à travers leur influence sociale) et les facteurs subjectifs (qui relèvent du rôle de la politique communiste). Dans leur distinction et dans la compréhension de leur complémentarité: la situation révolutionnaire surgit de l'exacerbation des facteurs objectifs, et c'est par la conjonction de cette situation et de la maturité des facteurs subjectifs que se réalise la révolution à travers l'insurrection victorieuse.

Comme on le voit, nous adhérons sans restriction à la thèse léniniste de la «situation révolutionnaire», génialement résumée dans ce passage déjà cité à plusieurs reprises notamment dans le débat interne au mouvement révolutionnaire italien.

«Pour un marxiste, il est hors de doute que la «révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire «n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une «manière générale, les indices d'une situation révolutionnaire? Nous sommes certains de ne pas nous «tromper en indiquant les trois principaux indices que «voici: 1. Impossibilité pour les classes dominantes «de maintenir leur domination sous une forme «inchangée; crise du «sommet», crise de la politique «de la classe dominante, et qui crée une fissure par «laquelle le mécontentement et l'indignation des «classes opprimées se fraient un chemin. Pour que «la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, «que «la base ne veuille plus» vivre comme auparavant, mais il importe encore que «le sommet ne le «puisse plus». 2. Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, «de la misère et de la détresse des classes «opprimées. 3. Accentuation marquée, pour les «raisons indiquées plus haut, de l'activité des «masses, qui se laissent tranquillement piller dans «les périodes «pacifiques», mais qui, en période «orageuse, sont poussées tant par la crise dans son «ensemble que par le «sommet» lui-même, vers «une action historique indépendante.»

Et Lénine de poursuivre: «Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non «seulement de tels ou tels groupes et partis, mais «encore de telles ou telles classes, la révolution est, «en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de «ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en «1905 en Russie et à toutes les époques de «révolutions en Occident; mais elle a existé aussi «dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, «de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces «moments-là. Pourquoi? Parce que la révolution ne «surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais «seulement dans le cas où, à tous les changements «objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un «changement subjectif, à savoir: la capacité, en ce «qui concerne la classe révolutionnaire de mener «des actions révolutionnaires de masse assez «vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne «tombera» «jamais, même à l'époque des crises, si on ne le «fait choir».» (1)

Il en résulte que tout projet stratégique qui négligerait les conditions objectives de la situation révolutionnaire, telles que les souligne Lénine, relèverait essentiellement du volontarisme et du subjectivisme, - d'une décision plus ou moins consciente de faire la révolution sans les masses et hors de l'histoire. Impulser un processus de guerre révolutionnaire en prétendant en faire surgir toutes les conditions nécessaires au succès révolutionnaire est donc une terrible erreur. D'autant plus énorme que les caractères objectifs de la situation révolutionnaire ne sont pas seulement nécessaires: ils sont tout simplement inévitables, en ce qu'ils procèdent du mouvement historique dialectique, et plus particulièrement dans ce cas des convulsions inhérentes à un mode de production en crise. Ainsi, la situation révolutionnaire constitue une sorte de rendez-vous historique majeur en fonction duquel la stratégie révolutionnaire doit se structurer (2).

Le matérialisme historique ne relevant pas de l'art de la divination, les communistes ne sont pas plus capables que personne de prédire quand mûrira une situation révolutionnaire en Europe occidentale. Peut-on la fixer à l'ordre de la prochaine réactivation de la crise générale du mode de production (dans une nouvelle et nième crise cyclique de surproduction)? Ou à l'ordre de la suivante? Impossible de le dire.

Tout le problème, pour le mouvement révolutionnaire, consiste donc en la définition et l'adoption

(1) «Parti et guérilla», page 10.

(1) Lénine: «La faillite de la IIème Internationale», Œuvres, vol. 21, page 216, 1960, Moscou.

(2) Voir note B, page 54.

d'une orientation de développement qui lui permette, **qui l'assure** d'être toujours plus à même d'exploiter la situation révolutionnaire à venir. Ce qui signifie pratiquement dès maintenant: accumuler des forces et former des cadres à partir de l'avant-garde ouvrière, répandre le plus largement et profondément possible les thèses révolutionnaires au sein des masses, aguerrir les structures du Parti en même temps que les enraciner solidement dans le prolétariat, mener la lutte idéologique et politique contre la bourgeoisie, les réformistes, les révisionnistes, etc., pratiquer l'internationalisme prolétarien...

Pour nous, la dynamique de ce développement réside dans la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée. Non pas une guerre révolutionnaire prolongée qui s'étendrait de la naissance à l'aboutissement du processus révolutionnaire (à travers un long cheminement progressif linéaire qui réaliserait graduellement l'inversion du rapport de force prolétariat/bourgeoisie), mais la guerre révolutionnaire prolongée comme méthode nécessaire aux tâches et obligations du mouvement révolutionnaire dans la situation actuelle.

De par son caractère stratégique mixte, quantitatif et qualitatif, la guerre révolutionnaire prolongée est l'optique adéquate, "idéale", pour un processus d'accumulation de forces établi sur une période dont on ne peut prévoir la durée.

En résumé, la guerre révolutionnaire prolongée n'est pas une panacée stratégique porteuse en elle-même de toutes les questions et de toutes les réponses du mouvement révolutionnaire, mais elle est l'optique stratégique la mieux à même d'amener les forces révolutionnaires dans des conditions optimales à l'échéance historique de la situation révolutionnaire (telle que décrite par Lénine), c'est-à-dire au moment où les formes de lutte insurrectionnelle prennent le relais en raison de l'entrée en scène des masses sur le terrain révolutionnaire (1).

D'autre part, il est sans doute utile d'insister sur le fait que la conception d'une guerre révolutionnaire prolongée traversant de bout en bout le processus révolutionnaire (donc en en façonnant globalement le cadre historique) diffère **dans la pratique** de la conception de la guerre révolutionnaire prolongée destinée à passer le relais à l'insurrection lorsque le cadre historique l'impose.

Dans le premier cas, par exemple, la perspective apparaît plus ou moins linéaire: le processus révolutionnaire franchit des pas quantitatifs dont la longue accumulation finit par se traduire en potentialité qualitative; ainsi, le Parti intègre, encadre et dirige des couches de plus en plus larges de la classe, jusqu'à ce qu'il soit en mesure de battre la bourgeoisie et de renverser son Etat en lançant

brusquement toutes ses forces à l'assaut, au cours d'une opération qui peut aussi être appelée une "insurrection" (1).

Dans le second cas, au contraire, la conception stratégique intègre une rupture dans la continuité du développement progressif d'accumulation des forces. Ce qui entraîne de nombreuses incidences pratiques. Citons-en deux parmi bien d'autres.

Selon la première option (guerre révolutionnaire prolongée suffisant à faire surgir toutes les conditions nécessaires à la révolution), le Parti n'aurait besoin que de réserves tactiques, c'est-à-dire de réserves destinées à remplacer la part de ses forces vives détruite par l'ennemi tout au long de l'affrontement. Tandis que dans la seconde option (guerre révolutionnaire prolongée conçue en fonction de l'échéance objective de la situation révolutionnaire, où elle s'efface au profit de la lutte insurrectionnelle), le Parti a besoin, outre de réserves tactiques, d'importantes réserves stratégiques, c'est-à-dire de forces accumulées dans le but d'une exploitation rapide et massive des nouvelles perspectives offertes dès l'apparition de la situation révolutionnaire.

Autre exemple d'incidence pratique: la question des cadres. Selon la première option, le Parti proportionnerait spontanément son encadrement aux forces qu'il dirige et à celles qu'il est en passe de diriger au fil de son développement progressif et linéaire. Tandis que dans la seconde option, le Parti doit construire un encadrement hypertrophié au regard de sa base effective ou potentielle à court terme, afin d'être parfaitement capable de répondre aux exigences de l'intégration du brusque et massif afflux de militants de base qui va de pair avec la situation révolutionnaire (comme l'expérience déjà citée de la Révolution d'Octobre nous l'enseigne).

Cette grande distinction faite entre deux conceptions stratégiques se revendiquant d'une même dénomination, "guerre révolutionnaire (ou populaire) prolongée", quel est le contenu programmatique de l'option que nous rallions? Comment concevons-nous les étapes (et leurs articulations) de cette stratégie qui porte la responsabilité d'amener les forces du mouvement révolutionnaire dans des conditions optimales à la rencontre avec la situation révolutionnaire? En schématisant à l'extrême, nous pouvons distinguer trois grandes phases.

La phase de la propagande armée. Il s'agit d'une phase à dimension politico-idéologique quasi exclusive, qui a pour but l'ancrage, au sein des avant-gardes ouvrières et des vrais communistes, de la reconnaissance de l'existence (de la nécessité!), de la justesse et de la praticabilité (y compris du point de vue militaire) de la cause révolutionnaire.

(1) Voir note C, page 54.

(1) Voir note D, page 54.

(Précisons que cette phase est fort diversement engagée dans les pays d'Europe occidentale. En ce qui concerne la Belgique, l'analyse sereine impose de dire que cette première phase est loin d'être engagée).

C'est à ce stade initial du processus révolutionnaire, au fur et à mesure de la conscientisation et du ralliement d'éléments prolétariens dévoués et combattifs, qu'émergent des forces structurées de plus en plus puissantes et aguerries, - et cela jusqu'à permettre/imposer la fondation de l'Organisation Communiste Combattante susceptible de centraliser, d'incarner et de guider la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Les actions militaires menées au cours de cette étape stratégique, (exception faite des opérations logistiques, financières, etc.), ont pour but non pas de mettre hors combat des forces ennemies, mais avant tout de servir de vecteur à la propagande révolutionnaire et à la dénonciation du réformisme et du révisionnisme. (Cette propagande armée peut parfois exiger la mise hors d'état de nuire de forces ennemies, mais ce n'est alors là qu'un moyen d'atteindre un but politico-idéologique).

La phase du harcèlement. Il s'agit d'une phase médiane, qui conserve plusieurs caractères de la phase de propagande armée tout en acquérant, au fur et à mesure de son propre déploiement, les caractères de la phase d'assiègement qu'elle précède, prépare et engendre. La phase du harcèlement voit se combiner les impératifs politiques généraux (rallier de plus en plus larges couches de la classe à la cause révolutionnaire) à des impératifs plus directement offensifs: assurer peu à peu au mouvement révolutionnaire une position stratégique gagnante dans la perspective de l'insurrection. A cette étape, si les cibles visées par les attaques de la guérilla doivent en priorité toujours être politiquement sensibles (et correctement mesurées à la capacité d'élévation de la conscience politique des masses), ces actions s'étendent et se multiplient au-delà de ce qui est nécessaire du strict point de vue propagandiste.

Au cours de cette phase, les points d'appui secondaires du pouvoir ennemi (locaux et structures des partis bourgeois, installations policières et militaires périphériques, structures multiples de contrôle social, ramifications civiles du système d'exploitation et d'oppression, etc.) font l'objet d'attaques planifiées incessantes, de telle sorte que la bourgeoisie se trouve placée devant une alternative très nette: soit fermer ces points d'appui et par-là s'isoler du corps social, soit les protéger/fortifier toujours plus et par-là s'isoler du corps social.

La phase de l'assiègement. Cette phase constitue en fait la maturité véritable de la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée. «[le] harcèlement, la multiplication des actions, poussent l'Etat bour-

geois à se mettre sur la défensive, il faut en arriver à ce qu'il y ait des sacs de sable devant chaque banque; que chaque terrier du patronat, de l'armée, de la justice, des politiciens soit obligé de s'entourer de barbelés. La dialectique du mouvement révolutionnaire passe justement par cette réaction. Car actuellement la dictature bourgeoise s'étend sur l'ensemble du social et jusque dans les têtes; si elle se trouve obligée de se reconcentrer défensivement, en se militarisant encore davantage, alors elle fait apparaître une nouvelle distance subjective entre elle et les masses populaires. Le sentiment de la légitimité de la dictature impérialiste commence à vaciller à partir du moment où les fonctionnements de domination se concentrent et apparaissent en tant que tels au lieu d'être dilués dans le tout social. (...) La militarisation de la lutte des classes, favorisée par la guérilla, entraîne un rétrécissement de la base d'appui de l'Etat impérialiste, donc une progressive déstabilisation institutionnelle jusqu'à ce que le capitalisme n'ait plus que la force armée pour seule garantie.» (1)

C'est à partir de la phase d'assiègement que les forces révolutionnaires maîtrisent des conditions idéales pour exploiter la crise révolutionnaire, - à son heure. En précipitant la déstabilisation des institutions capitalistes et de l'Etat bourgeois, la guérilla révolutionnaire contribue, à son échelle, au développement des facteurs objectifs de cette crise, tout comme elle remplit ses tâches essentielles dans l'accomplissement des facteurs subjectifs.

On remarque à cet égard combien, même à ce stade du processus révolutionnaire, la bataille politico-idéologique à partir et en direction des masses prolétariennes reste l'aspect central de l'activité des communistes; (ainsi se renforce l'exclusion sociale de l'ennemi: le bloc Etat/bourgeoisie est démasqué en tant que tel, - c'est-à-dire précisément, aux yeux de tous, en tant que bloc étranger aux intérêts populaires; ainsi se renforce la confiance des masses dans le Parti comme réelle et favorable alternative de pouvoir). Au niveau organisationnel, la phase de l'assiègement correspond au rôle du Parti, tant il est vrai que cette phase n'est accessible que du fait d'un authentique et consistant engagement prolétarien dans la lutte révolutionnaire (engagement couronnant le succès des phases antérieures et principalement du travail de propagande armée).

Pour conclure ce bref exposé, nous ne dirons que quelques mots à propos de l'expérience désastreuse de la "conception kominternienne" de la préparation "pacifique" (légale et "para-légale") à l'insurrection armée.

(1) Frédéric Oriach: «La lutte armée, nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution», Edition Textes de lutte, chapitre VII, pt 1, page 44.

Les problèmes militaro-organisationnels liés à une telle conception, (difficulté de développer des forces expérimentées, des cadres aguerris, etc.), ont déjà été mis en évidence. Ajoutons simplement ici que cet aspect négatif est encore bien plus présent aujourd'hui dans la mesure où le projet du Komintern à son époque avait au moins la logique de s'appuyer sur l'appareil du Komintern, c'est-à-dire entre autres choses sur les ressources fantastiques offertes, à tous niveaux, par le triomphe de la révolution soviétique, (structure organisationnelle internationale hiérarchisée et, de surcroît, invulnérable dans sa zone de sécurité, écoles de cadres, de techniciens, appui financier, logistique, etc.).

Mais, en fait, c'est plus encore au niveau stratégique et politico-idéologique, que nous condamnons fermement cette conception "pacifique" (légale et "para-légale").

Au niveau stratégique, qui pourrait oublier le terrible échec des forces communistes allemandes dans l'entre-deux-guerres? La puissance de ces forces, tant en quantité qu'en qualité (car elles bénéficiaient, en plus de la compétence des spécialistes du Komintern, de l'expérience de nombreux combattants trempés dans les luttes révolutionnaires des années 1918, 19 et 20), démontre amplement que les causes de la défaite ne relèvent pas d'une insuffisance concrète mais plutôt d'un égarement stratégique (et, conséquemment, du dispositif allant de pair avec cette stratégie). En adoptant la thèse de la préparation "pacifique" (légale et "para-légale") à l'insurrection, les forces communistes abandonnèrent à l'ennemi l'initiative stratégique, et lui offrirent ainsi toutes latitudes pour devancer le coup de force révolutionnaire par un coup de force contre-révolutionnaire (1).

Dans le domaine politico-idéologique, l'option de la préparation "pacifique" (légale et "para-légale") à l'insurrection s'est révélée la pire dérive contre-révolutionnaire, la complice de tous les réformismes, révisionnismes, opportunistes, etc. La clé de ce problème, c'est que tant le travail légal ou "para-légal" est déjà inapte à préparer subjectivement les masses à l'insurrection, plus encore il aliène rapidement et profondément les avant-gardes qui prétendent œuvrer pour cet objectif révolutionnaire. L'effondrement historique et politique achevé des partis communistes nés avec la III^{ème} Internationale est la démonstration coûteuse de l'impossibilité d'accumuler des forces et de dynamiser le mouvement pour l'objectif de l'insurrection de cette façon. L'alternative révolutionnaire, jusque dans sa dimension militaire de lutte pour le pouvoir, doit être objectivement présente au sein de la lutte des classes, présente de façon "palpable" pour les

masses. Et cela est particulièrement vrai dans les pays à capitalisme avancé et régime démocratique bourgeois, telles les métropoles ouest-européennes où la lutte de classe, dans ses formes organisées, a depuis toujours été viciée par le réformisme, le révisionnisme, la social-démocratie, le pacifisme, le trade-unionisme, etc. L'expérience de ces vingt dernières années démontre, selon nous de façon éclatante, le rôle irremplaçable de la propagande armée à ce niveau.

3. Une divergence avec les camarades espagnols

a) La lutte armée selon les camarades espagnols

«On dit souvent que les actions de la guérilla «contribuent à élever le niveau de conscience «politique et l'organisation des masses ouvrières et «populaires parce qu'elles démasquent la réaction et «le révisionnisme. Mais on ne donne pas habituellement l'importance voulue au fait que cette conscience et cette organisation sont les objectifs «prioritaires que se fixe la guérilla dirigée par le Parti «Communiste. Il s'agit d'accumuler des forces révolutionnaires et de créer toutes les conditions qui «permettent d'abattre l'Etat capitaliste. (...) «Aujourd'hui, (...) l'objectif principal de la guérilla est «de favoriser l'accumulation de forces pour tout le «Mouvement Politique de Résistance, de contribuer «à l'organisation des ouvriers et des autres secteurs «populaires, d'aiguiser la crise du régime, de se «renforcer et de se développer». (1)

Si, dans cet extrait, les militants de la Commune Karl Marx accordent indiscutablement à la lutte armée une valeur et une fonction politiques dans le processus de formation et d'élévation de la conscience révolutionnaire, force est de constater leur tendance à circonscrire la lutte armée dans un cadre propre, naturellement militaire: renforcement et extension de la guérilla elle-même, contribution à l'organisation de classe, affaiblissement de l'ennemi, accumulation de forces, etc. Certes, tout cela est nécessaire et parfaitement correct, mais il nous semble malgré tout que dans l'esprit de cette réflexion, la qualité aujourd'hui centrale de la lutte armée dans les métropoles, - à savoir sa fonction politico-idéologique -, est toujours sous-estimée.

Cette sous-estimation de la fonction politico-idéologique de la lutte armée révolutionnaire, nous pensons la retrouver d'ailleurs sous d'autres aspects dans l'expression de la Commune Karl Marx. Ainsi, par exemple:

(1) Voir note E, page 55.

(1) «Parti et guérilla», page 9.

«(...) le guerillero et la guérilla, de par leur nature «essentiellement militaire, ne peuvent assumer ces «tâches politiques et idéologiques au niveau exigé «par l'ensemble du mouvement.» (1)

Cette conception très militaire de la lutte armée est en fait logique... dès le moment où l'on sépare, où l'on veut séparer la praxis armée des autres tâches révolutionnaires. Car l'argument du «caractère essentiellement militaire de la guérilla» ne peut être admis d'emblée comme argument fondant une séparation du politique et du militaire: parce qu'il n'est lui-même que le produit de cette séparation.

A l'extrême, affirmer que toutes les tâches politiques nécessaires sont hors de portée du guerillero ou de l'espace de la guérilla, du fait de la «nature essentiellement militaire» de ces derniers, peut être comparé à l'affirmation selon laquelle les militants attachés à la réalisation de l'organe du Parti ne peuvent participer à toutes les tâches politiques nécessaires vu la «nature essentiellement rédactionnelle» de leur activité! Il est bien évident que le travail militaire a ses spécificités, ses limites et ses exigences propres, mais c'est là le lot de toute activité militante et il en va de même pour le travail d'agit-prop, le travail d'organisation-direction, le travail d'édition, etc.

Le militant œuvrant dans le cadre d'une structure militaire n'est affligé d'aucune tare qui, le différenciant des militants travaillant dans d'autres structures, l'éloignerait de la lutte politique. Le guerillero n'est éloigné de la lutte politique qu'à partir du moment où l'on consacre cet éloignement en cantonnant le travail militaire dans une aire particulière, un ghetto hors parti, en ne lui reconnaissant pour marge de manœuvre que les questions concernant directement et spécifiquement la lutte armée. C'est dans ce cas, et dans ce cas seulement que la guérilla a une nature essentiellement militaire: parce qu'on veut qu'il en soit ainsi.

Mais si l'on n'admet pas ce postulat de la séparation entre le politique et le militaire, - et pour notre part nous ne l'admettons pas -, cette argumentation de base contenue dans «Parti et guérilla» perd objectivement toute assise.

b) La nouvelle dimension politico-idéologique de la lutte armée

Pourquoi n'admettons-nous pas ce postulat de la séparation entre le travail politique et le travail militaire au point de vue organisationnel? Parce qu'à aucun autre point de vue de l'activité communiste cette séparation n'a de sens: aujourd'hui, dans les pays à capitalisme avancé et régime démocratique bourgeois, telles les métropoles impérialistes, le

politique et le militaire sont indissolublement liés. Les actions armées, dans leur immense majorité, poursuivent une finalité politique et/ou idéologique. C'est particulièrement vrai dans la phase de la propagande armée, mais cela le reste encore dans les phases suivantes; et ainsi, comme nous l'avons vu, même la phase de l'assiègement est porteuse d'une finalité idéologique. Comme nous excluons toujours de notre analyse les actions logistiques, il n'y a en finalité d'intervention exclusivement militaire qu'au cours de la phase de l'insurrection et pendant la guerre civile. Et ce n'est qu'à ces occasions que peuvent et doivent se créer des structures révolutionnaires prioritairement et spécifiquement militaires: milices ouvrières, populaires, et, naturellement, l'Armée Rouge.

Le camarade Oriach écrit:

«La lutte armée devant être l'expression la plus «élevée (puisque la plus totalisante) de la conscience de classe, mais le Parti étant à la fois le «porteur et le produit de cette conscience (comme en «étant l'expression organisationnelle, alors que le «concept de la lutte armée désigne la manifestation «plus que le mode de collectivisation de la conscience), la lutte armée apparaît alors suivant un «développement qui tend à réaliser, après les avoir «fait surgir, les fonctions inhérentes du Parti.» (1)

Cette analyse représente bien notre propre conception de la lutte armée telle qu'elle doit être conçue dans les métropoles impérialistes, fiefs du réformisme et du trade-unionisme. La lutte armée est une tâche de Parti (2). Elle cristallise et véhicule l'expression la plus élevée de la conscience de classe, puisqu'elle traduit une rupture radicale, vivante et pratique d'avec le régime. Elle pose objectivement la question du pouvoir, elle consacre l'organisation autonome de la classe «pour soi», elle **est** l'idée révolutionnaire et, par reflet, le rejet du réformisme, des compromissions et de la capitulation.

On n'insistera jamais assez à ce propos: dans les conditions qui sont nôtres, la lutte armée est bien plus que la simple représentation, sur le champ de bataille, de la politique révolutionnaire: en fait, elle incarne la politique révolutionnaire elle-même en ce qu'elle en est la manifestation perceptible la plus authentique et immédiate, la plus totalisante. Là réside toute la dimension idéologique de la lutte armée révolutionnaire, et avec une telle intensité qu'il ne peut être question pour nous de l'éloigner du Parti en la confinant dans un cadre proprement militaire, comme une organisation spécifique de guérilla, par exemple.

(1) Frédéric Oriach: op. cit., chapitre VI, pt 2, page 36.

(2) Voir note F, page 55.

(1) «Parti et guérilla», page 13 (nous soulignons).

Nous lisons dans "Parti et guérilla":

«Mais il ne faut pas perdre de vue que la guerre «de guérilla dans les pays capitalistes, parce qu'elle «est la continuation de la politique prolétarienne par «d'autres moyens (les moyens violents), doit être «dirigée à tout moment par la politique, par le Parti» (1).

La paraphrase de Clausewitz nous semble être en dessous de la réalité: la lutte armée pour le communisme ne peut plus être réduite ici au rôle de "continuation" de la politique prolétarienne, (une telle vision conduit tôt ou tard à la conception du "bras armé" dont le caractère erroné, le plus souvent radical-réformiste, n'est plus à démontrer). Ici, la lutte armée pour le communisme est, primo, la praxis centrale de la politique prolétarienne, et, secundo, son expression objective, concrète, matérielle, directement perceptible et appropriable. C'est dans cette mesure qu'elle relève entièrement du Parti (2).

Revenons-en au document du camarade Oriach:

«Nous insistons sur le fait que la lutte armée «n'est pas seulement qu'une forme de lutte parmi «d'autres, un adjuvant particulier des luttes de «masse. La lutte armée ne peut être dite communiste «révolutionnaire que si elle se situe dans la con- «tinuité historique du mouvement communiste mon- «dial. Elle doit se faire l'expression concrète du «processus d'émergence politique de l'avant-garde «organisée du prolétariat, avant-garde qui est le lieu «où se catalyse la conscience de classe du pro- «létariat, ce qui est la fonction historique du Parti et «place, par conséquent, la lutte armée comme partie «intégrante et indissociable du processus de cons- «truction du Parti.» (3)

c) Les nouveaux rapports entre Parti et lutte armée

Cette qualité nouvelle dont est porteuse la lutte armée révolutionnaire, qualité politico-idéologique qui n'était pas sienne lorsque le mouvement communiste international s'en tenait à la thèse de la préparation "pacifique" (légale et "para-légale") à l'insurrection violente et armée, est à ce point présente et évidente que sa négation, où ne fût-ce même que sa mise en doute est une source de contradiction infinie. Ainsi, dans "Parti et guérilla", on lit:

«Aujourd'hui comme hier, le mot d'ordre selon «lequel c'est le Parti qui commande au fusil reste «valable. Et, comme la lutte armée joue ici un rôle «décisif dans les pays capitalistes modernes, il est «nécessaire que le Parti Communiste prenne «fermement le contrôle de la direction politique et,

par conséquent, dans une certaine mesure, DE LA DIRECTION MILITAIRE du mouvement de guérilla» (1).

D'un côté, les camarades de Soria insistent sur l'idée d'une nécessaire séparation organisationnelle entre Parti et lutte armée, c'est-à-dire entre l'espace politico-organisationnel central du mouvement révolutionnaire et la pratique centrale du mouvement révolutionnaire. Cependant, d'un autre côté, ils se retrouvent obligés d'insister tant et plus quant au "contrôle ferme" du Parti sur la lutte armée, jusqu'à reconnaître qu'il ne s'agit pas seulement de la direction politique du Parti sur la lutte armée (elle va de soi), mais également, "dans une certaine mesure", de la direction militaire!

Ainsi, après avoir fait sortir par la porte l'unité nouvelle du politique et du militaire dans le processus révolutionnaire au sein des métropoles, les militants espagnols doivent la faire rentrer par la fenêtre, - tant cette unité nouvelle est incontournable.

Dès le moment où la lutte armée est menée par les groupes ad hoc du Parti (et le Parti devient de fait "Parti combattant"), dès moment où le Parti applique lui-même l'entièreté de sa ligne politique et stratégique (et en récolte directement les fruits), il devient inutile d'insister sur la "nécessité" d'un contrôle "ferme" et d'une direction "dans une certaine mesure militaire" du Parti sur la guérilla. La guérilla perd toute indépendance et devient simple fraction/fonction (quoique fraction/fonction stratégique centrale) du travail global du Parti. Le Parti mène alors la lutte armée via ses groupes de combat comme il mène l'agit-prop via ses groupes de propagande, il assume la direction et l'encadrement via la hiérarchie, il structure son influence et son écoute populaire via ses relais aux masses, etc.

Pour conclure ce chapitre, nous voulons rappeler combien l'intégration du travail militaire parmi les tâches du Parti n'est en aucune façon une idée inédite ou originale dans l'histoire du mouvement communiste international. Il nous suffira d'examiner deux exemples pour en être convaincus.

d) Deux exemples historiques d'importance

A tout seigneur tout honneur, commençons par l'exemple des révolutionnaires russes qui furent confrontés à cette question des rapports entre Parti et lutte armée, notamment après la révolution de 1905. Nous citons ici les célèbres propositions de Lénine au Congrès d'unification du P.O.S.D.R. en 1906.

«1. le Parti doit reconnaître que les actions «armées des groupes de combat appartenant au

(1) «Parti et guérilla», page 12.

(2) Voir note G, page 55.

(3) Frédéric Oriach, op. cit., chapitre V, pt 6, page 32.

(1) «Parti et guérilla», page 12 (nous soulignons en capitales).

«Parti ou luttant à ses côtés sont *admissibles sur le plan des principes* et opportunes dans la «période actuelle;

«2. le caractère des actions armées doit être «adapté à la tâche qui consiste à former les «dirigeants des masses ouvrières en période d'insurrection et à acquérir l'expérience des actions «offensives soudaines;

«3. le but immédiat le plus important de ces «actions doit être la destruction des appareils gouvernemental, policier et militaire et une lutte impitoyable contre les organisations cent-noirs actives qui «pratiquent la violence et la terreur contre la «population;

«4. il faut admettre aussi les actions armées «destinées à s'emparer de moyens financiers appartenant à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement «autocratique, et à détourner ces moyens au profit «de l'insurrection; ce faisant, il importe de veiller «sérieusement à ce que les intérêts de la population «soient le moins possible lésés;

«5. les actions armées de partisans doivent «s'effectuer sous le contrôle du Parti et de telle sorte «que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées en vain, et qu'en même temps on prenne en «considération les conditions du mouvement ouvrier «dans la localité donnée et l'état d'esprit des larges masses.» (1)

Ces thèses de Lénine et la pratique effective de ces groupes de combat relèvent certes d'une situation et d'un projet stratégique différents des nôtres. Dans cette mesure, les indications que nous pouvons en tirer doivent être précisément estimées. C'est dans tel esprit que nous soulignons simplement le fait que le mouvement communiste international (et pas le moindre de ses représentants!) a déjà été confronté à la question de savoir s'il fallait intégrer la lutte armée aux tâches du Parti, qu'il y a répondu par l'affirmative... et qu'il a eu raison de le faire.

On peut donc dire que dans la foulée de la révolution de 1905, et encouragé dans cette direction par Lénine, le Parti a mené la lutte armée au travers de ses groupes de combat de la même façon qu'il assumait ses autres tâches à travers ses autres organismes et ramifications. Bien sûr, le rôle dévolu à la guerre de partisans par les bolchéviks était moindre que celui dont nous chargeons la lutte armée dans les conditions actuelles de l'Europe occidentale, (pour les bolchéviks, la lutte armée a un rôle prioritairement utilitaire, et ensuite seulement une qualité politico-idéologique), mais cela, au contraire de déforer l'indication fournie par la position du parti de Lénine, a plutôt tendance à la renforcer. En effet, plus la lutte armée sort de l'espace réduit

de l'utilitaire et du logistique pour acquérir une qualité politico-idéologique, plus se renforce la raison, l'obligation de l'intégrer complètement aux tâches du Parti.

La conception de Lénine dont il vient d'être question était tout entière tournée vers l'insurrection. Il en est de même pour notre second exemple, à savoir l'organisation politico-militaire du K.P.D. dans l'entre deux guerres.

Parmi les organisations composant le "Front rouge", on compte trois organisations spécifiquement militaires: l'Union des Combattants du Front rouge ("Roterfrontkämpfer Verband") qui fournissait des cadres à l'ensemble des formations militaires du Parti, et qui, dissoute en mai 1929, se transforma en Ligue de combat antifasciste ("Antifa"); l'Autoprotection des masses rouges, et les Comités de combat.

L'Union des Combattants du Front rouge comprend une Direction centrale, des Directions régionales et une dizaine de Directions locales. Chaque Direction locale se compose de quatre divisions et de plusieurs "groupes de fabrique" (cellules d'entreprise). La plus petite formation de combat est le "groupe", qui se compose de huit hommes. Quatre groupes forment une section (Abteilung) et trois sections, une Camaraderie (Kameradschaft). Les formations d'Autoprotection des masses rouges sont divisées en groupes de cinq, en section et en Camaraderie, réparties en groupes de maison, de rue et de quartier. Les Comités de combat ont pour mission de recruter et d'instruire des groupes de partisans comprenant de 10 à 200 hommes chargés des besognes particulièrement difficiles (destruction à la dynamite des ponts et des voies ferrées, attentats contre les chefs des formations ennemies, sabotages des gares, des centres télégraphiques et téléphoniques, etc.). Ligue antifasciste, Autoprotection des masses rouges et Comités de combat s'emboîtent les uns dans les autres et forment un réseau serré et occulte qui couvre toute l'Allemagne.

Il est cependant très difficile d'en évaluer les effectifs car, jusqu'à la fin, ces groupements resteront soigneusement camouflés. Seuls quelques chiffres isolés permettent de se faire une idée de leur force. Au moment de son interdiction, l'Union des Combattants du Front rouge comptait (1), d'après Neuberg, 100.000 hommes répartis en 545 groupes, la Ligue Antifa environ 250.000. En septembre 1932, il y avait à Essen 1.290 membres de la Ligue antifasciste et 183 membres de l'Autoprotection; à Duisbourg, 1.622 membres de la Ligue Antifasciste et 1.132 membres de l'Autoprotection. Vers la même

(1) Lénine, Œuvres, Ed. du Progrès 1967, Moscou, tome 10, pages 149 à 166.

(1) Renseignements recueillis auprès de diverses sources communistes: A. Neuberg (Neumann), «Der bewaffnete Aufstand», 1928; Alfred Langer (Hans Kippenberger), «Der Weg zum Sieg»; Ernst Thaelmann, «Richtlinien über des Aufbau der Organisation», Rotfront Verlag, 1929; et diverses circulaires internes au Parti.

époque, 500 échelons de l'Autoprotection étaient constitués à Berlin, 50 à Stuttgart, 260 à Altona, comprenant environ 13.000 membres. En février 1933 on comptait à Hambourg 150 groupes de maisons comprenant 5.500 hommes, dont 2.500 étaient constamment en état d'alerte.

Voilà donc un second exemple historique (qui s'est terminé dramatiquement pour les raisons que l'on sait) où le Parti a intégré les tâches militaires dans ses tâches générales. Certes, dans ce cas particulier, tout l'appareil militaire n'est pas formellement intégré en tant que tel au Parti en tant que tel. Ainsi, l'Union des Combattants du Front rouge figure parmi les organisations de base au même titre que l'Union de la jeunesse communiste. Ainsi, l'Autoprotection des masses rouges figure parmi les organisations du front unitaire au même titre que l'Opposition syndicale révolutionnaire ou le Secours rouge d'Allemagne. Les Comités de combat forment une organisation de choc; ce sont eux qui correspondent le mieux à ce que doivent être les cellules combattantes du "Parti communiste combattant" moderne, à l'inverse de la structure de la Ligue Antifa qui était déterminée par la perspective purement insurrectionnelle.

Sans doute avons-nous été fort longs dans cette évocation de l'expérience du K.P.D., mais cela nous a semblé nécessaire pour souligner combien cet immense dispositif fut édifié sans que se pose le problème de la "militarisation" du Parti, problème dont les camarades de Soria font grand cas, et que nous allons examiner maintenant.

e) Le danger de "militarisation" du Parti selon les camarades de la Commune Karl Marx

On lit dans "Parti et guérilla":

«La conception d'un Parti-guérilla, ou encore la «militarisation totale du Parti, ne correspondent ni à la situation de la lutte des classes de nos pays ni par conséquent aux tâches qui se posent au prolétariat révolutionnaire.

«En premier lieu, parce que l'idée du Parti-guérilla, ou une autre idée semblable, dissimule le projet d'une organisation exclusivement militaire, c'est-à-dire l'armée comme unique forme d'organisation du prolétariat révolutionnaire moderne. Ce qui aurait pour conséquence de concevoir l'encadrement militaire comme seule forme d'encadrement dans la période actuelle, de même que les tâches seraient principalement militaires, les organismes, les fonctions et les rapports seraient militaires et les objectifs, fondamentalement militaires. (...)

«Les communistes doivent toujours veiller à diriger toutes les formes de lutte du prolétariat aussi diversifiées soient-elles, ce qui n'est possible qu'à

«partir de l'organisation de parti.

«En second lieu, - poursuivent plus loin les «camarades de Soria -, l'idée du Parti-guérilla est «erronée parce que le Mouvement Politique de «Résistance a, en plus des tâches militaires, de «multiples autres tâches qui ne peuvent en aucune «manière entrer dans le cadre rigide d'un Parti «militarisé. Les luttes des larges masses des ouvriers et des travailleurs nécessitent la direction «politique du Parti Communiste. Celui-ci donne une «direction à leur ardeur et à leur détermination «révolutionnaire, en synthétisant les expériences des «luttes et en les généralisant. En outre, il forme les «cadres dont aura besoin tout le Mouvement, en «tendant ses filets organiques parmi les différentes «organisations sur la base des principes idéologiques et politiques minimaux. Il diffuse et fait la «propagande de la ligne politique qu'il défend, il «avertit les ouvriers des manœuvres de la bourgeoisie, menant à bien une lutte puissante et résolue «contre l'idéologie bourgeoise; et, dans ce sens, il «démontre sans leur laisser de répit les proclamations, consignes et tactiques de diversion du «révisionisme moderne.

«Ces tâches *indispensables* au mouvement «révolutionnaire des pays capitalistes, ledit Parti-guérilla ne peut les réaliser, bien qu'il se le propose, «puisque elles sortent de sa sphère d'intervention, de «sa capacité politique et de ses possibilités organisationnelles. Rappelons-nous que les formes d'organisation *s'adaptent* toujours aux formes de lutte.» (1)

f) Notre point de vue sur le danger de "militarisation" du Parti

Pour commencer, il faut se pencher sur la question/définition du Parti-guérilla, car c'est contre lui et ses semblables que paraît se diriger ouvertement la critique des militants de Soria.

Si, dans les extraits que nous venons de citer, les camarades espagnols entendent condamner la thèse du "Parti-guérilla" (ou des autres types d'organisation se revendiquant peu ou prou d'une politique de "guerre sociale totale" telle que prétendue par une partie du mouvement révolutionnaire italien, - il y a quelque temps déjà), nous les suivons volontiers dans cette voie.

Dans ce cas précis, en effet, il y a réduction de la totalité de l'activité des communistes à la seule pratique militaire, et réduction d'autant plus nocive et critiquable que cette pratique militaire est menée en fonction d'objectifs prioritairement militaires (alors que, comme nous l'avons vu en abordant la question de la propagande armée, le travail militaire doit, certainement jusqu'à la période insurrectionnelle,

(1) «Parti et guérilla», pages 12-13.

poursuivre des objectifs en premier lieu politico-idéologiques). Dans ce cas donc, nous avons effectivement affaire à une déviation ultra-militariste, au niveau du contenant et du contenu, déviation qui mérite toutes les foudres de la critique... et qui, par ailleurs, a fait faillite sur le terrain il y a quelques années.

Mais cela clarifié, nous refusons l'alternative étroite et restrictive dans laquelle les camarades espagnols semblent vouloir circonscrire le problème de l'organisation des relations entre Parti et lutte armée. A les lire, le problème se résume ainsi: soit Parti-guérilla, soit dispositif bicéphale Parti & organisation de guérilla. Ou encore: soit subordination (quand pas abandon) du politique au militaire, - militarisme -, soit séparation organisationnelle du politique et du militaire.

Cette manière de résumer est trop sommaire; pour nous, l'éventail des possibilités ne s'arrête pas là. Il existe une autre façon d'assurer la subordination du militaire au politique que celle de refouler le travail militaire dans le domaine d'une organisation autonome. En défendant le principe d'un "Parti combattant", nous défendons l'idée de l'insertion du travail militaire (en réalité: politico-militaire, c'est-à-dire militaire au niveau des moyens mais politique au niveau des objectifs) parmi les tâches du Parti tel que le concevait Lénine.

Le fait que nous considérons la lutte armée (à finalité politique) comme forme de lutte centrale pour le mouvement révolutionnaire - et donc pour son Parti -, ne signifie aucunement que nous la considérons comme unique forme de lutte valable. Et nous rejoignons donc les camarades espagnols lorsqu'ils énumèrent les responsabilités que le Parti doit honorer (direction du mouvement de masse, synthèse des expériences, formation des cadres, agit-prop, lutte idéologique, etc.); pour nous aussi ces tâches sont indispensables. Mais nous voulons souligner deux éléments importants.

Premièrement, nous rejetons l'idée qu'il suffit que le Parti intègre la lutte armée parmi toutes ses tâches pour qu'il devienne un parti "militarisé"; le risque existe, c'est indiscutable (et l'expérience du Parti-guérilla italien l'a démontré), mais il n'y a là ni automatisme ni fatalité. Si le seul fait d'intégrer la lutte armée parmi les tâches de Parti suffisait à "militariser" celui-ci, il faudrait en conclure que le P.O.S.D.R., en 1906, devenait un parti "militarisé", au "cadre rigide", inapte à l'accomplissement des tâches comme la direction politique du mouvement de masse, la synthèse des expériences, la formation des cadres, etc. Or, nous savons qu'il n'en fut rien.

Nous reconnaissons que le risque existe bel et bien, et qu'il exige la vigilance la plus grande de la part du Parti. L'estimation de ce risque est d'ailleurs complexe car, d'un côté, la lutte armée joue un rôle beaucoup plus important ici, dans les conditions

actuelles, qu'elle en avait dans la stratégie des communistes de Russie, (ce qui aurait tendance à augmenter le danger de dérive militariste), mais, d'un autre côté, la lutte armée revêt pour nous aujourd'hui une dimension politique et idéologique beaucoup plus importante que dans la Russie de 1906, (ce qui aurait tendance à diminuer les risques de dérive militariste)... Donc, finalement, rien d'insurmontable si on ne relâche pas l'attachement ferme et rigoureux aux principes et enseignements du Marxisme-Léninisme.

Secondement, nous insistons encore une fois sur l'idée que la guérilla (et plus spécifiquement la propagande armée) intervient, directement ou indirectement, dans l'accomplissement des tâches indispensables et non militaires énumérées par les camarades de Soria. C'est essentiellement cette dimension des choses qui, selon nous, plaide de façon définitive en faveur de l'intégration de la lutte armée parmi les tâches du Parti. Nous connaissons le rôle de la lutte armée dans le travail d'agit-prop et dans la lutte idéologique (par le contenu politique des actions de propagande armée, parce qu'elles servent de vecteur au discours révolutionnaire, par le fait que l'exercice de la violence révolutionnaire marque la présence - comme force réelle - de la politique communiste sur le terrain de la lutte des classes, etc.); mais ce rôle s'étend aussi, - bien que de façon moins évidente -, aux autres tâches que se doit d'assumer le Parti.

En général, nous pouvons dire qu'apportant une dimension pratique offensive, directement agissante sur la réalité politique du pays, la lutte armée donne du poids au Parti qui la mène et de la crédibilité à son programme; (en tant que première mise en œuvre ouverte, totalisante, du processus vers la prise du pouvoir, la lutte armée - aussi faible soit-elle - libère dans l'esprit des masses la vitalité du projet révolutionnaire jusque là confiné à tant de déclarations d'intention... sur papier.)

De cette manière, la lutte armée révolutionnaire assied et renforce la position du Parti dans la classe et lui donne une dimension inaccessible par d'autres moyens dans les conditions historiques que nous connaissons; cette assise et cette dimension dues à la pratique de la lutte armée permettent au Parti d'accomplir (mieux) toutes ses tâches, et même celles qui se situent sur le terrain exclusivement politique.

Donc, à notre avis, tant la lutte armée relève directement des tâches du Parti, tant cette position exige l'appoint d'une rigoureuse mise en garde contre le risque bien réel de déviation militariste. Mais, prétendre résoudre d'office cette question par la séparation du Parti et de la guérilla (au niveau organisationnel, mais, en conséquence, aussi dans l'esprit des masses) est une grave erreur dans la mesure où cela réduit fortement la capacité du Parti

de valoriser, aux niveaux politique, idéologique, organisationnel, etc., la lutte de guérilla. Sans oublier que, en finalité, de surcroît seul le Parti est à même de mener à bien cette valorisation... La séparation de la lutte de guérilla et du Parti, au nom du risque de "militarisation", cela revient à l'amputation d'un membre sain, objectivement vital, sous le prétexte d'un risque d'accident à son encontre. Coupons-nous le bras afin d'être assurés qu'on ne nous arrache pas la main.

Nous serions incomplets si nous n'abordions pas brièvement, pour conclure à son propos, le problème par son revers. C'est qu'il nous semble qu'une organisation de guérilla autonome, possédant sa propre identité militaire, est tout compte fait un terrain bien plus propice à l'émergence d'une dérive militariste qu'un réseau de groupes de combat organiquement subordonnés aux instances politiques du Parti. La séparation du travail militaire et du Parti n'est pas une solution contre le danger militariste. Certes, elle place dans un premier temps (mais avec les conséquences néfastes plus larges que nous avons évoquées) le Parti à l'abri de ce danger, mais dans un second, elle y expose de façon bien plus grande tout le mouvement révolutionnaire. Pour notre part, nous affirmons que plus réduite est la marge d'autonomie des forces combattantes, plus réduit est le danger de voir apparaître une surévaluation du travail militaire par rapport au travail politique. Donc, à notre avis, de ce point de vue particulier également, la thèse d'un Parti allant de pair avec une organisation autonome de guérilla cède le pas à la thèse du "Parti combattant".

g. Notre opinion sur le risque de criminalisation du Parti

On objecte le plus souvent à la thèse du "Parti combattant" que le caractère armé - nécessairement illégal - d'une partie de son appareil ne peut qu'entraîner une criminalisation immédiate de l'ensemble du Parti. Par-là, un militant œuvrant dans le cadre d'un Parti communiste ne pratiquant pas la lutte armée serait moins exposé qu'un autre militant œuvrant dans le cadre d'un Parti communiste pratiquant la lutte armée, (l'exemple n'ayant bien sûr d'intérêt qu'à partir du moment où il est convenu que le second militant cité n'assume qu'une activité non armée au sein du Parti).

L'argument développé à ce propos est le suivant: contre le militant œuvrant dans le cadre d'un Parti combattant, et même si son activité se limite aux tâches politiques, la bourgeoisie peut immédiatement et systématiquement déployer tout son arsenal juridico-répressif contre-révolutionnaire. Du seul fait de son appartenance - quelle qu'elle soit - au Parti combattant, tout militant peut se retrouver inculpé de participation à "bande armée", "organisation ter-

roriste", "association de malfaiteurs", etc., selon les formules scélérates des divers jargons judiciaires ayant cours dans les démocraties bourgeoises de l'Europe occidentale.

Il s'agit donc ici d'un problème "pratique", tactique, que l'on peut récapituler par cette formule: la séparation organisationnelle de la guérilla et du Parti postpose, dans certaines conditions, la criminalisation du Parti par l'appareil répressif bourgeois. L'objection s'appuyant sur ce fait a donc son poids, et elle mérite d'être examinée attentivement.

Dans la formule que nous avons employée, un mot est important: "postposer". En effet, tant la théorie marxiste (qui nous enseigne par la voix de Liebknecht «[qu'] à dater du moment où le prolétariat «commence à agir en tant que classe indépendante, «se séparant de la bourgeoisie et hostile à elle «comme l'exigent ses intérêts, la bourgeoisie cesse d'être démocrate») que l'expérience historique (jusqu'à celle toute récente de l'Espagne, l'Italie, la Turquie, ou la République Fédérale) nous indiquent clairement que les conditions de lutte qui permettent une activité d'agit-prop "révolutionnaire publique et légale ne peuvent qu'être conjoncturelles. Au développement du processus révolutionnaire correspond incontestablement une radicalisation de la répression réactionnaire.

Autrement dit, tôt ou tard - mais inexorablement - le mouvement révolutionnaire se retrouve dans une situation où même la plus simple activité de propagande pacifique (voire une activité syndicale élémentaire: grève, manifestation revendicative, etc.) est féroce réprimée. Dans l'exacte compréhension de ce rapport, le respect de l'impératif stratégique qui veut que l'on anticipe toujours les mouvements de l'ennemi (respect dont dépend non seulement le succès mais avant tout l'autodéfense du mouvement révolutionnaire) impose une règle: nous devons dès l'abord structurer nos forces non pas dans une configuration adaptée au degré passé ou éphémère de la répression (degré criminalisant la lutte armée mais tolérant/espionnant la lutte politique publique), mais bien dans une configuration adaptée au prochain degré à venir de la répression (degré criminalisant toute l'activité communiste révolutionnaire, quelle qu'en soit la forme).

En reprenant l'exemple concret par lequel nous avons ouvert ce chapitre, nous pouvons donc préciser maintenant que la différence de situation entre un camarade œuvrant au sein d'un Parti indépendant de l'organisation de guérilla, et un autre camarade œuvrant à la même place au sein d'un "Parti combattant" est donc provisoire. Face à la répression, le premier jouit d'un éphémère sursis et le second non. L'objection de la criminalisation du Parti doit ainsi être relativisée: elle ne concerne que les toutes premières phases du processus révolutionnaire, lorsque la bourgeoisie (qui a fait sienne la

maxime de Montesquieu: «La crainte est un ressort «qu'il faut ménager; il ne faut jamais faire de loi «sévère lorsqu'une plus douce suffit») pense pouvoir encore récupérer ou liquider celui-ci de façon sélective et sans déroger ouvertement à son très confortable assommoir démocratique (1).

En effet, dès le moment où la lutte de classe s'intensifie, se radicalise, dès le moment où le régime bourgeois se voit contraint de jeter bas son masque démocratique et d'user de tous les moyens - jusqu'aux plus extrêmes - pour combattre le mouvement révolutionnaire, la séparation organisationnelle entre la guérilla et le Parti ne suffit en aucune façon à mettre les militants et l'activité politique du Parti à l'abri de la fureur contre-révolutionnaire.

Les exemples ne manquent pas pour rappeler combien de fois le mouvement communiste international a déjà dû affronter des états de siège, des dictatures militaro-fascistes, etc., des situations dans lesquelles jusqu'aux plus timides sympathisants repérés des communistes sont massacrés, où la plus infime velléité syndicale est passible de la cour martiale.

C'est tout le problème de la dialectique révolution/contre-révolution. Marx écrivait, - la formule est célèbre:

«Le progrès révolutionnaire se fait par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par «la création d'un ennemi qui amènera le parti de «l'insurrection à atteindre par la lutte la maturité qui «fera de lui le véritable parti révolutionnaire».

C'est bien de cela qu'il s'agit ici. La symbiose des tâches militaires et des tâches politiques sous le seul drapeau du Parti recèle plusieurs avantages stratégiques capitaux pour la lutte révolutionnaire, et quelques inconvénients tactiques - dont une répression plus farouche aux tout premiers stades de la confrontation.

Il nous semble donc particulièrement erroné de défendre la séparation organisationnelle du politique et du militaire sous le prétexte que cette séparation permet au Parti, durant une brève période, de retarder quelque peu l'échéance de l'attaque ennemie ouverte. Dans la mesure où cette séparation déforce plus qu'autre chose le processus et les forces révolutionnaires, nous pensons qu'elle relève à ce niveau d'un mauvais calcul, du type de ceux qui font le lit de l'opportunisme.

Il faut donc appliquer une juste mesure, une approche correcte de la question, sans concession à l'aventurisme (exposer les forces révolutionnaires à un affrontement auquel elles ne sont pas préparées) ni à l'opportunisme (éviter les dangers de l'affrontement en sacrifiant ce qui est nécessaire au progrès révolutionnaire... et qui mène à l'affrontement).

Nous devons fermement garder à l'esprit le principe de notre lutte: nous cherchons l'affrontement avec la contre-révolution, pour nous y aguerrir et renforcer, pour finalement en sortir victorieux. Et dans cette perspective, la criminalisation du Parti - réponse inévitable de l'ennemi à sa maturité - ne peut en aucune façon être considérée comme un obstacle véritable, au contraire! Ce qui nous amène à poser la question de la clandestinité.

h. De la clandestinité

Nous lisons dans «Parti et guérilla»:

«(...) cette accumulation [de forces révolutionnaires] pour être réelle, ne peut se faire que dans la «clandestinité et en s'appuyant sur la situation «favorable que crée la lutte armée. Dans les «conditions actuelles, alors que les formes légales et «semi-légales de lutte ont cessé d'être déterminantes «pour le développement du mouvement révolutionnaire, le principe léniniste selon lequel on doit «utiliser la légalité, la semi-légalité, la semi-clandestinité pour favoriser le renforcement et le développement de l'appareil clandestin du Parti, de «l'organisation des révolutionnaires professionnels, «reste valable.» (1)

Nous partageons cette analyse: le centre de gravité du mouvement révolutionnaire, donc la place du Parti, se situe dans la clandestinité. Notre organisation a précisé sa conception à ce sujet en parlant de «clandestinité de masse au sein des masses»: «il s'agit de la clandestinisation de l'activité «révolutionnaire et non des militants révolutionnaires. «Les militants doivent rester au sein du monde du «travail, de l'univers social du prolétariat, mais «doivent couvrir - avec anticipation - leurs activités «militantes au sein de l'Organisation d'une discrétion «imposée par le degré de répression que la bourgeoisie engage contre le degré de développement révolutionnaire.» (2)

C'est en appliquant ce principe chaque fois que possible, que le mouvement communiste international a pu triompher de vagues de répression féroces; ainsi, par exemple, dans notre pays aux pires heures de l'occupation nazie, le nombre de partisans clandestins «complets» (vivant sous une fausse identité, etc.), bien qu'important dans l'absolu, était relativement faible par rapport à l'ensemble des effectifs du Parti.

Nous sommes donc d'accord avec les camarades de Soria pour dire que le Parti doit être clandestin, qu'il doit mener toute son activité - et même l'agit-prop - depuis la clandestinité, que ses

(1) «Parti et guérilla», page 12.

(2) Cellules Communistes Combattantes: «A propos de la lutte armée», Edition Textes de lutte, pt. 10, pages 110 et 111.

(1) Voir note H, page 55.

membres et structures doivent rester inconnus de l'ennemi (protégés par le cloisonnement et le secret), etc. Cependant, nous sommes également d'accord avec la règle selon laquelle il ne faut négliger aucune forme de lutte possible, mais au contraire exploiter et combiner l'entière diversité des méthodes à notre disposition. Cela impose alors de définir les rapports entre le Parti clandestin et les formes d'agit-prop légales, ouvertement publiques, qui restent accessibles (plus ou moins, selon les législations particulières des Etats) aujourd'hui en Europe de l'Ouest. Nous nous pencherons sur cette question au chapitre suivant.

Mais pour l'instant, revenons-en au sujet précis du rapport entre Parti (clandestin) et lutte armée. Nous avons vu que l'un des arguments avancés par les militants de Soria contre l'intégration de la lutte armée parmi les tâches du Parti, tient en ce que cette intégration empêcherait le Parti d'assumer toutes ses autres tâches en raison de sa "militarisation".

Cette objection nous paraîtrait plus appropriée si elle s'appuyait sur l'idée d'un Parti non clandestin. En effet, dans ce cas on peut dire qu'il existe une grande différence structurelle entre un Parti légal (particulièrement avantage pour mener un travail ouvert d'agit-prop, un travail syndical, un travail d'organisation de masse, etc.) et un "Parti combattant" qui, justement en raison de sa pratique armée, ne peut qu'être clandestin, avec les difficultés (surmontables mais bien réelles) que ce caractère suppose pour le travail ouvert d'agit-prop, pour le travail syndical, pour le travail d'organisation de masse, etc.

Mais les camarades espagnols défendent eux aussi, avec raison et en vrais communistes, la nécessité du Parti clandestin. Et leur juste position à ce propos est la meilleure réfutation de la critique selon laquelle l'intégration de la lutte armée parmi les tâches du Parti déforçerait sa capacité à exploiter l'ensemble des axes et méthodes de lutte pratiques.

Parce que, au bout du compte, la lutte armée n'impose pas d'autres contingences organisationnelles/structurelles au Parti que celles de la clandestinité: cloisonnement et secret. La seule différence entre un Parti clandestin non combattant et un Parti clandestin combattant réside dans le fait que, pour ce dernier, une infraction aux règles de sécurité se paye immédiatement.

Répétons-le, dès le moment où l'on admet le caractère clandestin du Parti, l'intégration de la lutte armée parmi l'éventail de ses tâches n'entraîne aucun problème organisationnel/structurel nouveau, spécifique. La question générale qui se pose à cet égard est celle du rapport entre Parti clandestin et capacité d'exploitation des formes ouvertes d'agit-prop.

J. Illégalité et légalité

Un Parti clandestin, même "combattant", peut et doit mener des interventions ouvertes d'agit-prop, tout en respectant les règles de sécurité. On peut penser, par exemple, à des distributions de tracts, des collages d'affiches, des prises de parole lors de concentrations prolétariennes, etc., bien entendu inopinés et même protégés militairement. Ce genre d'interventions reste très précieux malgré, ou plutôt en complément de l'importance nouvelle de la propoagande armée, pour le mouvement révolutionnaire.

Mais il est indéniable qu'à partir du moment où le Parti, c'est-à-dire toute son activité et tous ses militants, est d'office criminalisé, le poids des mesures de sécurité réduit les possibilités d'exploitation du travail ouvert d'agit-prop.

Cette restriction forcée dès l'abord plaide donc contre la thèse du "Parti combattant", car s'il est inévitable que tout Parti communiste digne de son nom soit tôt ou tard criminalisé (en raison des bienfaits de son travail dans la lutte des classes, du progrès révolutionnaire qu'il orchestre, etc.), le Parti communiste fondé "combattant" présente l'inconvénient d'être criminalisé dès sa constitution.

Récapitulons les données de ce problème tactique. Soit le Parti intègre la lutte armée parmi ses formes de lutte et, de fait, le travail ouvert d'agit-prop lui est, sinon interdit, du moins très limité par les contingences propres à la sécurité. Soit le Parti renonce à l'intégration de la lutte armée parmi ses propres formes de lutte et, de fait, pendant une période donnée (tant que l'affrontement révolution/contre-révolution ne dépasse pas le seuil au-delà duquel la bourgeoisie renonce aux méthodes démocratiques de sa domination au profit des méthodes les plus brutales, massacres, tortures, disparitions, etc.), le Parti peut mener un travail ouvert d'agit-prop.

Comment aborder ce dilemme? Selon nous, de toute manière, en donnant la priorité à l'intérêt politique et stratégique - même s'il est astreignant - et non à l'avantage tactique, quelle qu'en soit la taille. Notre point de vue est donc que ce dilemme n'existe pas fondamentalement. Mais comme il apparaît dans les faits, pour être complets nous voulons dire quelques mots de la solution pratique à laquelle nous nous rallions.

Les militants de Soria avancent le triptyque suivant: Parti non combattant et latitude d'exploitation de l'agit-prop ouverte, plus organisation de la guérilla.

Nous, nous en proposons un autre qui nous semble plus pertinent: Parti combattant et exploitation restreinte de l'agit-prop ouverte, plus direction politique informelle de groupes d'agit-prop ouverte, de structures "spontanées" répandant et défendant au sein des masses les thèses du Parti tout en étant

indépendant de lui au niveau organisationnel (1).

Nous savons que cette solution n'est pas idéale. Dans l'absolu, il vaudrait beaucoup mieux que tout le travail d'agit-prop soit mené directement et exclusivement sous l'égide du Parti. Mais les conditions générales obligent à des choix, et celui-là nous semble constituer la meilleure combinaison possible entre les exigences de pratiques et de direction de l'ensemble des formes de lutte révolutionnaire. Nous nous retrouvons d'ailleurs confortés dans cette opinion par une appréciation que nous empruntons encore au passage dernièrement cité de «Parti et guérilla»: «Dans les conditions actuelles, les formes «de lutte légales et semi-légales ont cessé d'être déterminantes». Alors, puisque choix il doit y avoir, le Parti n'est-il pas tenu de renforcer sa présence dans le cadre des formes centrales de la lutte et de la déformer dans celui des formes «non déterminantes»? Poser la question, c'est y répondre, et voilà pourquoi notre organisation préconise depuis longtemps le développement et la structuration auto-disciplinée, en marge du Parti, de groupes ouverts d'agit-prop; groupes dont l'existence naturelle est objectivement liée à la vitalité de la lutte du Parti et à la praticabilité des libertés démocratiques bourgeoises (2).

k. De l'expérience et de l'aguerrissement

Il existe encore un petit élément qui, selon nous, mérite d'être cité lorsqu'on examine précisément les questions soulevées par la criminalisation du «Parti combattant». Cet élément est une illustration, au niveau tactique, de la thèse de Marx que nous avons déjà évoquée: la maturation du Parti révolutionnaire se réalise dans la confrontation avec la contre-révolution.

Cet élément tactique, c'est le fait que la clandestinité d'un Parti fondé «combattant» ne pourra qu'être plus rapidement aguerrie, plus rigoureuse et plus solide que celle d'un Parti non criminalisé... et tendanciellement plus vulnérable à l'espionnage et aux infiltrations de l'ennemi. En effet, face à un «Parti combattant», l'ennemi se comporte de la même manière que face à une organisation de guérilla à proprement parler: l'impératif, c'est le démantèlement à court terme.

Il en résulte que la politique répressive a pour premier objectif d'anéantir les structures repérées (et que l'espionnage et l'infiltration sont menés dans cette perspective). La politique répressive est autre face à un Parti dont l'activité est encore «tolérée» par la bourgeoisie: l'ennemi se limite, dans les premiers moments du processus révolutionnaire, - c'est-à-dire lorsqu'il espère toujours faire l'économie d'un conflit ouvert et reconnu comme tel -, à encercler et

espionner le Parti. Le danger est alors très clair: dès l'instant où la lutte des classes se radicalise, dès l'instant où le Parti Communiste est criminalisé (qu'il soit combattant ou non), un grand nombre de structures seront détruites, voire le Parti démantelé, malgré la clandestinité et les règles de sécurité car, à ce moment-là, l'ennemi remontera d'un coup ses filets, après des années d'espionnage et d'infiltration silencieuse.

Il ne suffit pas de dire que les règles de sécurité (cloisonnement, secret, etc.) étant depuis longtemps théorisées, la solidité de la clandestinité d'un Parti non criminalisé peut être égale à celle d'un «Parti combattant». Cela, ce serait nier l'objectivité de l'expérience dans la lutte. Mais, sans même parler du facteur subjectif qui fait que les règles astreignantes de la sécurité ne peuvent qu'être moins respectées quand elles ne répondent pas à une menace directe, on peut dire d'autre part que la clandestinité d'un Parti «criminalisé» n'est pas comparable à celle d'un Parti qui ne l'est pas.

Face à un «Parti combattant», l'ennemi est généralement forcé d'user plus vite des renseignements qu'il récolte, et cela permet au Parti de se faire une idée plus exacte de la «ligne de front» de la clandestinité.

Les erreurs se payent cash, mais elles sont plus rapidement révélées et, par là, on peut donc adopter les mesures en conséquence. Dans le cas du Parti «toléré» par la bourgeoisie, les erreurs du Parti et l'espionnage/infiltration de l'ennemi peuvent provoquer à terme des dégâts bien plus importants, parce qu'ils restent sans conséquence perceptible durant toute la période de leur accumulation, et ne se révèlent qu'à l'occasion d'un coup de force qui vise à la liquidation totale, - c'est-à-dire trop tard pour que le Parti puisse y répondre par des mesures organisationnelles.

Bien sûr, cette analyse n'a pas valeur d'absolu. L'ennemi peut très bien, par exemple, installer une ou même des taupes à long terme dans un Parti de type «combattant» (et même jusque dans les structures combattantes de ce Parti), ou patienter avant d'exploiter un renseignement pour en tirer des résultats plus importants, etc., mais, bien que relative, cette nuance n'est pas contestable: en règle générale, face au «Parti combattant», l'ennemi sera tenté/forcé d'abattre plus vite ses cartes.

Que l'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas là au vrai sens du terme d'un argument positif pour la thèse du «Parti combattant», nous ne sous-entendons pas qu'il faut rechercher ou provoquer la criminalisation du Parti pour le mettre d'office à l'école de la lutte; (de la même façon que nous ne nierons pas qu'en finalité, la sécurité du Parti relève de sa fermeté politico-idéologique). Mais l'élément tactique dont il est question dans ce chapitre ôte simplement beaucoup de portée à une des seules

(1) Voir note J, page 55.

(2) Voir note K, page 55.

objections fondées dirigées contre la thèse du "Parti combattant", à savoir qu'elle implique dès l'abord la criminalisation du Parti.

Selon nous, cette implication (que nous reconnaissons, mais que nous disons n'être propre au "Parti combattant" que pendant les toutes premières phases du processus révolutionnaire) n'a jamais constitué qu'un problème d'ordre tactique, secondaire, pour les forces communistes. Et comme il est plutôt difficile d'éviter la criminalisation corrolaire à l'activité révolutionnaire, il n'y a d'autre chemin que s'inscrire à l'école du combat, - et d'en sortir victorieux!

4. En guise de brève conclusion provisoire

Jetant un regard sur notre travail achevé, nous sommes surpris par sa dimension. Et d'autant plus que nous n'avons eu que la prétention d'aborder une question particulière, très importante certes, mais rien qu'une parmi toutes celles d'ordre théorico-stratégique. C'est ce que nous souhaitons voir bien compris: nous n'avons fait part dans ces pages que d'une divergence avec les militants de la Commune Karl Marx, et dans le cadre d'une question bien précise. Que personne n'en tire de conclusion hâtive ou déplacée.

Cela voudrait-il dire que, vis-à-vis de quelqu'autre question politique, nous soyons nécessairement en accord complet avec ces camarades? Non plus. D'autres désaccords plus ou moins grands existent bel et bien entre eux et nous à propos de questions plus ou moins importantes, (nous avons déjà cité celle de la démocratie bourgeoise et du fascisme, nous pouvons aussi signaler celles du processus de restauration bourgeoise en U.R.S.S. et en Chine, de la lutte communiste dans les pays périphériques - cf. l'Iran - etc.), mais, encore une fois, ces divergences de points de vue n'ont pas à être prises pour autre chose que ce qu'elles sont.

Il est inévitable que surgissent des analyses diverses, même entre forces politiques se revendiquant des mêmes principes théoriques généraux, des mêmes méthodes d'enquête et de réflexion, des mêmes objectifs à court, moyen et long termes. Cela ne pose pas problème; au contraire, d'une certaine façon cela révèle l'authenticité des démarches respectives. Mais, ensuite, il est de notre devoir d'aborder de front ces divergences, parce que finalement elles doivent être résolues. Correctement résolues pour l'avantage de l'objectif commun: le succès de la lutte communiste, partout. On peut alors dire que notre initiative de mettre "publiquement" le doigt sur une divergence avec les camarades espagnols témoigne plus de la recherche d'unité dans le progrès entre forces révolutionnaires - et d'une confiance dans la réalisation de ceux-là - que d'une démarcation ou d'un repli sur nous-mêmes. Nous savons aussi que toutes les divergences d'analyse ne peuvent pas se résoudre à travers le seul instrument du débat théorique. L'expérience reste toujours un élément constitutif essentiel de notre réflexion, et souvent est-ce la lutte elle-même qui achève le débat: ses conclusions objectives sont la vérité!

Enfin, aujourd'hui, ou plutôt: depuis quelques années, nous voyons que s'est amorcée une dynamique d'échange et de confrontation théorico-politique parmi les pôles marxistes-léninistes et, plus largement, au sein des forces révolutionnaires dans les métropoles occidentales. Notre intervention se veut une contribution concrète au succès de ce mouvement, un appel à son développement et sa qualification. C'est ainsi que, plus souvent à l'avenir, le verdict du combat sera favorable à notre cause commune.

**Didier Chevolet, Bertrand Sassoye,
Pierre Carette, Pascale Vandegeerde,
militants et militante des Cellules
Communistes Combattantes
mai 1990**

Notes

A. A ce propos, nous devons d'emblée apporter une précision. Dans notre propre discussion collective à l'occasion de ce travail, nous avons été amenés à débattre de la formule "guerre populaire prolongée" et de sa pertinence à traduire le contenu du processus stratégique révolutionnaire dans les métropoles impérialistes. Nous avons conclu notre réflexion en décidant, pour notre part, d'user à l'avenir de l'expression "guerre révolutionnaire prolongée" qui nous semble plus fidèle au concept stratégique que nous défendons. Pourquoi?

Si on entend par "populaire" non pas une simple identité de classe mais le fait que les masses se manifestent en tant que telles sur le terrain militaire du processus révolutionnaire, il devient difficile de faire avoisiner "populaire" et "prolongée". Dans les conditions propres aux métropoles, l'expérience a confirmé la théorie: l'engagement des larges masses populaires sur le terrain militaire n'est possible que durant une période limitée; en fait, tout simplement, au cours de la période insurrectionnelle. L'engagement de longue durée des masses popu-

lares sur le terrain révolutionnaire peut se concevoir ici dans la perspective de la défense d'acquis révolutionnaires, de l'édification socialiste, ou encore de la révolution culturelle; mais pas dans la perspective d'un affrontement militaire ouvert avec les forces armées de la bourgeoisie.

La lutte armée pour le communisme peut et doit mobiliser les secteurs avancés du prolétariat, afin à la fois qu'elle réalise sa légitimité historique et à la fois qu'ils lui assurent un caractère continu en progrès constant. Mais il serait illusoire d'imaginer pouvoir mobiliser les larges masses populaires, en tant que telles, sur le terrain militaire et pour une longue période, dans les conditions propres à nos pays. Même lorsqu'on envisage la période précise de la guerre civile postérieure à la lutte insurrectionnelle, (ainsi, par exemple, celle qui dura jusqu'au début des années 20 en U.R.S.S.), on constate que cette mobilisation, (dans les gardes rouges notamment), a fini par faire place à l'Armée Rouge. Or, si l'Armée Rouge est l'armée du peuple, si elle est issue de lui et soutenue par lui, si elle en tire toute sa force et sa raison, elle **n'est pas** le peuple mais seulement l'instrument qu'il se donne pour régler la question militaire.

Le peuple peut **soutenir** indéfiniment une guerre révolutionnaire, lui reconnaître une légitimité, la considérer comme servant ses intérêts, et par là, contribuer objectivement à son développement. C'est une chose. Le peuple peut aussi **faire** la guerre, - autrement dit, les masses peuvent "descendre dans la rue", s'armer comme elles peuvent, et s'attaquer aux forces du régime à tout instant et par tous les moyens -, en la situant comme question principale de l'heure. Et cela, c'est une autre chose.

Voilà pourquoi, plutôt que de parler de "guerre populaire prolongée" (ainsi qu'il est coutume de le faire au sein du mouvement révolutionnaire européen, et comme nous avons naturellement coutume de le faire nous-mêmes), nous pensons maintenant qu'il est plus exact, quand il est question du long processus politico-militaire qui mène précisément le mouvement révolutionnaire au seuil de l'insurrection, (à l'entrée en masse du peuple sur le terrain politico-militaire), de parler de "guerre révolutionnaire prolongée". Celle-ci, expression des communistes et des secteurs les plus avancés du prolétariat (à commencer par l'avant-garde de la classe ouvrière), doit plonger ses racines dans tous les secteurs populaires, afin d'en gagner le soutien et le ralliement croissant; mais cela n'en fait pas pour autant une guerre "du peuple" au sens strict.

B. Il est possible de visualiser la différence entre la conception idéaliste-subjectiviste et celle matérialiste historique de la stratégie révolutionnaire de cette manière.

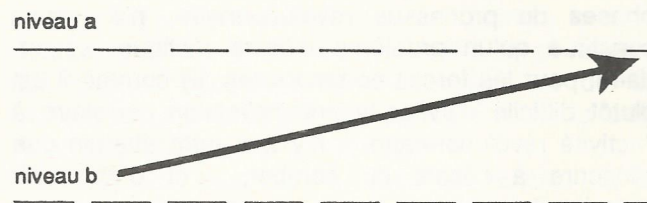
Le niveau "a" représente le niveau de développement et de maturité que doivent atteindre les forces révolutionnaires pour prendre le pouvoir. Le niveau "b" représente le niveau de non-développement et d'immaturité initiale de ces mêmes forces.

Précisons que si, dans les deux schémas, nous avons symbolisé le progrès des forces révolutionnaires par une ligne régulière, dans la réalité celui-là connaît un tracé bien plus accidenté du fait des aléas de la lutte des classes.

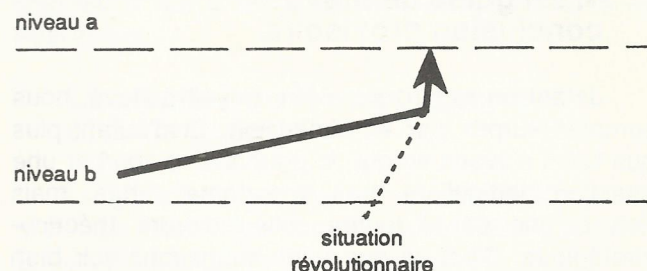
(Dans le souci d'être complet, précisons encore une chose. Quand, dans le schéma "b", nous fixons "*au hasard de la nécessité*" l'échéance de la situation révolutionnaire, nous ne nions pas que l'endroit de celle-ci

est aussi influencé par le facteur subjectif (l'action des communistes). Mais nous insistons très fort: celle influence n'est **jamais** prépondérante).

conception idéaliste-subjectiviste



conception matérialiste historique



Comment comprendre les deux schémas?

Selon la première conception (idéaliste-subjectiviste), les forces révolutionnaires se développent à travers un lent processus de guerre révolutionnaire prolongée, elles s'accumulent et se qualifient jusqu'au niveau supérieur à partir de leur propre détermination et vitalité.

Pour la seconde conception, (matérialiste historique), l'objectif premier est la rencontre au plus haut niveau avec la situation révolutionnaire. A partir de cette rencontre, (et de sa qualité) seulement peut se catalyser un mouvement à même d'accéder au niveau supérieur.

De là découle la juste interrogation stratégique: comment faire pour se présenter à cette rencontre (dans une certaine mesure imprévisible) avec les forces les plus développées et mûres, les plus adéquates à se saisir de la potentialité historique offerte?

C. On n'insistera jamais assez sur la formidable explosion des effectifs du Parti bolchevik à la faveur de la crise révolutionnaire de 1917. En très peu de temps, (et à une époque où le parti n'avait rien à offrir aux carriéristes et aux opportunistes), il passa de 82.000 à 240.000 militants! Sans la crise révolutionnaire (provoquée notamment par la guerre impérialiste, la crise de l'autocratie, la misère et la disette, etc.), le Parti aurait mis des années, voire des décennies d'un développement progressif pour en arriver à ce résultat; (en imaginant encore que l'histoire s'accomode de pareille projection statistique!).

D. Il y a là une confusion possible. Il ne nous vient pas à l'esprit de réserver le terme "d'insurrection" au seul fruit de la combinaison des caractères objectifs et subjectifs de la "situation révolutionnaire" décrite par Lénine; mais alors il faut d'autant plus insister sur la différence existant entre cette forme d'insurrection et une insurrection qui est en fait la forme de l'ultime phase - la prise du

pouvoir d'Etat - de la guerre populaire prolongée intégrant un affrontement territorial. L'offensive générale du F.M.L.N. en novembre dernier, au Salvador, correspond malgré son échec relatif à ce dernier type "d'insurrection".

E. Pour mémoire: 4000 arrestations - dont celles de tous les membres du Comité Central - le 28 février 1933 à l'aube, suivies d'autres en masse les 2 et 3 mars, d'innombrables perquisitions dans les quartiers ouvriers quadrillés militairement, de l'occupation de tous les locaux et de l'interdiction de toute la presse communiste, etc.

F. Afin d'éviter toute confusion, signalons une fois de plus que cette phrase ne sous-entend pas, par extension, que la lutte armée ne peut être engagée que postérieurement à la fondation du Parti. Au regard de la réalité objective de pays qui comme le nôtre, sont dépourvus de toute tradition et représentation révolutionnaire depuis un demi-siècle, il va de soi que la reprise de l'initiative communiste combattante est un élément constitutif incontournable dans le processus de construction du Parti. Mais cela n'est pas le sujet traité dans ce document.

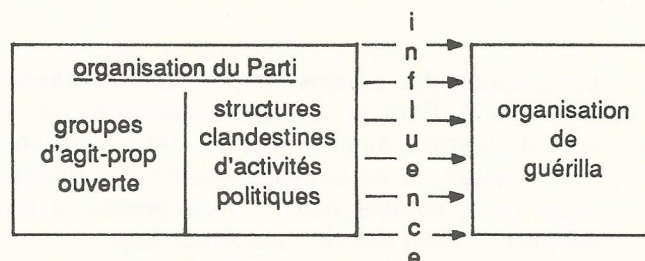
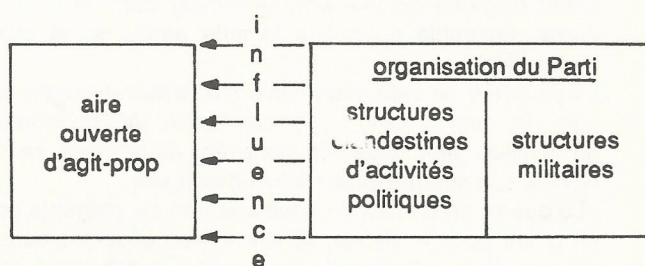
G. Certes, en tant que telle, la guérilla n'incarne pas la lutte pour le communisme. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le mouvement révolutionnaire européen pour s'en rendre compte: on y découvre aussi des orientations "anti-impérialistes", anarchistes, nationalistes, radicales-réformistes, et tutti quanti. En fait, la guérilla incarne la politique prolétarienne dans la mesure où elle est objectivement fonction stratégique de cette politique, et quand elle s'assume et se fait reconnaître comme telle. C'est d'ailleurs ainsi que le comprennent les camarades de Soria, puisqu'ils écrivent: «Bien entendu, nous nous référons à la guérilla urbaine qui a pour objectif stratégique la révolution socialiste, qui s'appuie sur la classe la plus nombreuse et la plus révolutionnaire de notre société, le prolétariat, et qui se rallie à ses traditions révolutionnaires, aux expériences du mouvement communiste international et aux principes du Marxisme-Léninisme.» (Parti et guérilla, page 9).

H. Il est important de souligner qu'à cet endroit surgit une autre divergence entre les camarades des P.C.E.(r) & G.R.A.P.O. et nous. Cette divergence porte sur la définition et l'analyse du phénomène fasciste, de même que sur celles de la démocratie bourgeoise. Selon nous, le fait qu'un système de classe induit par essence la dictature de la classe dominante sur la classe dominée (dans le capitalisme, la bourgeoisie détient tous les pouvoirs et n'entend en rien les céder), n'empêche pas que ce rapport dictatorial adopte historiquement des formes diverses. Et dans les métropoles occidentales, le pouvoir de la bourgeoisie s'exprime actuellement, globalement, à travers des régimes démocratiques (bourgeois) passant par le parlementarisme, l'Etat de droit, les libertés formelles (association, expression, ...), etc. Contester cette réalité équivaut simplement à réduire l'analyse politique à un schéma dogmatique, à l'extrême: a-historique; certes, les régimes bourgeois sont l'antithèse de la véritable démocratie, - la démocratie prolétarienne -, certes la démocratie bourgeoise connaît une évolution historique qui la voit passer de progressiste il y a un ou deux siècles à toujours

plus franchement réactionnaire aujourd'hui, mais cela dit, la démocratie bourgeoise est un régime politique proprement caractérisé qui ne peut être confondu avec le fascisme.

A partir de là, à notre avis, l'Etat espagnol est aujourd'hui dans sa généralité un Etat démocratique bourgeois, (même si des facteurs particuliers viennent compliquer l'analyse, comme, par exemple, le fait que cet Etat ait hérité tel quel de l'appareil répressif fasciste du franquisme, et qu'il en use sans véritable volonté de réforme). Pour les camarades de Soria, le régime en place actuellement dans leur pays est «un régime politique aux caractéristiques fascistes» ("Parti et guérilla", page 11), et plus généralement, «les démocraties européennes actuelles [sont de] véritables dictatures fascistes», (page 8).

J. Il est possible de visualiser les deux positions de cette manière:



Le concept "d'influence" peut recouvrir des réalités très variées, allant de la simple et générale influence politique (des personnes reconnaissent d'elles-mêmes la justesse de la ligne du Parti et décident, sans en être militantes, de s'y conformer, de la véhiculer, etc.) jusqu'au noyautage le plus serré.

K. Cf «A propos de la lutte armée», (op cit.), qui définit les rapports entre ces structures et l'avant-garde organisée: «Ces deux luttes sont liées politiquement en ce qu'elles visent à la révolution socialiste, elles doivent être à l'écoute l'une de l'autre, elles se nourrissent et se renforcent mutuellement. Ce lien politique doit être d'autant plus étroit qu'il est le seul qui peut lier l'espace d'agitation légal et la guérilla révolutionnaire. Un lien organisationnel ouvert entre la légalité et l'illégalité est hors de propos... ce que tout le monde comprend sans peine.» (pt 34, page 116).

La guerre de partisans

Lénine (septembre 1906)

Le choix de ce célèbre texte de Lénine comme "classique" nous a paru évident en raison des questions débattues dans ce numéro entre les militants espagnols, belges et italiens. Nous pensons que ceux-ci ont indiscutablement réussi à apporter bon nombre de données politiques qui permettent de relire le document du grand dirigeant bolchévique sans tomber dans le piège réducteur qui consiste à n'y chercher qu'une sentence divine, favorable ou non à la lutte armée ici et aujourd'hui, selon qu'on en extrait l'une ou l'autre phrase particulière.

La pauvreté de cette alternative n'a jamais témoigné que de l'indigence politique de chacune de ses branches: bien sûr, celle, traditionnelle, archi-usée, des révisionnistes et des opportunistes qui falsifient Lénine pour tenter de justifier leur désertion achevée, mais aussi, reconnaissons-le, celle du volontarisme subjectiviste qui ne repose que sur quelques clichés héroïques.

«La guerre de partisans» n'est pas une clé magique pour notre époque. Comme toute œuvre marxiste, elle était un guide pour la sienne, et elle est un enseignement juste pour la nôtre. Et c'est seulement à la lumière des progrès de la réflexion du mouvement communiste ces dernières années, que l'on peut percevoir encore plus fortement, plus naturellement, combien l'adéquation de ce mouvement avec cet écrit historique est profonde.

La question des actions de partisans intéresse fortement notre Parti et la masse ouvrière. Nous avons déjà abordé à maintes reprises cette question, mais en passant, et nous avons maintenant l'intention d'en venir, comme nous l'avons promis, à un exposé plus complet de nos vues sur ce sujet.

I

Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte? En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminé. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les «invente» pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de

l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses; il est loin de prétendre *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des «fabricants de systèmes» dans leur cabinet de travail. Nous savons, disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale, que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.

En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique. A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les

conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.

Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. L'histoire du marxisme en Europe occidentale nous fournit une multitude d'exemples à l'appui de ce qui vient d'être dit. La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte; jadis, elle reconnaissait l'insurrection et elle est parfaitement disposée à la reconnaître encore à l'avenir dans des conjonctures modifiées, contrairement à ce que pensent les bourgeois libéraux, dans le genre des cadets russes et des «bezzaglavtsy» (1). La social-démocratie a rejeté, entre 1870 et 1880, la grève générale en tant que panacée sociale, comme moyen de renverser d'emblée la bourgeoisie par une autre voie que celle de la politique; mais la social-démocratie admet parfaitement la grève politique de masse (surtout après l'expérience faite en Russie, en 1905), comme *un* des moyens de lutte indispensable dans *certaines* conditions. La social-démocratie admettait les combats de barricades dans les rues en 1840-1850; elle rejetait ce moyen en raison de circonstances déterminées, à la fin du XIX^e siècle; elle se déclara toute prête à réviser ce dernier jugement et à admettre l'utilité des combats de barricades, après l'expérience de Moscou qui, selon les termes de K. Kautsky, créa une nouvelle tactique de barricades.

II

Les principes généraux du marxisme sur ce sujet étant posés, passons à la révolution russe. Rappelons-nous l'évolution historique des formes de lutte qu'elle a suggérées. Au début, grèves économiques d'ouvriers (1896-1900); ensuite, manifestations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1902); émeutes de paysans (1902); premières grèves politiques de masse, diversement combinées avec des manifestations (Rostov, 1902, grèves de l'été 1903 et

la manifestation du 9 janvier 1905); grève politique étendue à toute la Russie avec combats de barricades en certains endroits (octobre 1905); lutte de barricades généralisée et insurrection armée (décembre 1905); lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906); mutineries partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906); soulèvements partiels de paysans (automne 1905-automne 1906).

Telle est la situation vers l'automne 1906, du point de vue des formes de lutte en général. L'autocratie y «réplique» par les pogromes qu'organisent les Cent-Noirs, depuis celui de Kichinev, au printemps de 1903, jusqu'à celui de Siedlce, en automne 1906. Pendant toute cette période, l'organisation par les Cent-Noirs des pogromes et des massacres de Juifs, d'étudiants, de révolutionnaires, d'ouvriers conscients progresse sans cesse, se perfectionne, unifiant dans la violence une populace corrompue et les troupes réactionnaires, allant jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et les villes et se confondant avec des expéditions punitives, des trains de répression, et ainsi de suite.

Tel est le fond principal du tableau. Sur ce fond se dessine - certainement comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire - le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Quel est ce phénomène? Quelles en sont les formes? Les causes? Quand a-t-il surgi et jusqu'à quel point s'est-il répandu? Quelle est sa portée dans la marche générale de la révolution? Quels sont ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière, organisée et dirigée par la social-démocratie? Telles sont les questions que nous devons maintenant aborder après avoir tracé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte *armée*. Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus. Partiellement, ils adhèrent à des organisations révolutionnaires; partiellement (et, dans certaines localités de la Russie en majeure partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts différents, qu'il est indispensable de distinguer rigoureusement; d'abord, cette lutte a pour objet de tuer des individus, chefs et subalternes de la police militaire; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers. Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du Parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien de militants qui mènent la lutte en question. Les grosses expropriations (celle qui fut faite dans le Caucase et qui rapporta plus de 200.000 roubles, celle de Moscou qui donna 875.000 roubles) ont servi avant tout aux besoins des partis révolutionnaires; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des «expropriateurs». C'est un fait que cette forme de

(1) Groupe mi-cadet, mi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe, formé au moment du déclin de la révolution de 1905-1907. Affectant de n'appartenir à aucun parti, les «bezzaglavtsy» étaient en fait les propagandistes du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme, et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale (ndt).

lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même *exclusivement*, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes anarchistes. En guise de forme "responsive" de lutte de la part de l'autocratie, il convient de citer l'état d'urgence, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes de Cent-Noirs (Siedlce), les cours martiales.

III

Habituellement, l'appréciation de cette forme de lutte se résume à ceci: c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour à l'ancien terrorisme; ce sont des actes d'individus ayant perdu tout contact avec les masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution. On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque jour les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation.

Mais ces exemples sont-ils probants? Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est *le plus* appliquée: la région lettonne. Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal *Novoïé Vrémia* (des 9 et 12 septembre). Le Parti social-démocrate ouvrier letton (fraction du P.O.S.D.R.) publie son journal régulièrement à 30.000 exemplaires. Dans la partie officielle, il donne des listes d'espions que tout honnête homme a le devoir d'exécuter. Ceux qui collaborent avec la police sont déclarés "adversaires de la révolution" et passibles d'exécution; en outre, ils répondent aussi de tous leurs biens. L'argent destiné au Parti, les social-démocrates ordonnent à la population de le verser seulement sur présentation d'une quittance portant le cachet de l'organisation. Dans le dernier compte rendu du Parti, sur 48.000 roubles de recettes pour l'année, figurent 5.600 roubles versés par la section de Libau, pour des achats d'armes; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation. Le *Novoïé Vrémia* se démène furieusement, on le conçoit, contre cette "législation révolutionnaire", ce "gouvernement redoutable".

Personne n'oserait qualifier cette activité des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme. Et pourquoi? Parce qu'ici on voit *clairement* le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et l'insurrection, celle qui a eu lieu en

décembre comme celle qui se prépare de nouveau. Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe. On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte "de partisans" précisé-ment depuis décembre et son rapport avec l'aggrava-tion de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage. Le blanquisme et l'anarchisme se présen-tent vite à l'idée de ceux qui ont tendance à utiliser des formules toutes faites; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente qu'elle l'est en Let-tonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des Lettons, on voit fort bien à quel point cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, en dehors de la situation insurrectionnelle, est dénuée de justesse, de valeur scientifique, de sens historique. Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection, il faut comprendre quelles formes de lutte naissent inévitablement en pareille situation, et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets, comme chez les gens du *Novoïé Vrémia*: anarchisme, pillage, gueuserie!

On nous dit que les actes des partisans désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonne-ment à la situation qui a suivi les événements de décembre 1905, à l'époque des pogromes organisés par les Cent-Noirs et de l'état de siège. Qu'est-ce qui désorganise le plus le mouvement à une *pareille* époque: le défaut de résistance ou bien une lutte organisée de partisans? Comparez la Russie cen-trale aux provinces frontières de l'Ouest, la Pologne et la Lettonie. Sans aucun doute, la guerre de partisans est beaucoup plus répandue et plus développée dans l'Ouest. Il est également hors de doute que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier sont plus *désorganisés* dans la Russie centrale que dans ses provinces de l'Ouest. Loin de nous, certes, l'idée d'en conclure que le mouvement social-démocrate, en Pologne et en Lettonie, est moins désorganisé *grâce* à la guerre de partisans. Non point. Il faut en conclure seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie, en 1906.

Assez souvent, on invoque à ce propos le caractère particulier des conditions nationales. Mais cette allégation trahit surtout la faiblesse de l'argu-mentation courante. S'il s'agit en effet de particu-larités nationales, alors l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, vices communs à toute la Russie, n'y sont pour rien; il s'agit donc d'autre chose. Examinez

cette "autre chose" d'une façon *concrète*, messieurs! Vous verrez alors que l'oppression nationale ou bien les antagonismes de nationalités n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les provinces de l'Ouest, tandis que la lutte de partisans n'a fait son apparition que dans la période historique présente. Il y a beaucoup de régions où l'oppression et les antagonismes nationaux existent, sans qu'on y constate de lutte de partisans; et celle-ci se développe parfois dans des endroits où l'on ne saurait parler d'oppression nationale. L'analyse concrète de la question montrera qu'il s'agit ici non pas de l'oppression nationale, mais des conditions de l'insurrection. La lutte de partisans est une forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection et où il se produit des intervalles plus ou moins considérables entre les "grandes batailles" dans le cours de la guerre civile.

Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction. C'est pourquoi les malédictions dont nous autres, Russes, abreuvons d'ordinaire les actions des partisans, vont de pair avec des opérations clandestines, accidentelles, inorganisées, qui désorganisent effectivement le Parti. Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins. Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte. Lorsque nous nous plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'œuvre insurrectionnelle.

Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère *inorganisé*, désordonné, "sans-parti" des actes de partisans. Et à cette démoralisation *absolument incontestable* nous n'échapperons nullement en blâmant et en maudissant les actions de partisans; car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique. On objectera: si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le parti adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste; car un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines

périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un *parti combattant*. C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, *n'est pas rationnelle*. Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur *opportunité militaire*, et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en *pareille* question la voix décisive appartient aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte. Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du P.S.P. à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement, doit être examiné dans un esprit critique. Toute nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, "désorganise" forcément les organisations qui n'y sont pas préparées. Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation. Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations. Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre. Il faut seulement en conclure que l'on doit *apprendre* à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent: nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne nous livrons pas au pillage, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent. Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population. Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution. Spontanément, sans organisation - et précisément à cause de

cela, bien souvent avec maladresse, d'une *mauvaise* manière - la population y réagit par des collisions armées, par des attaques à main armée. Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, pour tel moment, à assurer à *cette* lutte spontanée la direction du Parti. Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées. Mais lorsque je vois qu'un théoricien ou un publiciste de la social-démocrate, au lieu de s'attrister en considérant ce manque de préparation, parle d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme, avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse, et répète à ce sujet des phrases apprises par cœur dans sa jeunesse, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit: la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation. C'est vrai. Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégénèrent en *Alliances* (*), en accords des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs. Le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des "libertés publiques", du "libéralisme", de la "démocratie", du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. La presse dégénère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de la perversion des masses; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc. La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous. La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant *toujours* leur application à des idées et des méthodes d'organisation *rigoureusement* déterminées par les circonstances (**).

IV

Les formes de lutte dans la révolution russe sont d'une extraordinaire diversité, quand on les compare à celles qui ont été mises en œuvre par les révolutions bourgeoises en Europe. Kautsky l'avait partiellement prédit en 1902, lorsqu'il affirmait que la révolution future (il ajoutait: à l'exception *peut-être* de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement, qu'une lutte entre deux parties du peuple. En Russie nous voyons, sans aucun doute, un plus large développement de cette *deuxième* forme de lutte que dans les révolutions bourgeoises d'Occident. Parmi le peuple lui-même les ennemis de notre révolution sont peu nombreux, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'aggrave, et ils obtiennent l'appui des couches réactionnaires de la bourgeoisie. Par conséquent, il est parfaitement naturel et inévitable qu'à une *pareille* époque, à l'époque des grèves politiques de tout le peuple, *l'insurrection* ne puisse revêtir l'ancienne forme d'actes isolés, limités à un très court espace de temps et de territoire. Il est parfaitement naturel et inévitable que l'insurrection acquiert les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, englobant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple. On ne peut se représenter une guerre de ce genre que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquelles se produisent d'innombrables escarmouches. Du moment qu'il en est ainsi - et il en est certainement ainsi - la social-démocratie doit absolument s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches. La social-démocratie, à une époque où la lutte de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non

d'adopter une attitude inconsidérée et partielle à l'égard des actes de partisans. Aussi n'est-il pas superflu de rappeler que dans le projet de résolution sur les actes de partisans (n° 2 des *Partinyé Izvestia* et le rapport de Lénine sur le Congrès) *cette* *partie* des bolchéviks qui les défend a soumis leur reconnaissance aux conditions suivantes: les expropriations des biens privés étaient complètement interdites; les expropriations des biens de la trésorerie n'étaient pas recommandées, mais n'étaient que *tolérées* sous conditions du *contrôle* du Parti et de l'affectation de ces ressources *aux besoins* de *l'insurrection*. Les actes de partisans sous forme d'actes terroristes *étaient recommandés* contre les auteurs de violence du gouvernement et contre les Cent-Noirs *actifs*, mais à condition: 1) de compter avec l'état d'esprit des larges masses; 2) de prendre en considération les conditions du mouvement ouvrier d'une localité donnée; 3) de prendre soin que les formes du prolétariat ne soient pas prodiguées en vain. *La seule chose* qui distingue pratiquement ce projet de la résolution adoptée au Congrès d'unification, c'est que celle-ci n'admet pas les expropriations des biens de la trésorerie.

* En français dans le texte

** On accuse souvent les social-démocrates bolchéviques

seulement de participer à *cette guerre civile*, mais d'y jouer un rôle dirigeant. La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations pour qu'elles interviennent effectivement en tant que *partie belligérante*, sans laisser échapper une seule occasion d'infliger des pertes à l'ennemi.

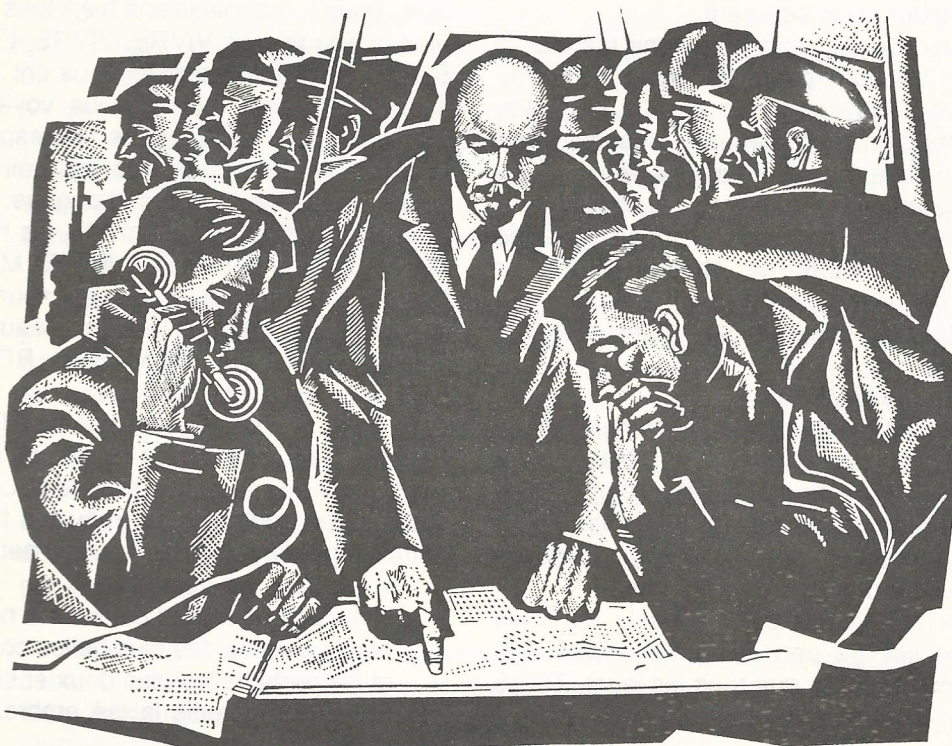
C'est une tâche difficile, bien entendu. On ne peut la résoudre d'emblée. De même que dans la lutte, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit, de même nos organisations doivent être éduquées, remaniées sur les bases des données de l'expérience, pour être à la hauteur de cette tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte de notre cru, ni même de résoudre, dans notre cabinet de travail, la question du rôle de telle ou telle forme de la

guerre de partisans dans la marche générale de la guerre civile en Russie. Loin de nous la pensée de voir, dans une appréciation concrète de telles ou telles actions de partisans, un problème *d'orientation* pour la social-démocratie. Mais nous estimons que notre tâche est de contribuer, dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation *théorique* des nouvelles formes de lutte imposées par la vie; comme aussi de combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser convenablement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre.

Lénine

«Prolétari» n°5, 30 septembre 1906



Le chant des partisans

Par le froid et la famine, dans les villes et dans les champs
 A l'appel du grand Lénine, se levaient les partisans
 Pour reprendre le rivage, le dernier rempart des blancs
 Par les monts et par les plaines s'avançaient les partisans
 Ecrasant les armées blanches et chassant les Attamans
 Ils finirent leur campagne sur les bords de l'océan
 Notre paix c'est leur conquête car en mille neuf cent dix-sept
 Par les neiges et les tempêtes, ils sauvèrent les Soviets

Voilà 10 mois que les camarades emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O. sont en grève de la faim pour obtenir leur réunification. José Manuel Sevillano a perdu la vie en mai dernier. Nous rendons hommage à ce révolutionnaire en publiant la lettre ouverte de Rosario Narvaez, prisonnière politique des G.R.A.P.O.

MERCI POUR VOTRE SOLIDARITE

J'aimerais beaucoup aller vous chercher un à un, dans les rues, dans les villages, dans les campagnes, ... vous réunir et vous dire que moi aussi j'ai à vous exprimer ma peine pour la douleur que vous a causée le départ de votre ami, de votre camarade...; mais ma condamnation est bien longue, comme toujours pour un révolutionnaire.

J'aimerais beaucoup vous serrer fort les mains, un à un, et murmurer en regardant vos yeux, qui savent bien exprimer tout, au plus profond, que merci, MERCI POUR TANT DE SOLIDARITE! Mais des murs épais, surveillés par des gardes civils armés de mitraillettes nous séparent.

J'aimerais vous inviter un à un à venir me voir et ainsi vous connaître, vous parler de toutes les portes que le départ de votre camarade nous a ouvertes, mais si tu es ami d'un révolutionnaire prisonnier, on ne te permet pas de le regarder dans les yeux.

J'aimerais beaucoup vous écrire à chacun une longue lettre pleine d'espérances grandes ouvertes mais la boîte aux lettres de chaque prisonnier politique est si petite que l'on ne peut y mettre que deux lettres et deux télégrammes (censurés) par semaine.

TANT D'ACHARNEMENT!

Ils ne te laissent même pas te promener dans le préau de la prison, parce que pour cela tu dois montrer au fonctionnaire de service tes vêtements et ton corps et te laisser tripoter avant et après une ou deux maudites heures de préau par jour. Dans un préau qui ne mesure pas plus de vingt pas.

Tu ne peux même pas avoir sous la main tes affaires personnelles (le peu qu'on te laisse) sans qu'ils te les tripotent; parce que tous les jours, TOUTS LES JOURS! on vient tout te retourner: livres, lettres, photos, ...

Ils ne te laissent même pas parler à ta famille, à tes enfants, parce que pour cela tu dois tolérer que le fonctionnaire qu'on te colle écoute, note, enregistre tout ce qu'il t'arrive de dire durant ces maudites vingt minutes (dans les meilleurs cas) qui te reviennent.

Tu ne peux même pas avoir tes enfants avec toi pour quelques heures, parce que pour cela ils doivent te les fouiller avant et après leur entrée.

Ils ne te laissent même pas vivre avec tes camarades de lutte, AVEC QUI TU PARTAGES LA VIE ET LA MORT, parce qu'ils disent que, même désarmés, nous sommes dangereux et plus nom-

breux en étant tous ensemble. Quelle illusion!

Ils savent bien que ce n'est pas vrai, que le but n'est pas la sécurité (que nous sommes bien protégés), que le but est autre, que le but c'est l'annihilation de notre idéal. Mais leurs calculs ont échoué, parce que nous aussi nous savons garder notre idéal bien «protégé».

Ils peuvent nous isoler pendant des jours, des semaines, des mois... ils peuvent nous menacer, ils peuvent nous frapper, ils peuvent même nous voler le droit de revendiquer notre réunification au moyen de la grève de la faim en nous attachant au lit avec des courroies, mais l'idéal, ils ne l'atteignent pas.

Toi Kepa tu peux l'expliquer, parce que tu le sais bien, nous te connaissions bien tous et nous savons bien que tu voulais VIVRE, VIVRE, ET VIVRE! Et toi, Sevi, qui fus le suivant. Ils vous ont laissé mourir, et il est certain que quand vous voyiez approcher la mort, se sont pressés dans vos esprits les yeux de vos enfants, des êtres que vous aimiez le plus, les couleurs, les fleurs, les campagnes, les villages, les gens, les musiques, les danses, les rires, les baisers, les accolades, les fêtes. LA VIE! Mais vous n'avez pas cédé au chantage, vous ne leur avez pas offert le plaisir de toucher à vos idéaux d'AMOUR et REVOLUTION, de DIGNITE et REVOLUTION, de LUTTE et REVOLUTION.

Kepa, tu n'as pas vu ta petite fille se changer en femme. Sevi, trois jours avant qu'ils ne te disent mort, mais que tu luttais encore pour faire battre ton cœur et tes poumons, j'ai reçu ton télégramme pour le troisième anniversaire de notre petite Aida:

«... Et tous les treize mai
il vient de nouvelles pousses à notre fleur
et des pétales des plus belles couleurs
et les parfums les plus doux et sucrés...» Sevi
Ils ne t'ont jamais laissé embrasser notre petite danseuse.

Ils nous ont ôté les droits les plus élémentaires en tant que personnes et en tant que prisonniers politiques, comme à tout révolutionnaire, mais ils ne sont jamais arrivés à nous enlever les idées révolutionnaires. JAMAIS, CAMARADES, JAMAIS! C'EST CELA NOTRE COLOSSALE VICTOIRE!

AMOUR ET FORCE!
NOUS VAINCRONS!

Rosario Narvaez
Prisonnière politique des G.R.A.P.O.
Yeserías

Communiqué des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre

Le groupe de combat de notre organisation «José Manuel Sevillano Martín» a exécuté, le 15 juin 1990, le colonel de l'armée Manuel Lopez Muñoz.

A cette occasion, nos groupes ont repris les armes contre l'armée parce que c'est elle qui dirige depuis un certain temps la guerre sale contre le Mouvement de Résistance de notre pays. Ce sont ses généraux et ses chefs qui élaborent les plans pour en finir avec les organisations révolutionnaires et qui dictent les ordres pour exterminer les prisonniers politiques.

Mais ils ne sont pas seuls responsables. Avec eux, la bande félipiste qui gouverne aujourd'hui notre pays a voulu remplir un rôle de protagoniste dans cette tâche. Après l'assassinat, après une longue torture de notre camarade, José Manuel Sevillano, leurs bourreaux ont spéculé sur la possibilité de mettre fin à la grève de la faim par une négociation. Ils ont utilisé les médias et autres institutions officielles pour donner du crédit à l'affaire. Mais il est démontré que tout était un montage, une manœuvre du gouvernement. Jouant avec la vie et la souffrance des grévistes, la seule chose à laquelle prétendaient ces individus sans scrupules était gagner du temps, éviter les coups de la guérilla et ainsi célébrer commodément leur farce électorale en Andalousie.

Pour notre part, nous avons été patients, nous avons attendu que cette possibilité qu'ils évoquaient devienne réalité.

Mais tout le monde a pu constater qu'ils n'avaient aucune intention de trouver une solution au problème. Une fois de plus, la moralité des psoïstes est bien claire. Leur fanatisme nazi-fasciste. Notre patience est à bout. A tant de cynisme et de cruauté, on ne peut répondre que par la justice populaire. Et nos groupes de combat l'ont exercée. Ils peuvent être assurés que leurs crimes ne resteront pas impunis.

La réunification ou la mort!
A bas l'Etat terroriste!
Résistance armée!
Nous vaincrons.

Commando Central des G.R.A.P.O.
16 juin 1990

Le sang du camarade Sevillano a rejoint le rouge du drapeau du prolétariat, de notre drapeau!

Nous avons appris l'assassinat du camarade Sevillano dans les geôles d'Espagne, au cours d'une longue grève de la faim que mènent, depuis le 30 novembre 1989, les prisonniers du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre, afin d'obtenir leur regroupement.

Bien sûr c'est avec douleur et colère que nous avons reçu cette nouvelle par les médias bourgeois complices de l'Etat espagnol (pour une fois, ils ont daigné faire une allusion - cynique - à la lutte qui se poursuit en Espagne).

Mais nous savons que le sacrifice d'un militant communiste n'est jamais inutile et que la seule manière de garder la mémoire de Sevillano vivante est de continuer la lutte à laquelle il a contribué et pour laquelle il a donné sa vie: la lutte révolutionnaire pour la libération de tous les opprimés.

Et la grève de la faim des prisonniers espagnols est une partie de cette lutte. Aussi nous engageons la solidarité internationale à faire encore plus et mieux pour soutenir les camarades et les mener à la victoire.

Honneur au camarade Sevillano!
Regroupement des prisonniers révolutionnaires!
Pour le communisme!

Aux sommaires des sept premiers numéros de CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES

NUMERO 1 (janvier-février 1989): A propos du procès mené contre quatre militants des Cellules Communistes Combattantes à Bruxelles en septembre-octobre 1988: «Faire le procès de la révolution est impossible!» et «Une note sur la démocratie» - «L'économie de la crise» du P.C.E.(r) (Espagne) - Manifeste et thèses de fondation de l'Union des Communistes Combattants (Italie) - Déclaration de deux militants communistes iraniens emprisonnés en France - Interview d'une militante des G.R.A.P.O. (Espagne) - «L'Etat en tant qu'arme» de Gyorgi Lukacs, philosophe hongrois.

NUMERO 2 (mars-avril 1989): Deux déclarations de Frédéric Oriach, militant communiste révolutionnaire (France) - «La désinformation et la guerre psychologique dans la stratégie de la contre-révolution» de la Commune Karl Marx (Espagne) - Communiqué de revendication de l'action menée contre Da Empoli par l'Union des Communistes Combattants - Déclaration de A. Di Pace, G. Lupi & F. Tolino, militants communistes italiens arrêtés en France et jugés en Espagne pour être extradés en Italie - Une question au Président Gonzalo du Parti Communiste du Pérou - Interview d'une militante des G.R.A.P.O. - Poèmes de Bertolt Brecht.

NUMERO 3/4 (mai-août 1989): En Iran comme en Europe, c'est la question de la révolution qui est à l'ordre du jour: Un bref aperçu historique de la situation iranienne - «Nos points de vue et nos positions» de militants du nouveau mouvement communiste iranien - Quelques notes sur la situation générale des organisations politiques iraniennes - en supplément: un conte pour les enfants de Samad Behrangui, écrivain communiste iranien, «Le petit poisson noir».

NUMERO 5 (septembre-octobre 1989): «Aux camarades, à la classe ouvrière et au peuple tout entier» du P.C.E.(r) - Interview des G.R.A.P.O. - Sur la guerre populaire: extrait d'une entrevue avec le Président Gonzalo du Parti Communiste du Pérou et citations du Président Mao Tsé Toung - Soutenons la lutte du peuple palestinien et libanais: déclaration de Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste arabe emprisonné en France, et déclaration de Joséphine Abdo & Abdullah El Mansouri, militants anti-sionistes et anti-impérialistes emprisonnés en Italie.

NUMERO 6 (janvier-février 1990): Textes récents du mouvement révolutionnaire en Italie: Déclaration au procès «Brigades Rouges - Insurrection» de Vittorio Antonini - «Quel dépassement?», déclaration au procès «U.C.C.» de A. Di Pace, G. Lupi, R. Simone & F. Tolino - «L'amnistie de gauche et les nouvelles influences révisionnistes dans le mouvement révolutionnaire italien» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant - Classique: «Défense de l'homme», extrait de «Les chiens de garde», de Paul Nizan, communiste français.

NUMERO 7 (mai-juin 1990): Sur la lutte contre le révisionnisme: citations de Lénine - A propos de la «perestroïka», des «événements» à l'Est et de la Chine: deux textes du P.C.E.(r) - «Sur le thème du programme communiste» de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant.

Correspondances Révolutionnaires est notamment en vente chez ces libraires:

La borgne Agasse, rue de l'Athénée 18 à 1050 Bruxelles
City Press Center, boulevard Anspach 64 à 1000 Bruxelles
L'imaginaire, place du Jeu de Balle 30 à 1000 Bruxelles

Plexus, rue des Carmes 11 à 4000 Liège
Version Originale, rue Sur la Fontaine à 4000 Liège

La Dérive, Grand Place 10 à 5200 Huy

Librairie Nouvelle, passage de la Bourse 4 à 6000 Charleroi

Arc en Ciel, rue de la Loi 34 à 7100 La Louvière

L'Harmattan, rue des Ecoles 21 à 75005 Paris
Le Tiers-Mythe, rue Cujas 21 à 75005 Paris
La Brèche, rue de Tunis 9 à 75011 Paris

PERMANENCE: tous les mercredis (de octobre à mai), de 12 à 13 heures 30, à l'entrée du restaurant universitaire, Université Libre de Bruxelles, avenue Paul Héger à 1050 Bruxelles

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

SOMMAIRE

numéro 8

octobre 1990

Parti et guérilla

de la Commune Karl Marx des militants emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O.,
février 1986 7

Deux lignes

de la Commune Karl Marx des militants emprisonnés du P.C.E.(r) et des G.R.A.P.O.,
février 1987 16

La critique contemplative

du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué), Resistencia nº4, novembre 1986 23

Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen

extrait du nº1 de la revue «Pour le parti»
de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant, avril 1989 30

Sur le Parti Combattant (une divergence avec les camarades espagnols)

de Pierre Carette, Pascale Vandegeerde, Bertrand Sassoie & Didier Chevolet,
militants et militante des Cellules Communistes Combattantes, mai 1990 38

La guerre de partisans

de Lénine, septembre 1906 56

Hommage à José Manuel Sevillano Martin, militant des G.R.A.P.O. assassiné 62

ABONNEMENT (six numéros)

Belgique: 900 fb
France: 150 ff
Europe: 950 ff
Autres: 1000 fb
Soutien: 1800 fb



CORRESPONDANCES
REVOLUTIONNAIRES
BP 1310
1000 BRUXELLES 1
BELGIQUE
CCP: 000-1291052-79



Ne joignez jamais d'argent
liquide à vos envois



éditeur responsable:
Philippe Hennebert, av. Ducpétiaux 140, 1060 Bxl